

INTEGRER LA DIMENSION PAYSAGERE DANS LES PROJETS D'AMENAGEMENT

Peut-on compenser la transformation d'un paysage ?

**Et plus particulièrement, les mesures prévues par les études d'impact
peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains
d'un projet routier ?**



Ecole Polytechnique de l'Université de Tours

Département Aménagement
35, allée Ferdinand de Lesseps
37 200 TOURS Cedex
Tél : 02.47.36.14.52
Mél : polytech.da@univ-tours.fr

Université François Rabelais de Tours

Maison des Sciences de l'Homme
33, allée Ferdinand de Lesseps
37 204 Tours Cedex
Tél : 02.47.36.15.33
Mél : mastervt@univ-tours.fr

INTEGRER LA DIMENSION PAYSAGERE DANS LES PROJETS D'AMENAGEMENT**Peut-on compenser la transformation d'un paysage ?**

Et plus particulièrement, les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

[Image de couverture : Réalisation personnelle]

Année scolaire 2005 – 2006 :

- Troisième année de Magistère « Aménagement » à l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, département Aménagement.
- Master deuxième année finalité Recherche « Sciences de l'homme et de la Société », mention « Sciences Sociales : Villes et Territoires », option « Aménagement », spécialité « Territoires et Environnement » à la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université François Rabelais de Tours.

Tuteur de recherche : François Botté, maître de conférence à l'Université de Tours

Remerciements

Ce travail a été rendu possible grâce aux personnes qui ont pris le temps de me recevoir, qui m'ont fourni des renseignements et des conseils précieux, contribuant ainsi à l'élaboration de ce mémoire. Je remercie chacun d'entre eux.

Plus particulièrement :

Je tiens à remercier en premier lieu les habitants de Sainte-Maure-de-Touraine, Champigny-sur-Veude, Chaveignes, Richelieu et Rimouski qui ont accepté de se soumettre aux entretiens car nos échanges constituent la matière principale et essentielle de ce mémoire.

Et aussi (par ordre alphabétique) :

- M. Botté, maître de conférence et tuteur de ce mémoire, pour sa confiance qui m'a permis de gagner en autonomie ;
- M^{me} Lambert, juriste au service urbanisme et environnement de la préfecture d'Indre-et-Loire pour ses éclairages juridiques qui m'ont fait gagner un temps précieux ;
- M. Pequignot, chargé de mission à la STA sud-est du Conseil Général d'Indre-et-Loire, pour sa disponibilité et le prêt de nombreux documents ;
- M. Saucier, enseignant-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski pour ses conseils méthodologiques ;
- M^{me} Teissier, responsable des études paysagères au bureau d'études « équipement Bas-Saint-Laurent Gaspésie » pour ses conseils et sa très juste analyse des différences entre Québec et France ;
- M. Veilleux, paysagiste à la Municipalité Régionale de Comté Rimouski-Neigette pour sa réflexion et ses contradictions ;

Enfin, je voudrais remercier Cyril Blondel et Cédric Le Pallec, amis et camarades de promotion, pour l'intérêt qu'ils ont porté à cette recherche depuis son devis jusqu'à sa conclusion et pour nos longs échanges sur le sujet, parfois à l'autre bout du monde.

Sommaire

Introduction.....	1
1^{ère} partie : Cadre contextuel et conceptuel.....	3
A) Le sujet de la recherche.....	4
A.1) La question générale de recherche : Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?.....	4
A.1.1) Pourquoi une telle question ?.....	4
A.1.2) Définition des termes généraux de recherche.....	12
A.1.3) L'impossibilité de formuler une hypothèse générale de recherche.....	18
A.2) La première question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils une même représentation du paysage ?.....	18
A.2.1) Pourquoi une telle question ?	18
A.2.2) Définition des termes spécifiques de recherche (1/2).....	20
A.2.3) L'impossibilité de formuler une première hypothèse spécifique de recherche	21
A.3) La seconde question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils la même pratique du paysage ?.....	22
A.3.1) Pourquoi une telle question ?.....	22
A.3.2) Définition des termes spécifiques de recherche (2/2).....	23
A.3.3) La seconde hypothèse spécifique de recherche : Les riverains ont la même pratique du paysage, ils l'habitent.....	24
A.4) Le bilan de la recherche : Raisonnement théorique, questions et hypothèses correspondantes.....	24
B) La méthodologie de recherche.....	26
B.1) La production de données : procéder par études de cas.....	26
B.1.1) Le choix méthodologique : des entretiens auprès des riverains.....	26
B.1.2) Les études de cas retenues.....	31
B.1.3) L'outil méthodologique : la grille d'entretien.....	46
B.1.4) Réalisation des entretiens.....	49
B.1.5) Fiabilité et représentativité des résultats.....	51
B.2) L'analyse des résultats.....	52
B.2.1) Le choix méthodologique : l'analyse de contenu.....	52
B.2.2) La grille d'analyse comme source de production de résultats.....	55
2^{ème} partie : Résultats, analyse des résultats et discussion.....	56
A) Vérification de l'hypothèse spécifique 2 : Les riverains ont la même pratique du paysage, ils l'habitent.....	57
A.1) Les pratiques du paysage des riverains.....	57
A.1.1) Deux types de discours autour de la pratique « habiter ».....	57
A.1.2) Une nouvelle pratique apparaît : « travailler ».....	58
A.2) L'hypothèse est validée mais elle doit être reformulée.....	59

A.3) Discussions.....	59
A.3.1) Les riverains constituent-ils un groupe social d'utilisateurs du paysage ?.....	59
A.3.2) Pratique de paysage ou pratique de pays ?.....	61
B) Vérification de l'hypothèse spécifique 1 : Les riverains ont la même représentation du paysage car ils en ont la même pratique.....	62
B.1) Les trois volets de l'étude d'une représentation.....	62
B.1.1) L'attitude générale.....	63
B.1.2) L'information.....	64
B.1.3) Le champ de la représentation.....	67
B.2) L'hypothèse est validée.....	72
B.3) Discussion : la pratique d'un paysage détermine-t-elle sa représentation ?.....	73
B.3.1) L'influence de la pratique.....	73
B.3.2) L'influence du paysage.....	74
B.3.3) L'influence du riverain.....	74
C) Vérification de l'hypothèse générale : Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains du projet.....	76
C.1) La nature des mesures compensatoires.....	76
C.1.1) La connaissance des riverains sur les mesures compensatoires existantes.....	76
C.1.2) L'opinion des riverains sur les mesures compensatoires existantes.....	77
C.1.3) Les mesures compensatoires que les riverains auraient souhaitées.....	78
C.2) L'élaboration des mesures compensatoires.....	79
C.2.1) L'implication des riverains dans l'élaboration des mesures compensatoires.....	79
C.2.2) La personne compétente pour élaborer les mesures compensatoires selon les riverains.....	80
C.3) l'hypothèse est en apparence validée.....	81
D) Synthèse et discussion des résultats de recherche.....	82
D.1) Des hypothèses aux résultats de recherche : synthèse	82
D.2) Les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?.....	84
D.2.1) Mesures compensatoires = compensation ?.....	84
D.2.2) Quel résultat si les riverains étaient aptes à intégrer le débat ?.....	85
D.2.3) Quel résultat si le débat était apte à intégrer les riverains ?.....	86
D.2.4) Quel résultat si le paysage en question intéressait les riverains ?.....	87
D.2.5) Quel résultat si l'atteinte au paysage (la route) avait été différente ?.....	87
E) Discussion générale : Peut-on compenser la transformation d'un paysage ?.....	89
E.1) Faut-il compenser pour tout le monde ?.....	89
E.2) Faut-il compenser partout ?.....	89
E.3) Faut-il tout compenser ?.....	90
E.4) Peut-on et comment peut-on compenser ?.....	90
Conclusion.....	92

Introduction

La réglementation française prévoit l'intégration de la dimension paysagère dans les projets d'aménagement. La loi de janvier 1993, dite « loi Paysages », traduit un glissement d'une analyse des grands paysages, des grands sites touristiques vers le « tout » paysage. Tout espace rural ou urbain devient un paysage à prendre en compte dans l'aménagement. Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit et où qu'il soit, doit donc désormais s'intégrer dans son espace physique et visuel. Mais le législateur ne s'arrête pas là car, pour les projets de plus grande ampleur et soumis à étude d'impact, il propose la mise en œuvre de mesures visant à supprimer, réduire ou compenser les atteintes à l'environnement. Le paysage, en tant que composante à part entière de celui-ci, dispose donc également de ses « mesures compensatoires paysagères ». Se pose alors une question : est-il seulement possible de réduire, supprimer et, plus génériquement, compenser la transformation d'un paysage ? A partir du moment où un aménagement est conçu, qu'il soit bien intégré ou non dans le paysage, il en fait désormais parti. Le paysage n'est plus le même, il est transformé. Peut-on compenser un paysage initial par un autre paysage ? D'autant que les choses se compliquent davantage si on s'accorde pour attribuer une dimension subjective au paysage, dimension que tous les auteurs, qu'ils soient aménageurs, sociologues, géographes ou autres reconnaissent. En effet, le pays ne devient paysage qu'à la condition qu'on le regarde. Or celui qui regarde le pays le transforme en paysage par le biais de ses propres filtres culturels, esthétiques, sociaux, ... Il y a donc potentiellement autant de paysages que d'observateurs. Ainsi, au-delà de se demander si l'on peut compenser la transformation d'un paysage, il convient de se demander également pour qui on compense, qu'est-ce qu'on compense et avec quel outil on compense ? La participation et la concertation locales permettent-elles de faire émerger une commande collective que le paysagiste saura transformer en projet concrétisable ? A l'inverse, le paysagiste ou l'aménageur n'est-il pas contraint de compenser son propre paysage ?

C'est à ces questions que la présente recherche se propose d'apporter une contribution, en se demandant plus spécifiquement si les mesures prévues par les études d'impact peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ? L'objectif reste modeste : il s'agit bien de savoir si cela est possible avant de se demander (dans l'affirmative) comment cela est possible, ce qui constituerait logiquement l'étape suivante.

Après avoir appréhendé de manière plus précise le contexte qui fait que se pose, aujourd'hui, une telle question pour l'aménagement du territoire, nous tenterons de formuler une hypothèse de recherche. Cette hypothèse, qui s'appuie sur un cadre théorique rigoureux, est une réponse provisoire à la question de recherche, en l'occurrence positive. Pour devenir résultat, elle doit être vérifiée. La méthodologie permettant de confronter cette hypothèse aux réalités de terrain sera présentée par la suite : il s'agit principalement de procéder par étude de cas en interviewant des riverains de projets routiers en Indre-et-Loire.

Viennent ensuite les résultats de recherche, qui seront discutés pour pouvoir répondre à la question générale de recherche. Cette discussion s'intéressera donc spécifiquement aux mesures compensatoires, riverains et routes. Enfin, ce mémoire se termine par une discussion plus élargie autour du thème dans lequel cette recherche s'inscrit : paysage et compensation.

1^{ère} PARTIE

CADRE CONTEXTUEL ET CONCEPTUEL

Cette première partie présente le raisonnement global de la recherche.

Elle expose en premier lieu le contexte qui fait que se pose, aujourd'hui, une question générale de recherche pour l'aménagement du territoire. Cette question sous-tend elle-même des questions spécifiques de recherche. En s'appuyant sur un cadre théorique relatif au paysage et aux représentations sociales, elle propose de formuler des hypothèses de recherche, réponses provisoires à chacune des questions.

La vérification des hypothèses passe par la définition d'une méthodologie de recherche permettant la confrontation entre cadre théorique et réalités du terrain. Cette méthodologie sera également présentée dans cette partie.

A) LE SUJET DE LA RECHERCHE

Cette partie tente d'explicitier comment et dans quel contexte une question initiale, également appelée question générale de recherche, s'est posée pour l'aménagement du territoire. Elle relate les étapes qui ont permis de formuler une réponse provisoire : l'hypothèse générale de recherche.

A.1) La question générale de recherche : les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

A.1.1) Pourquoi une telle question ?

a) L'histoire du paysage...

■ ***Le paysage n'existe pas partout, pour tout le monde et à toutes les époques***

Augustin Berque souligne que « *penser que toute société possède une conscience paysagère, c'est simplement prêter à d'autres cultures notre propre sensibilité, qui justement se caractérise par une vive conscience du paysage* »¹. Il ajoute que : « *L'histoire, la linguistique et l'anthropologie ont irréfutablement établi que la notion de paysage n'existe ni partout ni toujours. Il y a eu des civilisations non paysagères, des civilisations où l'on ne savait pas ce qu'est le paysage : pas de mots pour le dire, pas d'images qui le représentent, pas de pratiques témoignant qu'on l'apprécie...Bef, pas de paysage* »¹. Qu'on adhère ou non à son point de point de vue, Augustin Berque nous amène à ne pas considérer notre regard et notre culture paysagère comme universels et intemporels. Le mot « paysage » tel que nous le comprenons aujourd'hui et tel que vous le pensez en lisant ces quelques lignes n'a pas toujours été compris ou lu de la sorte. Cette précision étant établie, il est maintenant possible de dresser un rapide historique de la naissance du paysage, en s'attachant particulièrement à notre société occidentale.

¹ Berque A., date inconnue. – De paysage en outre-pays. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 346-359

■ **Aux XVI^{ème} et XVIII^{ème} siècles, le paysage est un tableau**

Le paysage naît en Chine vers le V^{ème} siècle puis en Flandres, vers le XVI^{ème}. Dans Encyclopedia Universalis, Jean-Robert Pitte signale que le mot paysage apparaît pour la première fois dans le dictionnaire français latin de Robert Estienne publié en 1549 : « *toile de peinture représentant une vue champêtre ou un jardin* ». Ce genre pictural a été inventé par les artistes peintres d'Europe du Nord à la Renaissance. Il connut son apogée au XIX^{ème} siècle avec les pratiques de plein air de l'école de Barbizon et des impressionnistes. La peinture de paysage représentait des scènes de nature ou de campagne composées pour le plaisir du spectacle. Considérons que ces peintures signent la naissance du paysage, ou plus précisément la naissance du mot « paysage » car comme le souligne Mathieu Kessler², il est impossible de savoir à quel moment le paysage est parvenu à émouvoir les premiers peintres avant qu'ils le peignent !

■ **Au XVIII^{ème} siècle, le paysage est un outil stratégique**

Selon Yves Lacoste³, les officiers s'intéressent au paysage à cette époque dans un souci stratégique et surtout tactique (recherche d'espaces masqués pour se dissimuler ou surprendre).

■ **Le XIX^{ème} siècle est un tournant majeur, une nouvelle sensibilité aux paysages apparaît**

A partir du XIX^{ème} siècle, on s'intéresse aux paysages réels (non peints). Les médias ont contribué à transformer la sensibilité, les paysages réels se sont ainsi chargés d'une valeur esthétique importante.

Aujourd'hui, le paysage est une préoccupation majeure, c'est le maître mot de la société actuelle, il fait vendre, il a une valeur. On peut citer par exemple les agences de voyages, qui font du paysage un outil marketing. Ou encore dans le cas de l'immobilier, l'image vue de la fenêtre, la vue réputée est bien vendue alors qu'elle ne constitue aucun apport matérialisé au contrat. Henri Cueco résume : « *Le paysage, son image, est devenu partie prenante de la transformation, par le capitalisme, de la nature en marchandise* »⁴.

² Kessler M., septembre 1999.

³ Lacoste Y., date inconnue. – A quoi sert le paysage ? Qu'est ce qu'un beau paysage ?. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 42-73.

⁴ Cueco H., date inconnue. - Approche du concept de paysage. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 168-181

Le terme est employé par tous sans qu'on lui attribue un même sens (paysage politique, paysage social, paysage tout court...). Il est impossible, dans une société aussi médiatisée que la notre, de passer à côté de la propagande du paysage. Le paysage est devenu un enjeu politique : l'émergence sociale du paysage se rattache à la vague écologico-environnementaliste qui secoue la société de consommation.

b) Une demande sociale en paysage...

■ Une demande de tous les français, et donc des riverains...

Le paysage s'est popularisé, il n'est aujourd'hui plus réservé à une élite, aux artistes. Pierre Donadieu⁵ parle de la société occidentale actuelle comme d'une « *société paysagiste* » qui refuse une partie du monde donné à vivre, qui rêve de campagne, de montagne... mais qui, paradoxalement, est principalement urbaine. Notre société exprime un désir récurrent de nature. « *Autrefois répulsive, la nature sauvage est devenue attractive. La menace que représente la modernisation (disparition des agriculteurs, urbanisation massive, étalement urbain...) confère une valeur patrimoniale aux paysages* »⁶. La peur de la transformation entraîne une demande sociale de conservation des paysages en leur état. Ceci peut être illustré par la place grandissante de l'image : on cherche à immobiliser les paysages car on est nostalgiques, on ne veut rien effacer. Une enquête réalisée par le magazine « Le Monde » en 1992 sur les clichés pris par les français laisse apparaître que les photos de paysages sont les plus nombreuses après la famille. Ainsi, l'immobilisation des paysages apparaît comme un désir collectif des français, troublés, voire angoissés par la disparition réelle ou annoncée de leurs repères visuels habituels.

Ceci m'amène à justifier ici les raisons pour lesquelles cette recherche se tourne vers les riverains :

Cette popularisation du paysage en est la première. En effet, si l'on en croit Pierre Donadieu, l'aménagement du territoire, et plus particulièrement l'aménagement paysager d'un territoire concerne (ou devrait concerner) tous les français. Il n'est plus (ou ne doit plus) être réservé aux urbanistes et architectes, c'est-à-dire à l'élite du paysage.

⁵ Donadieu P., mars 2002.

⁶ Berque A., date inconnue. – Paysage, milieu, histoire. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 12.

D'autre part, Pierre Donadieu⁷ décrit deux types de regards sur un territoire : les regards intérieurs (ou endogènes) et les regards extérieurs (ou exogènes). Les regards intérieurs, ceux des riverains dans le cas présent, sont pour l'auteur constitutifs de leur attachement et de leur mémoire. La rencontre de ces deux regards sur un territoire (du riverain et de l'aménageur ou du paysagiste) est à l'origine de controverses socio-politiques relatives aux paysages. Ces controverses portent moins sur les processus de transformation d'un paysage que sur les conditions dans lesquelles sont prises les décisions concernant le devenir des territoires. Ainsi, comment les groupes sociaux peuvent vivre dans des espaces dont les formes paysagères semblent échapper à leur contrôle ? En effet, les vues satellites ou par avion donnent des informations sur l'évolution de l'occupation des sols mais ne disent en rien la manière dont les habitants ou les voyageurs perçoivent les changements. En l'absence de débats publics et contradictoires, de points de vue critiques et citoyens, le rapport de l'habitant au changement n'est pas pris en compte. Ainsi, l'intérêt que présente cette recherche est de ne pas se situer du côté de l'aménageur mais de tenter de comprendre les regards endogènes, ceux des riverains, qui voient et vivent le paysage au jour le jour.

Cette démarche semble être utile en aménagement quand on sait que les riverains sont bien souvent les principaux opposants à la conception d'un projet routier, justement parce que le débat leur échappe. Comprendre les attentes des riverains, savoir s'il est possible d'élaborer, et de quelle manière, des mesures compensatoires paysagères pour l'ensemble des riverains pourrait constituer une aide précieuse à la mise en oeuvre des principes de concertation et de participation.

■ ***Une demande pour tous les paysages, et donc même les plus banals...***

Aujourd'hui, la demande sociale en paysages va au-delà des sites pittoresques, des parcs et des conservatoires de la nature. Michel Conan parle d'une « *demande sociale adressée aux élus, aux aménageurs et aux utilisateurs du territoire pour qu'ils assurent à tous la jouissance d'un nouveau bien public, le paysage* »⁸.

⁷ Donadieu P., date inconnue. – Pour une conservation inventive des paysages. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 400-423.

⁸ Conan M., date inconnue. – L'invention des identités perdues. - In : Berque A. et al., 1994. - p. 42.

Ceci m'amène à justifier ici les raisons pour lesquelles cette recherche tente d'appréhender des paysages « banals » :

Là encore, la recherche s'intéresse donc aux paysages les plus banals, si tant est que l'on puisse définir ce qu'est un paysage banal, nous y reviendrons. Elle ne cherche pas à avoir valeur d'exemplarité mais bien à comprendre l'impact d'un projet routier sur le paysage « de tous les jours », le paysage « ordinaire ». De nombreuses études sont en effet été menées lorsqu'un projet d'aménagement touche un paysage reconnu comme « remarquable ». Mais qu'en est-il pour notre paysage quotidien ?

c) ... entraînant progressivement sa prise en compte dans les projets d'aménagement

■ D'abord une prise en compte du patrimoine bâti...

Les premières lois de protection de l'environnement s'intéressent uniquement au patrimoine bâti. La première loi majeure date de 1887, elle est relative à la protection des monuments pittoresques.

■ ...puis une protection des sites exceptionnels...

La prise en compte du patrimoine naturel, non bâti, est d'abord une prise en compte des sites pittoresques, remarquables, issus de l'histoire de la peinture. La loi de 1906 sur la protection des monuments et des sites de caractère artistique inaugure une politique du paysage. Elle est suivie en 1930 par une loi sur la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque remarquables. Bien plus tard, en 1971 et 1975, seront respectivement créés le ministère de la protection de la nature et de l'environnement, et le conservatoire du littoral. Enfin, en 1976, une loi majeure voit le jour : la loi sur la protection de la nature. Elle précise dans son article premier que « *la protection des espaces naturels et des paysages est d'intérêt général* ». Elle est suivie en 1985 et 1986 par la promulgation des lois « Montagne » et « Littoral », lois dont les dispositions s'imposent aux documents de planification.

■ ...qui tend aujourd'hui vers une politique du paysage ordinaire.

Avant 1993, le paysage est appréhendé sous l'angle du « beau ». L'objectif est de protéger le patrimoine paysager de la France, au sens le plus noble du terme.

La loi n°93-24 du 8 janvier 1993, relative à la protection et la mise en valeur des paysages, couramment appelée « loi paysages », propose une série de mesures destinées à une meilleure intégration des aménagements. Cette loi, qui donne un statut officiel au paysage, comporte trois volets. Elle modifie les dispositions législatives en matière d'enquête d'utilité publique afin de proposer une meilleure concertation autour des projets d'aménagement, et élargit ainsi les possibilités de débat autour des projets publics. Elle complète le code de l'urbanisme en matière de permis de construire, demandant une étude de l'insertion dans l'environnement et de l'impact visuel des nouveaux bâtiments et de leurs abords. Ces dispositions, assorties de mesures d'incitations fiscales et réglementaires, visent à préserver la « qualité paysagère » dans les campagnes lors des opérations de remembrement, aux abords des villes en expansion, sur le rivage ou en montagne. Enfin, la loi complète les dispositifs de protection, élargissant les compétences du Conservatoire du Littoral, renforçant les chartes des Parcs Naturels Régionaux, et définissant des Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager. Cette loi traduit un glissement d'une analyse des grands paysages, des grands sites touristiques vers le « tout » paysage. Tout espace rural ou urbain devient un paysage à prendre en compte dans l'aménagement.

Remarque : Les paysages n'étaient pas pour autant ignorés par le droit avant le vote de cette loi. L'article L.111 du code de l'urbanisme permettait ainsi de refuser un permis de construire si les constructions étaient « *de nature à porter atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels et urbains* ».

Pour Richard Le Roy, malgré le vote de la loi paysages, « *la politique du paysage en France est restée patrimoniale et conservatrice* »⁹. L'Etat étant encore au centre de la politique du paysage, le débat démocratique avec usagers, habitants et producteurs d'espaces est faible. Il parle du paysage comme d'« *un conservatoire sans avenir : il s'agit de protéger, sauvegarder, maintenir en l'état* »⁹. Pascal Cadieu¹⁰ trouve une explication partielle dans l'élaboration trop rapide de la loi paysages, qui a suivi une trajectoire identique à celle des lois littoral et montagne. Selon lui, l'ambition du ministère de l'écologie n'était pas seulement de régler les problèmes de dégradation du paysage mais aussi de satisfaire la « nébuleuse » écologique dans la perspective d'échéances électorales clefs.

⁹ Le Roy Richard, avril 1995. – La construction juridique du paysage. – In : Cadieu P. et al., avril 1995. - p.64.

¹⁰ Cadieu Pascal, avril 1995. – La politique du paysage en devenir. – In : Cadieu P. et al., avril 1995. - p. 42.

Ainsi, la loi a été élaborée sans réelle concertation et de manière trop rapide. En l'absence de décrets d'application (1994), elle était même inapplicable.

La loi paysages présente tout de même un intérêt majeur : elle a valeur d'exemple et elle confirme la notion d'appropriation collective du paysage par le grand public. La demande en paysage a en effet aujourd'hui largement débordé le cadre des espaces protégés par la loi, même si la loi du 8 janvier 1993 donne une base juridique à une véritable politique du paysage des collectivités locales.

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite « loi Barnier », a en outre introduit des dispositions relatives aux entrées de villes et à la préservation des espaces remarquables. La loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995, modifiée en juin 1999 par la LOAD Durable T (LOADDT), a créé la notion de « pays » comme territoire sur lequel se mettent en œuvre des actions d'organisation des services publics ainsi qu'une politique d'aménagement et de développement.

d) Le paysage est une notion personnelle, subjective

La loi française prévoit la protection des paysages remarquables, mais remarquables pour qui ? De plus en plus, elle tend vers une prise en compte des paysages ordinaires, ce qui rendra l'exercice encore plus difficile car les opinions seront moins unanimes. En effet, nous allons le voir, quand on parle de paysage, il faut laisser une place à la subjectivité.

S'il n'existe pas de définition unique et acceptée de tous du paysage, il n'en reste pas moins que tous les auteurs qui ont travaillé sur la question s'accordent à lui attribuer une dimension subjective. Le paysage a été largement défini comme un phénomène culturel, il n'est donc pas possible de remettre ce postulat en cause. On peut ici citer quelques auteurs comme Armand Frémont, qui pense que *« pour comprendre les paysages, il ne suffit pas de les observer ou de les analyser : il faut considérer tout autant qui voit et qui observe »*¹¹. Dans le même sens, Alain Corbin écrit : *« le paysage est une lecture, indissociable de la personne qui contemple l'espace considéré »*¹². Ainsi, comme le disait Charles Baudelaire, *« il n'est de paysage que perçu »*.

¹¹ Frémont A., date inconnue. – Les profondeurs des paysages géographiques. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 21-41.

¹² Corbin A., septembre 2001.

Il est évident que certains éléments du paysage n'ont pas attendu l'humanité pour exister. Le paysage repose sur un substrat commun et objectif: la rivière, la forêt, la plaine... Mais si ces éléments composent un paysage, c'est à la condition qu'on les regarde. Seule la représentation les fait paysage. Or ces représentations sont extrêmement variables selon les sociétés, selon les personnes, les cultures et les modes de vie. Il y a donc autant de paysages que de contemplateurs (dimension de perception). Pierre Sansot¹³ va même encore plus loin : selon lui, le paysage change non seulement en fonction des personnes mais également en fonction de l'état de l'âme, de la manière dont on se sent (donc plusieurs paysages pour une même personne). Même Roger Brunet, qui pose le paysage comme « *ce qui se voit* », indépendamment de nous, ce qui appartient au monde réel (et qui donc peut faire l'objet d'une analyse scientifique objective directe de la part des chercheurs) explique que « *toute modification du paysage doit être interprétée par l'intermédiaire de la perception* »¹⁴. Selon lui, les usagers (le spectacle étant une forme d'usage) opèrent des sélections et des jugements de valeur.

e) Pourtant, des mesures compensatoires sont prévues dans les études d'impact

Commence donc à se dessiner l'intérêt de la recherche : d'un côté une législation qui impose la prise en compte du paysage en aménagement, et de l'autre un paysage subjectif, personnel. Comment donc peut-on, et surtout pour qui peut-on prendre en compte le paysage ? D'autant que le législateur va encore plus loin. La loi de 1976 relative à la protection de la nature impose la réalisation d'études d'impact pour de nombreux projets d'aménagement. Ces études d'impact doivent contenir un volet intitulé « mesures compensatoires », c'est-à-dire la définition de mesures visant à réduire, supprimer ou compenser les impacts du projet. Pour des impacts tels que le bruit ou la baisse de la biodiversité par exemples, on comprend aisément la manière dont elles sont définies et mises en œuvre : mur antibruit réduisant de x décibels la pollution sonore du projet, déplacement de milieux humides...

¹³ Sansot P., date inconnue. – L'affectation paysagère. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 153-167.

¹⁴ Brunet R., date inconnue. – Analyse des paysages et sémiologie. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 7-20.

Jean-Marc Bernard¹⁵, explique dans le livre « Définition et typologie des mesures compensatoires » qu'une bonne mesure compensatoire ne peut être définie que par une bonne connaissance de l'état initial du site et des impacts directs ou indirects du projet. En aucun cas il ne fait allusion à la participation locale. Dans la pratique, les mesures compensatoires sont donc définies par les spécialistes, sans consultation avec les groupes d'usagers du territoire. Ainsi, avant de se demander comment on peut compenser la transformation d'un paysage, il convient de se demander si cela est possible ? Et c'est à cette question précise : « peut-on ? » que cette recherche tente d'apporter un élément de réponse. Et en l'occurrence, peut-on pour les riverains ? Plus précisément, les mesures prévues par les études d'impact sont-elles l'outil adapté pour compenser la transformation d'un paysage ?

La question générale de recherche sous-tend bon nombre de questions parallèles :

Au moment où la politique du paysage impose sa prise en compte dans les projets d'aménagement, comment il est possible d'intégrer une notion aussi personnelle ? Quel paysage considère-t-on, pour qui ? L'aménageur ou le paysagiste ne compense-t-il pas la transformation de son paysage ? Peut-on définir une unique mesure compensatoire pour une multitude de paysages ? La participation permet-elle d'intégrer toutes les formes de représentation d'un même paysage, c'est-à-dire tous les paysages ?

A.1.2) Définition des termes généraux de recherche

a) Paysage

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, une définition universelle du paysage acceptée de tous, ou au moins d'une majorité. Il est donc possible de donner une multitude de définitions. On peut globalement distinguer deux approches : l'approche fonctionnelle / structurelle (des géographes et écologistes) et l'approche sensible (esthétique, des sociologues).

¹⁵ Bernard J-M., février 1996. – In : Association Française des ingénieurs écologues, février 1996. – p. 19-23.

Sous un angle fonctionnel, le mot paysage¹⁶ est composé du mot « pays » (réalité locale circonscrite le plus souvent à un lieu-dit) et du suffixe « -age » (« collectif », « ensemble »). Donc le paysage est une « *appréhension globale du pays* » selon Françoise Chenet-Faugeras. De nombreuses définitions vont dans le même sens, comme celle du dictionnaire Robert : « *Partie de pays que la nature présente à l'œil qui la regarde* » ou encore celle du dictionnaire Le Littré : « *Etendue de pays que l'on voit d'un seul aspect. Il faut qu'il soit d'un lieu assez élevé où tous les objets dispersés auparavant se rassemblent d'un seul coup d'œil* ». On peut distinguer trois éléments essentiels dans ces trois définitions : l'idée de point de vue (suppose l'existence d'un sujet qui le regarde), celle de partie et celle d'unité ou d'ensemble.

Sous un angle plus sensible, on peut ici citer la définition du dictionnaire « Les mots de la géographie » de Roger Brunet : « *Le paysage est une apparence et une représentation : un arrangement d'objets visibles perçus par un sujet à travers ses propres filtres, ses propres humeurs, ses propres fins* »¹⁷.

Dans chacune des définitions, l'idée de paysage renvoie donc à la représentation par l'homme de ce qui l'entoure : représentation objective, mais aussi subjective, influencée par l'imaginaire collectif. Ainsi, la définition retenue du paysage devra reconnaître les éléments objectifs du géographe, qui sont principalement, selon Armand Frémont : « *le relief, le climat (le ciel, l'atmosphère, le temps), la végétation et la forêt, les emprises et déprises rurales* »¹⁸. Ces éléments objectifs du paysage correspondent à la notion de « proto-paysage » définie par Augustin Berque¹⁹, c'est-à-dire le « *substrat commun à toute l'humanité* », que l'on peut encore appeler « structure du paysage » ou « référentiel commun ». En revanche, l'importance de la représentation, c'est-à-dire l'assemblage des éléments objectifs (des fractions) d'un paysage ne peut être négligée. Ainsi, il ne faut pas confondre ce qui est paysage et ce qui est structure du paysage : paysage en tant que construction mentale et appréhension de tel ou tel élément appartenant à la structure du paysage (considéré comme un fait objectif, appartenant au monde réel). Par essence, le paysage relève d'une dialectique entre des lois physiques et des « lois » sociales.

¹⁶ Chenet-Faugeras F., date inconnue. – Le paysage comme parti pris. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 301.

¹⁷ Brunet R. et al., avril 1998. – p. 374.

¹⁸ Frémont A., date inconnue. – Les profondeurs des paysages géographiques. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 23.

¹⁹ Berque A., date inconnue. – Paysage, milieu, histoire. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 16.

Pour résumer, le paysage est une interprétation sociale de l'interface terrestre (l'environnement). Il est donc important de considérer, d'analyser, d'interpréter le paysage selon ces deux phénomènes : ne pas réduire l'analyse à celle des « espaces perçus » ou « espaces vécus » et ne pas non plus la réduire à une analyse purement géographique.

Il faut considérer le paysage comme un objet et un sujet, comme réalité écologique et produit social mais il ne faut pas non plus négliger la relation objet-sujet, car ils se forment l'un par rapport à l'autre. Il faut ainsi retenir trois dimensions selon George Bertrand : « *le paysage est un processus tripolaire dans lequel interviennent un observateur, un mécanisme de perception et un objet* »²⁰.

Il est également important de rappeler que le paysage est un processus, produit du temps et plus précisément de l'histoire sociale (il n'est donc pas le même pour toutes les civilisations et à toutes les époques).

Résumons-nous, le paysage est à la fois :

- Une nature-sujet : il n'a d'existence qu'au travers d'un processus passant de la formation de l'image à son interprétation sociale.
- Une nature-objet : c'est une réalité qui existe indépendamment de l'observation et de l'observateur et qui n'est autre chose qu'une portion de l'espace terrestre. Le paysage est reconnu comme un phénomène naturel.

Remarque : Cette recherche ne retient pas l'importance des autres sens que la vue dans l'interprétation d'un paysage. Ainsi, le paysage évoqué dans la suite de ces propos est un paysage « vu », et non un paysage sonore, odorant...

b) Etude d'impact

La loi du 10 juillet 1976 introduit la notion d'étude d'impact dans les textes réglementaires. L'étude d'impact permet l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets et programmes de travaux.

²⁰ Bertrand G., date inconnue. – Le paysage, entre nature et société. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 91.

On peut distinguer trois objectifs fondamentaux:

- ✗ Concevoir le meilleur projet possible ;
- ✗ Eclairer l'autorité administrative sur la décision à prendre ;
- ✗ Informer le public et le faire participer à la décision.

Le maître d'ouvrage est responsable de la réalisation et du financement de l'étude d'impact. Il peut sous-traiter et confier le projet à un bureau d'étude spécialisé. L'Etat contrôle l'existence et le contenu des études d'impacts avant de se prononcer sur la recevabilité du projet. Il y a donc une double responsabilité, à la fois du maître d'ouvrage et de l'Etat, lorsqu'ils ne sont pas confondus.

Le dossier de l'étude d'impact d'un projet doit comporter :

- ✗ une analyse de l'état initial du site et de son environnement ;
- ✗ une analyse des effets directs et indirects temporaires et permanents du projet sur l'environnement ;
- ✗ une présentation des différents partis envisagés et les raisons du choix d'un de ceux-ci
- ✗ les mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour supprimer, réduire ou compenser les effets dommageables du projet ;
- ✗ une analyse des méthodes utilisées pour évaluer le projet ;
- ✗ une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ;
- ✗ un résumé non technique lisible par tous.

La définition donnée par la loi est la suivante : « *L'étude d'impact est une étude préalable à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou de leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier et visant à en mesurer les conséquences* ».

c) Mesures compensatoires

Le décret d'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature précise dans son article 2 que l'étude d'impact doit comporter « *les mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement, ...* ».

L'objectif est d'aboutir à un projet dont les effets sur l'environnement sont globalement nuls et si possible positifs. Dans les dossiers d'étude d'impact, ces mesures sont couramment regroupées dans un chapitre intitulé « mesures compensatoires ». Il s'agit d'une commodité de langage, dans bien des cas abusive, car il n'y a aucune mesure compensatoire, au sens strict, prévue, mais uniquement des mesures de réduction des impacts.

La mesure compensatoire se distingue de la mesure de suppression ou de réduction de l'impact. Elle se caractérise notamment par une « distance » entre l'impact observé et la mesure de compensation mise en œuvre²¹ :

- Distance dans l'espace : on détruit ici, on reconstruit là ;
- Distance dans le temps : on détruit maintenant, on reconstruira plus tard ;
- Distance entre la nature du mal et celle du remède : on dégrade ici telle composante de l'environnement, on améliore telle autre ici ou ailleurs, l'objectif étant de conserver dans l'ensemble la valeur écologique du milieu.

Il s'agit en définitive d'offrir une contrepartie à des effets dommageables non réductibles d'un projet. Les mesures compensatoires sont donc à prévoir dans le cas où les atteintes sont inévitables et où la limitation de l'impact est insuffisante voire impossible. Elles visent à rétablir l'équilibre naturel d'un secteur où d'une région à l'identique de celui qui prévalait avant l'atteinte.

Une fois cette distinction faite, j'emploierais moi-même, de manière abusive, le terme « mesures compensatoires » dans la suite de mes propos pour désigner les mesures compensatoires, réductrices et de suppression car leur nature exacte importe peu dans cette recherche. En effet, s'il est incontestable que l'amalgame entre les différentes mesures (suppression, réduction et compensation des impacts) nuit vraisemblablement à la recherche de toutes les solutions possibles pour permettre la conception d'un projet ayant une réelle qualité environnementale, il n'en reste pas moins que ce débat n'intéresse pas notre problématique.

Entendons donc par mesure compensatoire toute mesure visant à supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement.

²¹ Bernard J-M., février 1996. - Définition et typologie des mesures compensatoires, p. 19 à 23. - In : Association Française des ingénieurs écologues, février 1996.

d) Projet routier

La définition du terme « projet routier » dépend en grande partie des études de cas qui seront retenues, c'est pourquoi nous la préciserons ultérieurement. Pour autant, le choix d'une route comme projet d'aménagement et sujet de recherche n'est pas anodin. En voici l'explication.

Cette recherche ne pouvant raisonnablement pas s'intéresser à l'ensemble des aménagements soumis à étude d'impact, et donc présentant des mesures compensatoires paysagères, il a fallu faire un choix. Elle s'intéresse donc uniquement à l'impact paysager des projets routiers, et ce pour deux raisons principales : l'impact paysager est important et toujours de même nature. En effet, les routes présentent des contraintes propres : étant par définition linéaires, elles sont indéplaçables et entraînent donc un effet de coupure systématique dans le paysage. En somme, la nature de l'atteinte portée au paysage est toujours la même, même si le paysage, lui, varie d'un projet à l'autre et entre les sections d'un même projet. Ainsi, les résultats de cette recherche devraient être plus aisément généralisables. D'autre part, pour les projets importants type autoroutes, le paysage est aujourd'hui largement appréhendé, le législateur ayant en effet prévu une multitude de procédés type 1% paysage... De plus, les enjeux gravitant autour d'un projet de création d'une autoroute, le jeu d'acteurs et l'importante masse d'études menées sur le sujet ne permettent pas, à mon sens, d'offrir une connaissance réellement nouvelle à l'échelle d'un mémoire de Master 2.

Aussi, cette recherche s'intéresse aux routes d'importance départementale, qui présentent les mêmes caractéristiques en terme de paysage que les routes nationales, mais pour lesquelles la collecte de données est facilitée.

e) Riverain

Initialement, le terme riverain trouve la définition suivante : « *Qui est situé le long d'une voie d'eau* » (Dictionnaire Le Robert). Aujourd'hui, il est employé plus largement pour les habitants situés le long d'une rue, d'un lac, d'une église... Entendons dans la suite du rapport par le mot riverain une personne ayant son lieu principal d'habitation situé à moins de 500 mètres de la route étudiée.

Riverain = Qui habite le long de la route

Une définition plus précise sera donnée plus tardivement dans ce mémoire, en fonction des études de cas retenues.

A.1.3) L'impossibilité de formuler une hypothèse générale de recherche

Logiquement, à toute question de recherche correspond une hypothèse de recherche. Pour autant, il est impossible, à ce stade, de formuler une réponse provisoire à la question : « Les mesures compensatoires prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ? ». D'un côté, il serait tentant de répondre par la négative, le paysage étant une notion trop personnelle, on l'a vu, pour générer une commande collective. Néanmoins, répondre par l'affirmative est une nécessité pour l'aménagement. C'est en effet une des conditions pour créditer la participation et la concertation locale de sens. C'est également la pertinence et l'existence même des mesures compensatoires paysagères (pour les riverains) qui est en jeu.

On voit donc bien que l'hypothèse générale de recherche, si formulée à ce stade de la réflexion, risquerait d'être aléatoire et donc déconnectée de la réalité et des véritables enjeux sous-tendus par la question de recherche. Ainsi, pour formuler une hypothèse de recherche ayant un véritable sens, il est nécessaire de puiser davantage dans la théorie du paysage.

A.2) La première question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils une même représentation du paysage ?

A.2.1) Pourquoi une telle question ?

a) L'atteinte portée par un aménagement sur le paysage est difficile à mesurer car elle est symbolique

Selon Serge Moscovici, « *les comportements des individus ou des groupes ne sont pas déterminés par les composantes objectives de la situation mais par la représentation de cette situation* »²².

²² Moscovici Serge, 1961. - In : Rouquette M-L., Rateau P., octobre 1998.

Pour Roger Brunet, l'analyse de la représentation des paysages (sens et valeurs qu'y attachent les différents publics ou usagers) est « *un préalable indispensable à toute action d'aménagement (conservation, sauvegarde ou modification des paysages)* »²³. En effet, selon Michel Conan²⁴, l'auteur d'un aménagement mesure souvent mal l'atteinte portée à la symbolique du groupe concerné par le projet, justement parce qu'elle est symbolique. Ainsi, la réponse du groupe n'est pas à la mesure des actes mais à la mesure du sens que lui attribue le groupe, et donc à la mesure de la représentation qu'il se fait du paysage.

On voit donc que la compréhension d'une situation conflictuelle liée à la transformation d'un territoire par un aménagement (et donc ici une route) appelle à un examen systématique des rapports de propriété qui s'exercent sur ce territoire, afin de savoir pour chacun quel est le groupe de personnes qu'il concerne, quels sont les emblèmes du groupe, à quels idéaux ils sont rattachés, comment ces idéaux définissent une morale de l'aménagement du territoire.

b) Ainsi, la représentation du paysage conditionne la réaction face à un aménagement

Pour Jean-Claude Abric²⁵, les quatre fonctions principales des représentations sont :

- 1 - une fonction de savoir : elles permettent de comprendre et d'expliquer la réalité ;
- 2 - une fonction identitaire : elles définissent l'identité et permettent la sauvegarde de la spécificité du groupe ;
- 3 - Une fonction d'orientation : elles guident les comportements ;
- 4 - Une fonction justificatrice : elles permettent à posteriori de justifier les prises de position et les comportements.

Ce sont ces deux dernières fonctions qui nous intéressent plus particulièrement puisque ce sont elles qui nous amènent à nous demander si les riverains ont une même représentation du paysage. La fonction d'orientation déterminerait en effet les attentes des riverains à propos du paysage en amont du projet. Toujours selon Jean-Claude Abric, « *le système de pré-codage de la réalité que constitue la représentation en fait un guide pour l'action* ». La représentation produit un « *système d'anticipations et d'attentes* ».

²³ Brunet R., date inconnue. – Analyse des paysages et sémiologie. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 12.

²⁴ Conan M., date inconnue. – L'invention des identités perdues. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 42.

²⁵ Abric J-C., avril 2001. – p. 13-15.

Concrètement, cela laisse entendre que c'est la représentation que le riverain se fait du paysage qui détermine son attente pour son devenir, et donc potentiellement pour les mesures compensatoires. Ainsi, la logique est simple : si les riverains ont une même représentation du paysage alors il devrait être possible de trouver un compromis en matière de mesures compensatoires. La fonction justificatrice déterminerait quant à elle l'opinion des riverains à posteriori du projet, une fois les mesures compensatoires mises en place.

Pour Denise Jodelet, « *les représentations nous guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, statuer sur eux et, le cas échéant, prendre position à leur égard et la défendre* »²⁶.

A.2.2) Définition des termes spécifiques de recherche (1/2)

a) Représentation / Perception

Depuis les études de Durkeim sur le fait social, ce sont les travaux en psychologie qui ont permis de clarifier la notion de représentation. Le terme a alors été utilisé pour rendre compte de processus cognitifs mis en œuvre dans les capacités de reconstruction du réel par un individu. Une représentation est « *le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique* »²⁷.

Il faut donc différencier la représentation de la perception, qui est la vision subjective d'un paysage (dans le sens vécu), c'est-à-dire que l'on retient en priorité de l'horizon que l'on a en face de soi. Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés définit la perception comme « *l'activité à la fois sensorielle et cognitive par laquelle l'individu constitue sa représentation intérieure du monde de son expérience* »²⁸.

Ainsi, la présente recherche ne se demande pas si les riverains ont une même perception (image mentale) du paysage, ce qui est peu probable, mais bien une même représentation, une même signification, et donc un même degré d'attente en ce qui concerne les mesures compensatoires et leur élaboration.

²⁶ Jodelet D., 1989. – p. 31.

²⁷ Abric J-C., avril 2001.

²⁸ Lévy J., Lussault M. (sous la direction de), 2003. – p. 698.

Plus simplement, retenons que :

- Percevoir un paysage c'est le regarder : on construit une image mentale propre en fonction de ses goûts, opinions, préférences (le ruisseau, l'arbre, l'oiseau, la maison..) ;
- Se représenter un paysage c'est lui attribuer un sens, une valeur, un symbole.

b) Représentation sociale

Selon Serge Moscovici, « *qualifier une représentation de sociale revient à opter pour l'hypothèse qu'elle est engendrée collectivement* »²⁹. Une représentation sociale caractérise non pas un type de construction collectif et identique du réel (une même perception) mais aboutit à une signification similaire de l'objet représenté par différents membres d'un groupe social. C'est par la signification commune qui se dégage et par les mêmes informations transmises au sujet d'un objet que l'on pourra qualifier la représentation de sociale. Une représentation sociale contribue à définir un groupe social dans sa spécificité.

La représentation sociale apparaît non plus comme l'activité individuelle de reconstruction mais davantage comme la somme d'activités individuelles permettant à un groupe de se définir.

Ainsi, se demander si les riverains ont une même représentation du paysage revient à se demander si la représentation des riverains est sociale.

Précision : Il faut distinguer les représentations sociales des représentations collectives. Si la représentation fait consensus entre les groupes alors elle est collective, si elle diffère, alors elle est sociale. Mon étude ne portant que sur le groupe « riverains », il convient de parler de représentation sociale.

A.2.3) L'impossibilité de formuler une première hypothèse spécifique de recherche

On l'a compris, la formulation de l'hypothèse générale de recherche dépend de la formulation de cette première hypothèse spécifique de recherche.

²⁹ Moscovici S., 1976. – p. 54.

Si les riverains ont une même représentation du paysage alors oui, il est potentiellement possible d'élaborer des mesures compensatoires qui puissent satisfaire chacun d'entre eux, et vice versa.

Le terme « première hypothèse spécifique » trahit la suite de ces propos car cela laisse entendre qu'il y en aura une deuxième et donc que, là encore, il est impossible, à ce stade, de répondre, même provisoirement, à la question : « Les riverains ont-ils une même représentation du paysage ? ». Pour les mêmes raisons qu'évoquées précédemment (intérêt de la participation/concertation et des mesures compensatoires), il serait là aussi de bon augure que l'hypothèse soit positive. Mais avant de passer à sa formulation, il est à présent nécessaire de puiser dans la théorie des représentations sociales.

A.3) La seconde question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils la même pratique du paysage ?

A.3.1) Pourquoi une telle question ?

Les riverains ont-ils la même représentation du paysage ? Pour répondre à une telle question, on peut globalement distinguer deux approches dans la théorie des représentations.

La première pose la représentation comme un phénomène strictement individuel, et amènerait donc à formuler une réponse provisoire négative. Cette approche rejoint les écrits de Mathieu Kessler, qui infirme la théorie de Kant et du spectateur universel (il y a un sens commun qui échappe aux déterminations spatio-temporelles). Kessler, lui, affirme que « *le voyageur est un interprète : il compose sa pensée autour du pays, pensée originale, personnelle, inimitable* »³⁰. Mais le voyageur de M. Kessler ne séjourne pas dans le pays, alors que les riverains, eux, l'habitent, ce qui m'amène à me pencher vers la seconde approche.

La seconde approche, on l'aura compris, consiste à affirmer que les représentations peuvent être engendrées collectivement en fonction de déterminismes sociaux. La théorie de Beauvois et Joule, reprise par Moscovici en 1961, nous intéresse encore plus particulièrement.

³⁰ Kessler M., septembre 1999. – p. 25.

Elle affirme que, dans le cas de situations où les acteurs sont engagés dans des pratiques qui résultent de l'environnement physique, alors les pratiques déterminent les représentations. George Bertrand³¹ va dans le même sens : pour l'auteur, les différentes représentations du paysage sont liées aux différentes pratiques sociales / utilisations de ce paysage. Ainsi, on est en droit de penser que si les riverains ont une même pratique du paysage, ils en ont potentiellement la même représentation. C'est donc en se basant sur cette théorie que la seconde question spécifique de recherche a été formulée : Les riverains ont-ils la même pratique du paysage ?

Il faut néanmoins mentionner que quelques auteurs, comme Jean-Claude Abric, ont élaboré des théories strictement inverse : *« par ses fonctions d'élaboration d'un sens commun, de construction de l'identité sociale, par les attentes et les anticipations qu'elle génère, la représentation sociale est à l'origine des pratiques sociales »*³².

A.3.2) Définition des termes spécifiques de recherche (2/2)

a) Pratique d'un paysage

La pratique d'un paysage désigne simplement la manière que l'on a de l'utiliser, de le pratiquer. Les pratiques peuvent être multiples : se promener, peindre, explorer, voyager...

b) Groupe social d'utilisateurs du paysage

George Bertrand définit un groupe social comme *« un ensemble d'individus organisés à l'intérieur d'un même système de production, liés entre eux par une même pratique de la nature et qui produisent un ensemble cohérent de biens matériels et culturels »*³³. Pour Michel Conan, les groupes sociaux qui s'expriment à propos du paysage sont très divers. Ils le font de façon générale pour défendre un territoire contre une transformation. Ils se regroupent selon les rapports de propriété qu'ils entretiennent avec ce territoire. *« Du fait de sa valeur emblématique, le paysage représente, par l'apparente immobilité de la matière, la permanence du groupe en dépit de la mortalité de ses membres »*³⁴.

³¹ Bertrand G., date inconnue. – Le paysage, entre nature et société. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 88 à 109.

³² Abric J-C., avril 2001. – p. 102.

³³ Bertrand G., date inconnue. – Le paysage, entre nature et société. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 101.

³⁴ Conan M., date inconnue. – L'invention des identités perdues. – In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 42.

Un groupe social d'utilisateurs n'est donc pas simplement un groupe composé d'individus ayant une même pratique du paysage. Il suppose à priori que ces individus aient conscience d'en avoir la même pratique et donc de former un groupe. Et c'est la raison pour laquelle la question spécifique de recherche ne demande pas si les riverains constituent un groupe social d'utilisateurs du paysage, mais modestement s'ils en ont la même pratique.

A.3.3) La seconde hypothèse spécifique de recherche : Les riverains ont la même pratique du paysage, ils l'habitent

Par définition, ce qui lie les riverains au paysage c'est justement qu'ils l'habitent. Alors oui, il est possible de formuler l'hypothèse suivante : les riverains ont une même pratique du paysage, ils l'habitent. De cette hypothèse découlent les précédentes : la première hypothèse spécifique, puis l'hypothèse générale de recherche. Le raisonnement est repris dans le schéma qui suit.

A.4) Le bilan de la recherche : Raisonnement théorique, questions et hypothèses correspondantes

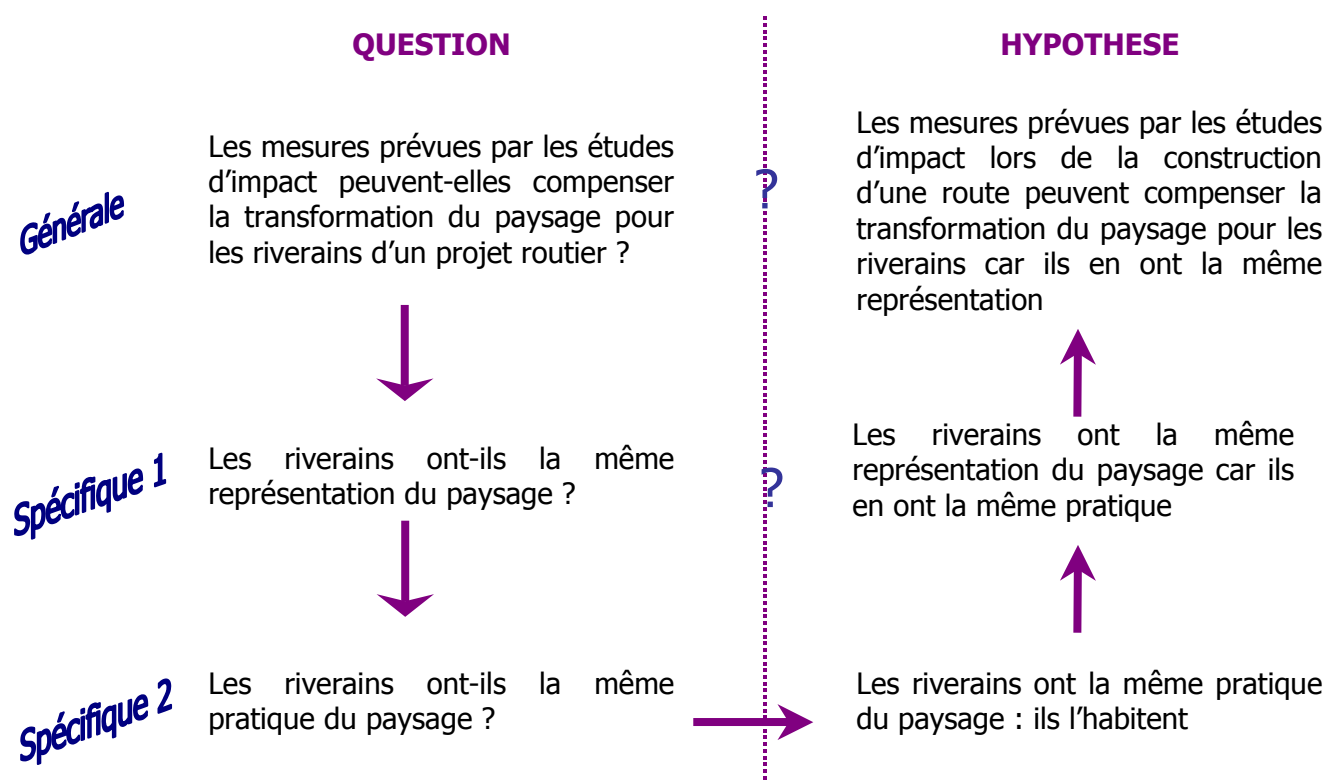


Figure n° 1 : Schéma de synthèse du raisonnement de la recherche

Les deux questions spécifiques se sont posées car il était impossible de formuler directement une hypothèse générale de recherche. Cette dernière étant à présent précisée et s'appuyant sur un bagage théorique, il serait possible de concevoir une méthode ne testant que cette hypothèse générale, car c'est bien là tout l'objet de la recherche. Pour autant, la méthodologie proposée dans la partie qui suit est élaborée de manière à pouvoir tester les trois hypothèses de recherche, puisqu'elles s'appuient les unes sur les autres. Il apparaît en effet tout aussi important de vérifier le raisonnement théorique.

B) LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

S'il est certain que l'intérêt du résultat l'emporte sur l'intérêt de la méthode qui a permis de l'obtenir, il est non moins certain que la fiabilité du résultat dépend de la méthode. Ainsi, cette partie détaille les méthodologies de production et de traitement des données. Elle doit permettre de répondre aux questions générale et spécifiques de recherche.

B.1) La production de données : procéder par études de cas

La méthodologie proposée se base sur des études de cas, que nous détaillerons dans les prochains paragraphes. Des entretiens exploratoires ont été menés auprès de quelques riverains et ont permis d'aboutir au choix méthodologique présenté dans ce chapitre.

B.1.1) Le choix méthodologique : des entretiens auprès des riverains

a) La source principale de production de données : les entretiens auprès des riverains de projets routiers

La principale difficulté est d'accéder à la représentation des riverains, et ce afin de répondre à la question spécifique n° 1. C'est là la principale exigence méthodologique et c'est donc pour répondre à cette difficulté que le modèle de collecte de données doit être construit. On imagine en effet plus aisément la manière dont les données permettant de répondre aux deux autres questions peuvent être collectées : entretien ou questionnaire.

■ La théorie de l'analyse des représentations sociales

Selon le cadre théorique, très dense, trois étapes sont nécessaires pour analyser une représentation sociale, dont voici rapidement les grandes lignes.

1) Recueillir le contenu de la représentation

Il existe deux principaux types de méthodes de recueil du contenu d'une représentation : les méthodes « interrogatives » et les méthodes « associatives ».

- **Les méthodes interrogatives :**

Elles sont basées sur l'expression verbale ou figurative des personnes à propos de l'objet de la représentation étudiée. Parmi elles, on distingue :

✗ **L'entretien semi-directif** invite la personne interrogée à s'exprimer spontanément à l'intérieur d'un cadre déterminé par l'interviewer et permet d'accéder au contenu de la représentation : le champ d'information de la personne sur le sujet, ses opinions et ses attitudes. Par contre, il a pour inconvénient, d'après J.C. Abric³⁵, de ne permettre que rarement d'accéder à l'organisation et à la structure interne de la représentation. Par ailleurs, la situation d'entretien suppose une relation duelle et interactive, et il n'est pas exclu que ce contexte particulier influence quelque peu le discours de l'interviewé. Enfin, l'analyse du contenu de l'entretien n'est pas exempte d'interprétation subjective de la part du chercheur. Pour toutes ces raisons, J.C. Abric propose de compléter cette méthode par « *des techniques visant à contrôler, à recouper ou à approfondir les informations recueillies* »³⁵. Ces réserves mises à part, l'entretien semi-directif présente l'intérêt de porter sur l'aspect qualitatif et subjectif des discours.

✗ **Le questionnaire**, contrairement à l'entretien, est une technique fondée sur le recueil quantitatif des données. Elle est largement utilisée en raison de son aspect pratique et standardisé. Cependant, cette méthode a aussi ses limites : le choix des thèmes abordés et la formulation des questions restreignant la libre expression des individus, elle convient donc mal à l'étude des représentations.

✗ **Les méthodes figuratives et graphiques** font appel à l'expression orale des sujets à partir de dessins qu'on leur présente ou sont basées sur la production graphique produite par les sujets eux-mêmes. Ce type de support a pour but de faciliter l'expression discursive de sujets qui auraient du mal à s'extérioriser dans une situation classique d'entretien. On imagine facilement les difficultés de leurs mises en œuvre dans le cas de cette recherche.

- **Les méthodes associatives :**

✗ **L'association libre** « *consiste à partir d'un mot inducteur ou d'une proposition, à demander au sujet de produire tous les mots ou expressions qui lui viennent à l'esprit* »³⁶. Son caractère spontané permet d'accéder plus rapidement que dans un entretien aux éléments sémantiques qui constituent la représentation. Des chercheurs comme Abric, Rouquette et Rateau pensent que cette technique offre l'avantage de réduire les inconvénients mentionnés ci-dessus à propos de la méthode d'entretien traditionnel.

³⁵ Abric J-C., avril 2001. – p.64.

³⁶ Rateau P., Rouquette M-L., octobre 1998. – p. 51.

✕ **La carte associative** est une nouvelle méthode, inspirée de la technique de la carte mentale d'H. Jaoui (1979). Dans un premier temps, on demande au sujet de produire des associations libres à partir d'un mot inducteur. Dans un deuxième temps, on lui propose de partir d'un couple de mots associés, produits précédemment par celui-ci. On constitue ainsi une série de chaînes associatives composées d'un certain nombre d'éléments (trois, voire plus).

2) Repérer l'organisation et la structure de la représentation

C. Bonardi et N. Roussiau³⁷ expliquent qu'après avoir recueilli le contenu d'une représentation, il est nécessaire d'accéder à sa structure interne. Cela consiste à organiser les données recueillies en système de catégories qui forment le système d'étayage (la charpente) de la représentation, à repérer les liens, les relations et la hiérarchie entre les éléments et à mettre en évidence le noyau central. Il existe des méthodes de repérage des liens entre les éléments de la représentation et des méthodes de hiérarchisation des items. Quelle que soit la méthode, le principe est identique : demander au sujet lui-même d'effectuer un travail cognitif d'analyse, de comparaison ou de hiérarchisation à partir d'un corpus qu'il a produit au cours d'entretiens semi-directifs ou d'associations libres. Cela permet de repérer la structure et l'organisation de la représentation, et parfois de faire émerger les éléments centraux. Ainsi, la saillance des items constitutifs de l'objet de la représentation est un indicateur de la centralité. Il est nécessaire cependant de confirmer l'hypothèse de centralité par ce que Jean-Claude Abric appelle « *des techniques de validation ou de contrôle du noyau central* »³⁸.

3) Vérifier la centralité

Les techniques permettant de vérifier la centralité sont diverses et complexes. Il peut s'agir de mettre en cause le noyau central, ou encore de proposer un scénario ambigu...

■ **Le choix de procéder par entretien**

La théorie relative à l'analyse d'une représentation sociale doit être assimilée, ne serait-ce que parce qu'elle permet de mieux comprendre le fonctionnement d'une représentation. En revanche, utiliser une des méthodes d'analyse d'une représentation sociale décrites précédemment fausserait les résultats à la base.

³⁷ Bonardi C., Roussiau N., octobre 1999.

³⁸ Abric J-C., avril 2001.

En effet, savoir si la représentation des riverains est sociale (c'est-à-dire identique pour tous les membres du groupe « riverains ») est précisément ce que cette recherche cherche à démontrer. La méthode doit donc se baser sur le recueil d'une représentation individuelle, puis elle doit permettre de voir si la somme de ces représentations en fait ou non une représentation sociale. Une telle méthode n'ayant jamais, selon mes recherches empiriques, été éprouvée, il est à présent nécessaire de la construire, tout en s'appuyant sur les grands principes de recueil des représentations.

Toute représentation est médiatisée par le langage. Celui-ci permet de rendre compte des modalités particulières d'appréhension de l'objet représenté, en l'occurrence le paysage. C'est donc naturellement par l'étude du langage, et donc par la réalisation d'entretiens semi-directifs, que la construction d'une méthodologie propre doit passer. En effet, le questionnaire restreint inévitablement la production du discours. De plus, les entretiens exploratoires ont montré que les riverains ne comprennent pas les mêmes mots, il est donc impossible d'élaborer un document standard compréhensible de tous. Les méthodes figuratives et associatives (présentation d'une photo du paysage par exemple) bornent le paysage et limitent donc l'imagination du riverain. Il me semble en effet que l'image mentale que le riverain se fait du paysage est un élément intéressant à analyser, qu'il ne faut pas évacuer en présentant à l'ensemble des riverains une photo identique, et ce d'autant plus que le paysage varie selon l'emplacement de la maison. Les entretiens auprès des riverains constitueront donc la source principale de production de données.

Cette méthode se limite au recueil du contenu de la représentation, sans différencier le noyau central et les éléments périphériques (étapes 2 et 3). Ce choix est lié à trois facteurs :

- ✗ D'abord, cette recherche ne s'effectue pas au sein d'une équipe de chercheurs expérimentés ou dans un laboratoire de recherche et mes propres connaissances dans le domaine sont trop limitées pour aller si loin dans l'analyse.

- ✗ D'autre part, il faut tenir compte des critères de faisabilité : contraintes de temps et moyens limités qu'un master de recherche suppose.

- ✗ Surtout, cette étude ne prétend pas arriver à connaître précisément la représentation des riverains, mais bien à déterminer si elle est identique.

Il ne faut pas se détourner de l'objectif principal qui, rappelons le, est de savoir s'il est possible de compenser la transformation du paysage pour les riverains et d'élaborer des mesures compensatoires qui les satisfassent tous. Il n'est donc pas évident qu'un tel degré de complexité (noyau central, éléments périphériques...) apporte une réelle plus value à la recherche. Au contraire, intégrer ces deux étapes risquerait de freiner le discours du riverain car, nous le verrons, les entretiens exploratoires ont révélé que le paysage est déjà une notion complexe qu'il n'est pas facile d'aborder simplement et avec tout le monde. En d'autres termes, la production discursive et le champ de connaissance de la majorité des riverains sont trop faibles pour aller jusque là.

L'essentiel est d'accepter d'adopter une démarche de recherche dont on sait d'avance que les modestes résultats n'auront qu'une valeur toute relative en ce qui concerne la connaissance de la représentation des riverains. En effet, pour ce qui est de la validation de l'hypothèse générale et de l'hypothèse spécifique n°2, c'est-à-dire connaître les attentes des riverains en matière de mesures compensatoires et leur(s) pratique(s) du paysage, l'entretien semi-directif est un outil adapté et suffisant.

b) Les sources secondaires de production de données

Ces sources ne seront pas analysées en tant que telles mais viendront alimenter la discussion afin de confirmer ou, au contraire, de relativiser les résultats.

■ Les entretiens avec les professionnels

Divers entretiens (téléphoniques ou de visu) ont été réalisés auprès de spécialistes ou professionnels, sur des questions pouvant intéresser cette recherche (paysage bien sur, mesures compensatoires, études d'impact, sociologie...). Une liste des personnes contactées est annexée à ce mémoire.

■ La littérature grise

Pour chaque étude de cas, les documents suivants ont été analysés : étude d'impact, études de détails, rapports du commissaire enquêteur et bilan de la concertation locale. Quelques documents annexes viendront également nourrir le débat : pétitions et lettres reçues par le maître d'ouvrage de la route, articles de journaux relatifs au projet...

■ **Une étude de cas au Québec**

La grille d'entretien (annexe 1) a pu être testée au Canada, dans la province de Québec. Des entretiens ont été menés courant février 2006 auprès de sept riverains d'une route venant d'être construite (mise en service en septembre 2005) en périphérie de la ville de Rimouski, région du Bas-Saint-Laurent. Ces entretiens ne seront pas exploités en tant que tels. En effet, l'analyse et la compréhension du paysage ne se justifient que par rapport à la société qui l'a élaboré et qui le vit dans les cadres technologiques et culturels de son système de production, c'est pourquoi il faut faire très attention au « filtre de la civilisation ». De même, si les études d'impact et les mesures compensatoires existent aussi au Québec, elles ne sont pas identiques dans leurs définition, contenu et élaboration et ne doivent donc en aucun cas être assimilées à nos pratiques et normes. Ces entretiens pourront néanmoins venir alimenter la discussion, notamment en ce qui concerne la représentation du paysage.

B.1.2) Les études de cas retenues

a) Les limites du sujet et de l'objet d'étude

Il est essentiel de préciser les limites du terrain d'étude, et donc en l'occurrence ce qu'il faut entendre par « riverain » et « paysage ».

■ **Le sujet de l'étude : les riverains**

Toute étude d'une population doit passer par la définition de ses contours puis d'un échantillon, constitué d'individus représentatifs de la population mère. En effet, il est extrêmement rare de pouvoir réaliser une étude auprès de la totalité des individus. Dans le cas de cette recherche, les projets sélectionnés étant localisés en zone rurale, le bâti est peu dense et donc les riverains peu nombreux. Ainsi, il est possible de s'affranchir de la sélection d'un échantillon représentatif puisque la population entière pourra être enquêtée.

En revanche, il n'en reste pas moins qu'il faut délimiter cette population. De manière arbitraire mais raisonnée, nous entendrons dans la suite de ces propos par le terme riverain, une personne dont le lieu d'habitation principale est situé à moins de 500 mètres de la route et qui, depuis ce lieu, l'aperçoit. Cette distance a été fixée pour permettre de réaliser un nombre suffisant d'entretiens. Cette population ainsi définie compterait, pour les deux projets routiers sélectionnés et définis ultérieurement, environ vingt-cinq maisons, soit une cinquantaine habitants, également répartis entre les projets.

Les riverains soumis à entretien sont donc tous les membres d'une même famille, l'âge minimum ayant été fixé à 18 ans.

Remarque : Certaines entreprises sont situées le long des projets retenus et n'ont pas été soumises à entretien car les employés ou patrons ne répondent pas à la définition du riverain (qui **habite** le long de la route).

■ *L'objet de l'étude : le paysage*

Il est nécessaire de délimiter l'objet, de déterminer ses frontières. Il s'agit de définir le champ de l'enquête de la manière la plus « objective » possible. Il s'agit du paysage pour les riverains de la route (dans lequel ils habitent) certes, mais où commence-t-il (le jardin, la rue...) et où s'arrête-t-il (100, 200, 500 mètres...) ? Pour m'affranchir d'une telle difficulté, il m'apparaît pertinent de laisser le riverain délimiter et décrire lui-même le paysage qu'il habite. Ainsi, cette « limite imaginaire » peut devenir un facteur supplémentaire dans l'étude de la représentation.

b) Le choix des études de cas

■ *Les critères de sélection*

Le choix des études de cas est déterminant puisqu'il oriente la recherche. En effet, il est probable que les résultats varient selon la nature et la qualité du paysage traversé par la route. La qualité d'un paysage est difficile à juger puisqu'elle varie pour chacun d'entre nous. C'est toute la question de l'esthétique : où commence et où s'arrête le « beau » ?

Pour s'affranchir d'une telle difficulté, les études de cas retenues répondent à cinq critères :

- ✗ Les paysages ne sont pas reconnus comme remarquables, ou du moins ne font pas l'objet de dispositions législatives de sauvegarde particulières (de toutes les façons, il est peu probable qu'une route eût alors été construite) ;

- ✗ Des mesures compensatoires doivent avoir été prévues et effectivement mises en place (ce qui réduit considérablement le choix des projets quand on sait que ce type de mesures, bien qu'obligatoires, sont rarement mises en œuvre) ;

- ✗ D'un point de vue pratique, la localisation des études de cas doit permettre des déplacements répétés ;

✗ D'un point de vue pratique toujours, le maître d'ouvrage doit être le même afin de limiter les prises de contact et de faciliter l'accès aux documents (études d'impact, rapports du commissaire enquêteur...) ;

✗ Au regard des quatre contraintes précédentes, le temps qui s'est écoulé depuis la construction de la route doit être le plus court possible. D'autre part, des documents annexes (bilan de la concertation, pétitions...) doivent être disponibles.

Très simplement, le choix s'est donc fait de la manière suivante :

1) Prise de contact avec le conseil général d'Indre-et-Loire, et plus spécifiquement avec ses services délocalisés ;

2) Recensement et lecture des études d'impact de projets routiers répondant aux critères énoncés ci-dessus ;

3) Choix de deux études de cas au vu de la lecture des études d'impact, des sources secondaires disponibles et des échanges avec la personne en charge des dossiers au sein du Conseil Général.

■ **Le nombre d'études de cas retenues**

Il est certain qu'il existe une corrélation entre le nombre d'études de cas retenues et la fiabilité des résultats. Plus elles sont nombreuses et plus les résultats seront significatifs. Pour autant, le nombre d'études de cas s'est imposé de lui-même. Seuls deux projets répondaient aux critères de sélection évoqués plus haut. Cela semble être un bon compromis entre fiabilité des résultats et contraintes de temps et de moyens. Ce sera donc le chiffre retenu.

■ **Discussion autour des critères de sélection**

Pour obtenir des résultats idéaux, il aurait fallu réaliser une dizaine d'études de cas alternant les caractéristiques suivantes :

✗ Route finie / route en travaux / route en projet

Mais ceci est extrêmement difficile à réaliser car pour les routes en projet ou en travaux (si tant est qu'il y en ait en Indre-et-Loire), les documents type étude d'impact, bilan de la concertation, rapport du commissaire enquêteur n'existent pas, ne sont pas diffusables ou ne souhaitent pas être diffusés.

De plus, les enjeux sont évidemment beaucoup plus prégnants que lorsque la route est terminée, c'est pourquoi les résultats n'auraient pas été assimilables et il aurait fallu entrer dans le champ de la comparaison, ce qui n'est pas l'objet de cette recherche.

✕ Paysage « beau » / paysage « banal » / paysage « moche »

Là encore, cela serait intéressant de part la diversité des enjeux mais on imagine alors toute la difficulté pour classer un paysage dans une de ces catégories, difficulté dans laquelle il est préférable de ne pas s'aventurer car elle pourrait faire l'objet d'une recherche à part entière.

✕ Mesures compensatoires diverses et originales

A ma connaissance, cela n'existe pas, les mesures compensatoires paysagères étant toujours de même nature.

c) Localisation des études de cas retenues

Les deux routes sélectionnées pour étude de cas sont situées sur les territoires de Sainte-Maure-de-Touraine et de Richelieu, communes localisées au sud du département d'Indre-et-Loire (voir figure 1 page suivante).

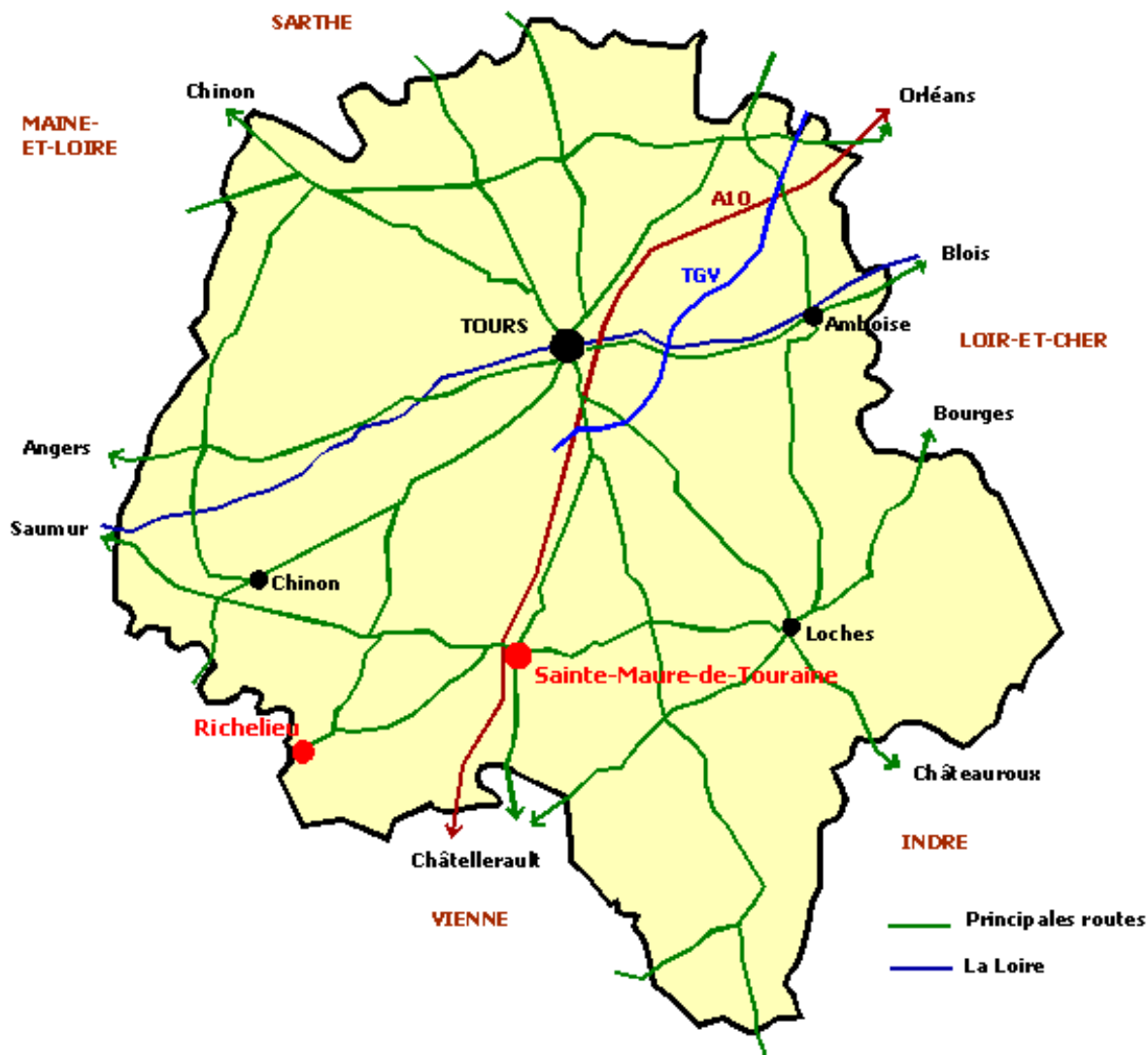


Figure n°2 : Carte de localisation, dans le département d'Indre-et-Loire, des communes concernées par les études de cas

[Réalisation personnelle – Fond de carte : Disponible sur Internet]

d) Etude de cas n°1 : Déviation de Sainte-Maure-de-Touraine

Maître d'ouvrage : CG 37 - Maître d'œuvre : Ouest Infra

La déclaration d'utilité publique date du 12 octobre 2001 et la décision de mise en service du 22 décembre 2003.

■ Le projet

La commune de Sainte-Maure-de-Touraine est traversée au sud par la RD760, qui assure la liaison entre l'est (Chinon) et l'ouest (Loches). Le trafic, déjà assez important, est accru par l'échangeur de l'A10 à Sainte-Maure-de-Touraine, qui occupe une position assez stratégique puisqu'il dessert tout le sud du département.

La création de la déviation de la RD760 entre l'échangeur de l'A10 et la sortie de Sainte-Maure-de-Touraine s'inscrit dans le schéma routier d'Indre-et-Loire, approuvé par le Conseil Général le 27 juin 1994. Le conseil municipal de Sainte-Maure-de-Touraine a voté pour la variante sud par délibération du 5 octobre 1998. Le choix du tracé a été approuvé par la commission permanente du Conseil général d'Indre-et-loire le 20 novembre 1998.

Ce tracé (voir figure n°2), dit « variante sud » évite les deux bois et évite également de détruire du bâti au « bois tordu ». Néanmoins, il passe à côté des habitations au lieu-dit « la bardonnerie », et intéresse donc d'autant plus cette recherche.

■ Le tracé

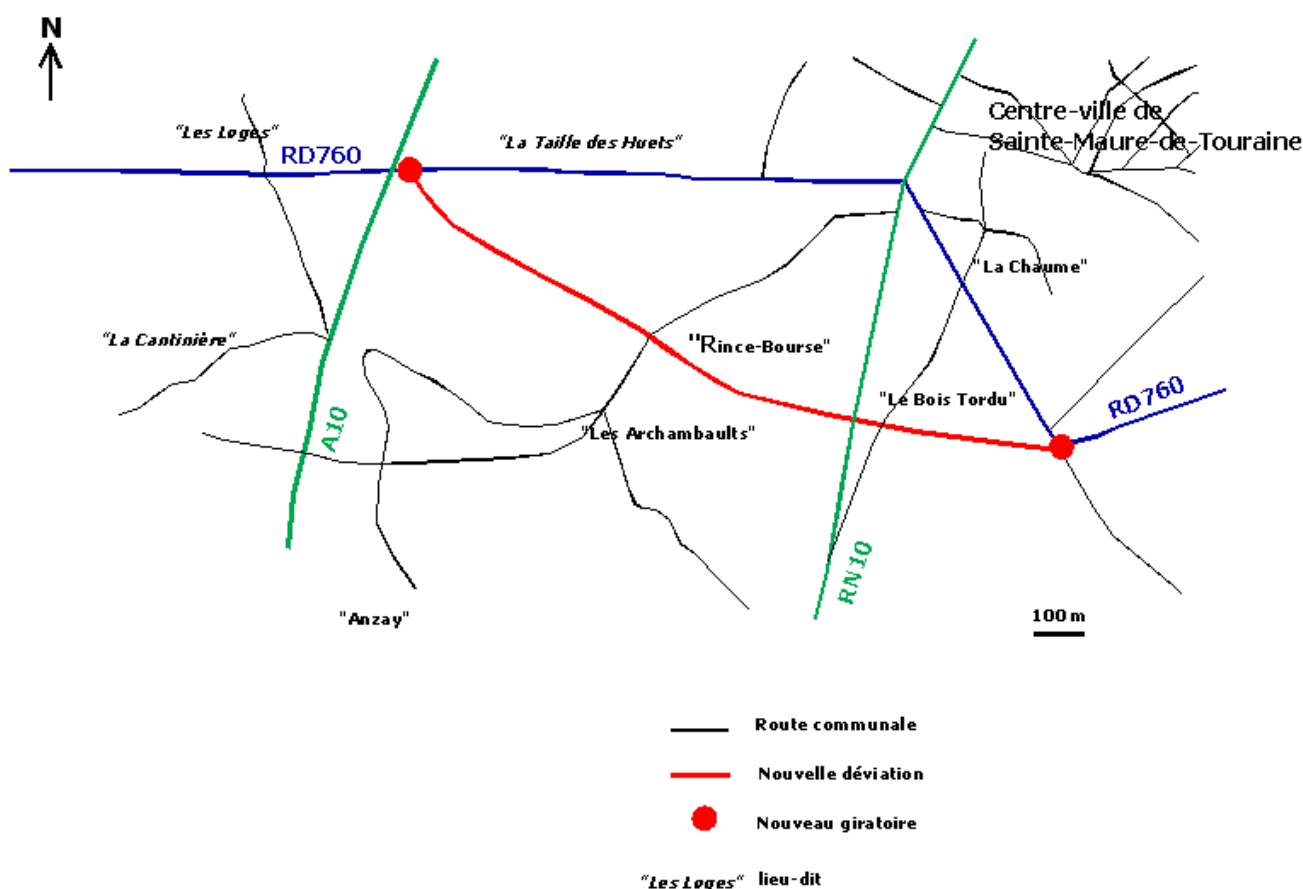


Figure n°3 : Présentation du tracé de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine
[Réalisation personnelle – Fond de carte : Ouest Infra]

Le tracé, d'une longueur totale de 1700 mètres, trouve son origine au lieu-dit « la bardonnerie » et prend une direction sud – sud-est. Il traverse plusieurs parcelles de terres cultivées et passe au sud des bois de la « taille des Huets » et de la « croix de bois ». Il coupe le chemin rural n°13 (aujourd'hui rétabli) menant aux « Archambaults », au sud du lieu-dit « Rince-Bourse », ainsi que le chemin rural n°16. Puis il traverse à nouveau plusieurs parcelles cultivées. Après avoir traversé la RN10, au nord de l'entreprise « Ouvrad », il part en direction de l'est, coupe le chemin rural n° 227 au « Peu blanc » et passe au sud de l'entreprise « Garbolino ». Le tracé prend fin au niveau de l'intersection entre la RD59 (menant à Ligueil) et la RD760 (menant à Loches).

■ **Le paysage**

D'après le résumé non technique de l'étude d'impact, « *le secteur étudié est caractérisé par un plateau ouvert, essentiellement agricole, entamé par un habitat diffus et une zone d'activité à l'est. Ce paysage offre des panoramas remarquables sur la commune et la campagne environnante. C'est pourquoi ce projet s'accompagnera d'aménagements paysagers, notamment à proximité des zones bâties* »³⁹.

Plus précisément, même si le but du mémoire n'est pas de tomber dans l'analyse paysagère, on peut relever les éléments suivants :

- **Le relief**

La commune de Sainte-Maure-de-Touraine se situe au sud du grand plateau de Sainte-Maure. Ce plateau, situé à l'est et au sud de la vallée de la Vienne, est entaillé par les petites vallées de la Manse et de la Creuse. L'aire d'étude se trouve donc au sud de ce plateau et de la vallée de la Manse, à la limite de l'interfluve Vienne-Manse. Le relief est caractérisé par une large plaine légèrement ondulée, orientée vers le nord-est.



Photo n°1 : Un relief légèrement ondulé

³⁹ Ouest Infra Tours, octobre 1999. – p. 32.

- **L'hydrologie**

Aucun écoulement, temporaire ou permanent, ne traverse le secteur d'étude. Le cours d'eau le plus proche (la manse) est situé à un kilomètre.

- **La flore (Source : SEPANT)**

La zone d'étude est composée de vastes parcelles agricoles parsemées de quelques bosquets et arbres alignés. Ces bosquets sont composés de charmes, chênes, robiniers faux acacias, houx, sorbiers et troènes.



Photos n° 2 et 3 : Parcelles agricoles parsemées de bosquets

Aucune forêt domaniale, ni même forêt soumise à un simple plan de gestion n'est présente sur l'aire d'étude. Les bois existants appartiennent à des propriétaires privés.

■ **Les mesures compensatoires**

L'étude d'impact prévoyait que : « *Les mesures paysagères comporteront essentiellement des plantations permettant de masquer les ouvrages, de restaurer la structure paysagère et de reconstituer une image naturelle attrayante à la fois pour l'utilisateur de la future route et les riverains* »⁴⁰.

Dans la pratique, telles sont les mesures compensatoires en place :

- **Terrassement :**

Des talus de déblai et de remblai végétalisés ont été créés. La végétalisation permet à la fois d'assurer la stabilité des talus et de limiter les risques de ravinage et d'érosion afin d'intégrer la route dans le paysage légèrement ondulé du plateau.

⁴⁰ Ouest Infra Tours, octobre 1999. – p. 45.



Photos n° 4 et 5 : Talus de déblai et de remblai végétalisés

- Flore :**

Des plantations des abords de la route ont été créées, utilisant des espèces locales {1}. Les alignements d'arbres de haut jet, accentuant l'effet de coupure, ont été évités. Les plantations d'alignement ont seulement été créées côté sud afin de limiter l'impact visuel de la déviation {2}.



Photo n°6 : Plantations aux abords de la route

1 : Plantations d'espèces locales

2 : Alignements d'arbres côté sud

- Un traitement paysager spécifique a été mis en place pour le **giratoire de la RN10**, et ce afin de marquer l'entrée de ville de Sainte-Maure-de-Touraine.



Photos n° 7 et 8 : Traitement paysager du giratoire de la RN10

Le coût total des mesures compensatoires paysagères était estimé dans le dossier d'étude d'impact à 50 000 € (45 000 € pour les plantations et 5 000 € pour le modelage des talus).

■ Les riverains

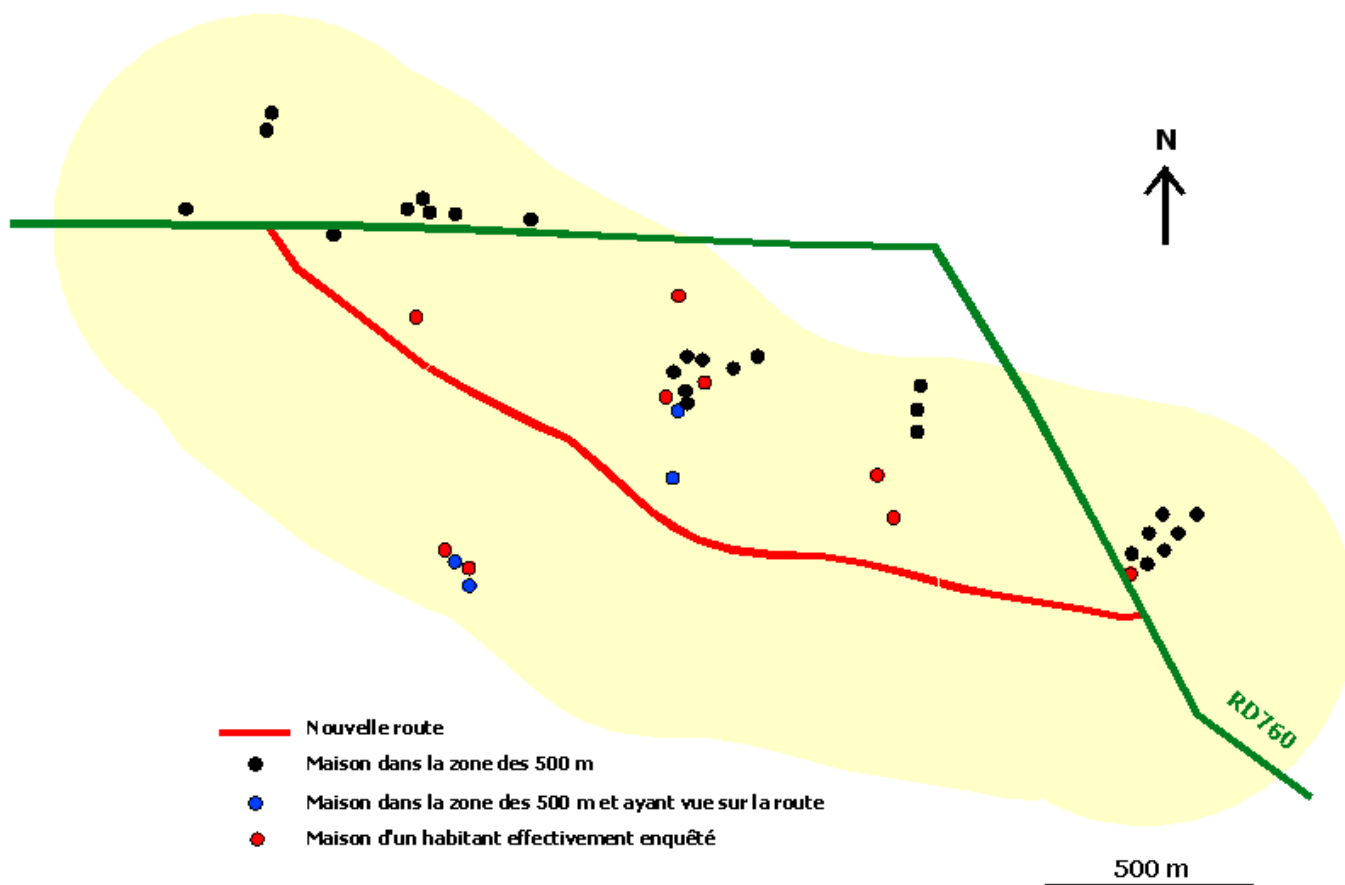


Figure n° 4 : Schéma de localisation des maisons des riverains enquêtés pour l'étude de cas n°1

[Réalisation personnelle – Fond de carte : Plan cadastral]

Aide à la compréhension de la figure n°3 :

✗ Les maisons situées à moins 500 mètres de la route correspondent aux points noirs ;

✗ Les maisons situées à moins de 500 mètres de la route et depuis lesquelles on peut l'apercevoir correspondent aux points bleus. Ce sont donc des maisons de riverains qui auraient dû être enquêtés mais dans lesquelles aucun habitant n'a souhaité participer à la recherche ;

✗ Les maisons des riverains effectivement enquêtés correspondent aux points rouges.

Ce schéma a été réalisé à titre indicatif, il ne faut en aucun cas le prendre pour vérité absolue. D'une part, tous les habitants des maisons correspondant aux points rouges n'ont pas été enquêtés. D'autre part, il est difficile d'être certain que, depuis toutes les maisons en noir, il n'y a strictement aucune vue sur la nouvelle déviation, le travail de prospection ne pouvant évidemment pas aller jusque là.

Au total, trente-neuf maisons sont localisées dans une bande de 500 mètres de part et d'autre de la route. Parmi elles, treize répondent aux critères de sélection et ont donc une vue sur la nouvelle déviation. Les quatorze riverains ayant acceptés de se soumettre à l'entretien habitent neuf de ces maisons.

e) Etude de cas n°2 : Désenclavement de la zone d'activité Richelieu-Champigny

Maître d'ouvrage : CG 37 - Maître d'œuvre : BCEOM, Société française d'ingénierie

La déclaration d'utilité publique date du 7 novembre 2002 et la décision de mise en service du 6 mars 2003.

■ Le projet

L'aménagement de cette nouvelle voie routière avait pour objet principal d'assurer une meilleure accessibilité à la Zone d'Activité (ZA) de Richelieu-Champigny, localisée à l'entrée nord de Richelieu, le long de la RD749 (direction Chinon). Cette voie de désenclavement se situe entre la RD749 et la RD 757 (direction Tours). L'emprise de la route se situe sur les communes de Richelieu, Champigny-sur-Veude et Chaveignes.

■ Le tracé

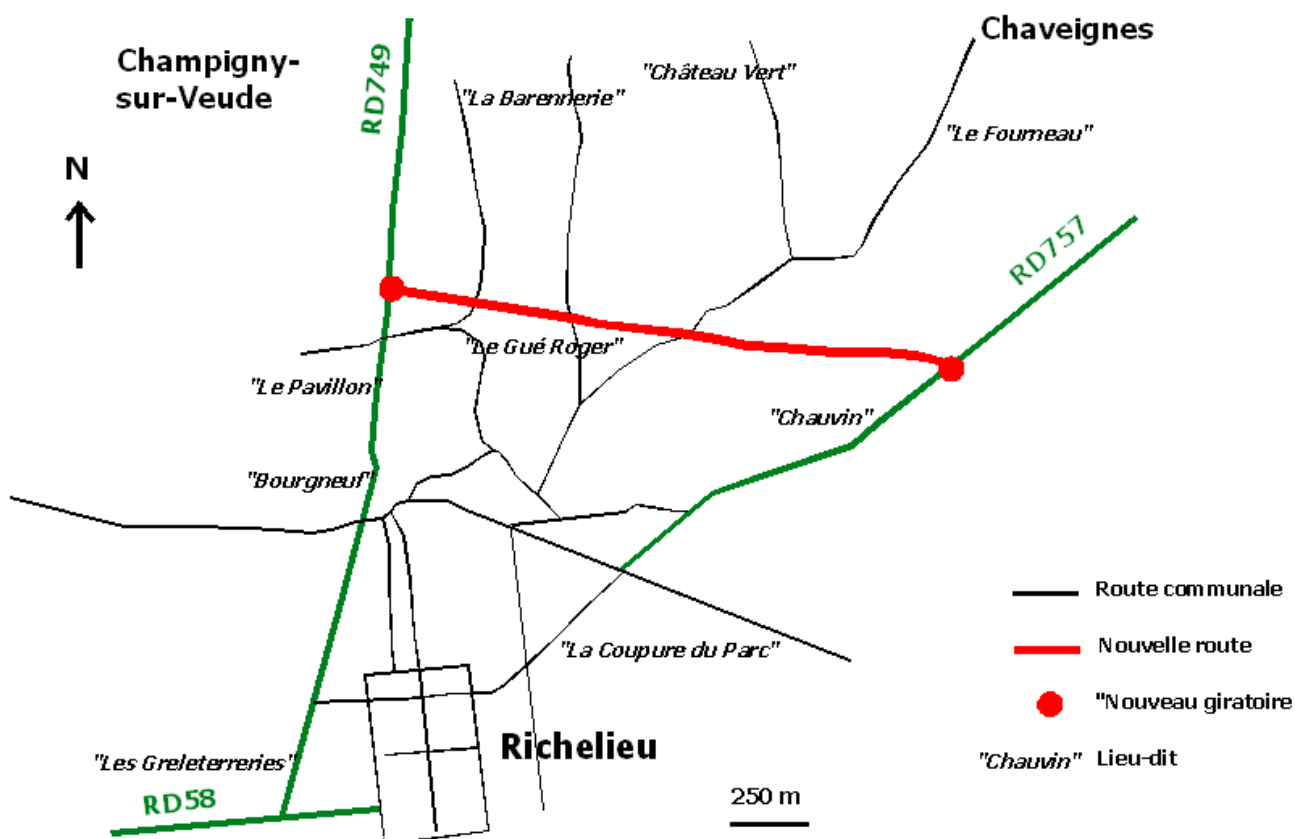


Figure n°5 : Présentation du tracé de désenclavement de la ZA Richelieu-Champigny
[Réalisation personnelle – Fond de carte : Ouest Infra]

Le tracé (voir figure n°5), d'une longueur totale de 2000 mètres, prend son origine sur la RD 749, et plus précisément rue de l'argrie, une voirie interne de la ZA. Après la traversée de la ZA et de la voie ferrée, le tracé franchit juste au nord du Gué Roger des prairies permanentes, la vallée du Mable et ce même cours d'eau. Il chemine ensuite au travers des parcelles agricoles du lieu-dit « les remises de Verrière », recoupe plusieurs chemins ruraux (n° 41, 43 et 37) et la voie communale n° 302. Après avoir franchi la rivière de la Veude et sa vallée au sud du chemin rural n° 64, la route se raccorde à la RD 757, 75 mètres au-delà de la dernière habitation du hameau de « Chauvin ».

■ **Le paysage**

Le secteur est resté à forte dominance rurale, malgré la progression de l'urbanisation sur les bordures ouest, sud-est et sud. En l'absence de relief, le bâti et la végétation sont les seuls éléments visuels qui organisent le paysage. L'ambiance générale qui se dégage est celle de deux clairières agricoles qui s'intercalent entre une zone boisée au nord et au nord-est et des zones urbaines à l'ouest et au sud. Ce sont des espaces cultivés, où la vue peut parfois porter à de très grandes distances.



***Photo n°9 : Vastes espaces agricoles
à perte de vue***

- **Le relief**

La zone d'étude est située dans un secteur bas constitué par un petit plateau, d'une altitude d'environ 50 mètres. Il est occupé par les vallées du Mable (à l'ouest) et de la Veude (à l'est). Le sens général de la pente est orienté sud-nord.

- **Le bâti**

La Zone d'Activité est caractérisée par un bâti de grande taille et parfois de grande hauteur (silos). La couleur de ce bâti contraste avec « l'ambiance » visuelle extérieure.

Les zones urbanisées qui bordent la zone d'étude vers le sud forment au premier plan une ligne quasi-continue entre « le Pavillon » à l'ouest et « Chauvin » au sud-est. Cependant, il ne s'agit pas à proprement parler d'un front urbain : le bâti y est peu dense (ce sont des pavillons) et une végétation importante accompagne ce bâti (jardins, vergers, vignes, grands arbres...).

- **L'hydrologie**

Deux cours d'eau traversent la zone d'étude : la veude et son affluent, le mable. La veude se jette dans la Vienne, à quinze kilomètres en aval de Richelieu.

- **Les milieux biologiques**

Le caractère humide des sols du fond de vallée de la veude permet le maintien de prairies permanentes, souvent entourées de haies. Le couvert végétal y est parfois dense : friches arbustives et peupleraies. Le fond de vallée du mable possède un caractère beaucoup moins « sauvage » que celui de la veude. Il est moins large, proche de zones urbaines. Le cours d'eau de la rivière est plus rectiligne (recalibrage). On y note toutefois la présence de quelques prairies permanentes entourées de quelques haies et écrans d'arbres. Ces fonds de vallées constituent des coupures très nettes au sein des terres cultivées très dégradées.

Les boisements occupent des surfaces importantes sur la limite nord de la zone d'étude. En général, ce sont des petits boisements denses de feuillus (chêne pubescent, chêne sessile, robinier) dans lesquels s'intercalent des résineux (pin sylvestre, pin maritime). Ces derniers arrêtent totalement la perception visuelle dans cette direction.



Photo n°10 : Boisements au nord de la route

■ **Les mesures compensatoires**

L'étude d'impact prévoit la « *valorisation des paysages et la préservation des milieux biologiques traversés* »⁴¹. Elle précise que les mesures compensatoires devront « *atténuer les perturbations paysagères qu'entraîne le projet, pour les riverains particulièrement* »⁴¹.

Concrètement, les mesures paysagères en place sont les suivantes :

✕ Traitement minéral de la partie centrale du giratoire de la RD 757 afin d'annoncer l'entrée de ville peu éloignée.

⁴¹ La Technologie Routière, octobre 1998. – p. 62.



Photo n°11 : Traitement urbain du giratoire de la RD 757

✗ Les bassins tampons ont été masqués par la plantation de quelques arbustes.

Photo n°12 : Quelques arbres plantés pour masquer un bassin tampon



✗ Un petit vallon a été construit du côté des habitations pour leur masquer la route.

Photo n°13 : Vallon le long de la route

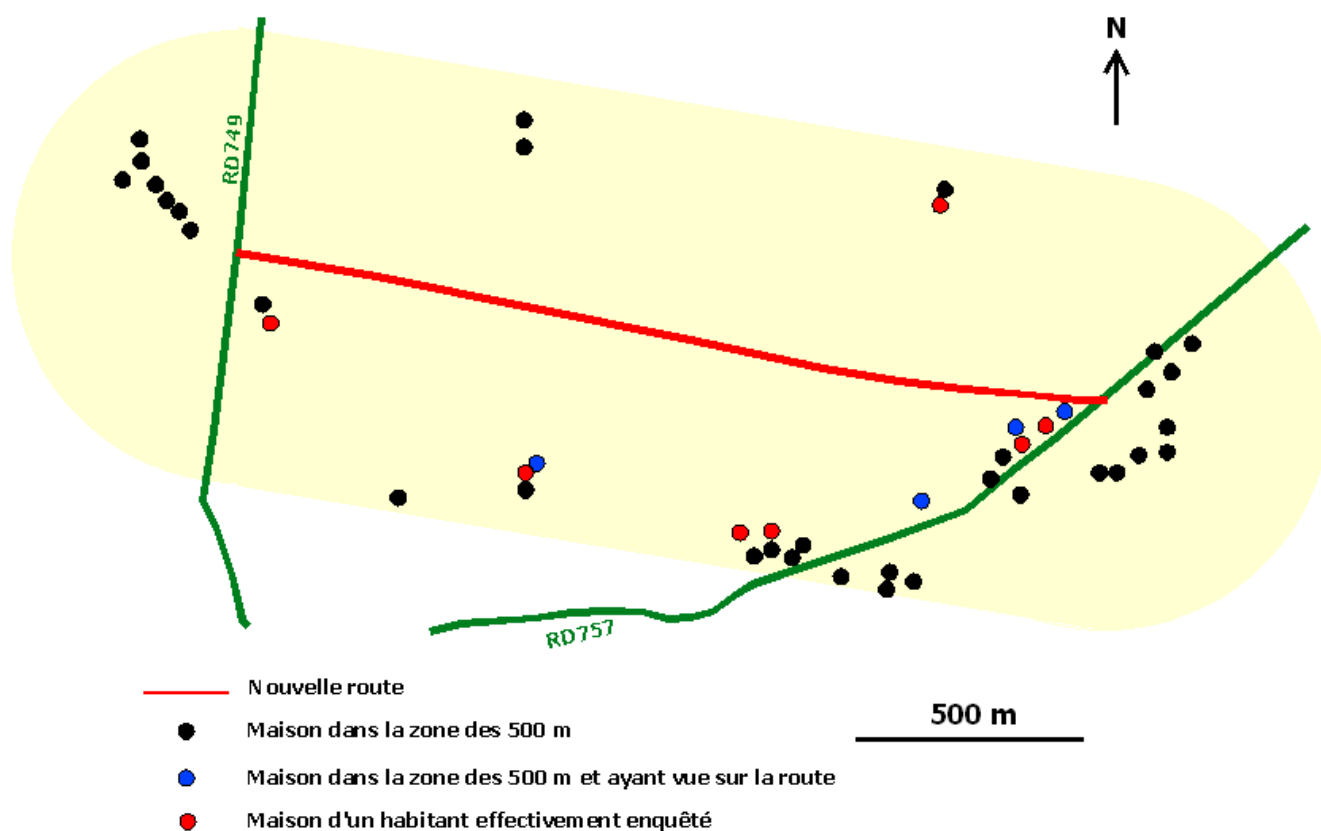


✗ Quelques merlons ont été spécifiquement mis en place à côté des maisons les plus proches de la route pour couvrir le bruit et son impact visuel.

Photo n°14 : Un merlon devant la maison d'un riverain de la déviation

Le coût total des mesures compensatoires paysagères était estimé dans le dossier d'étude d'impact à 80 000 €.

■ Les riverains



**Figure n° 6 : Schéma de localisation des maisons des riverains enquêtés
pour l'étude de cas n°2
[Réalisation personnelle – Fond de carte : Plan cadastral]**

Au total, quarante-cinq maisons sont localisées dans une bande de 500 mètres de part et d'autre de la route. Parmi elles, onze répondent aux critères de sélection et ont donc une vue sur la nouvelle déviation. Les onze riverains ayant acceptés de se soumettre à l'entretien habitent sept de ces maisons.

B.1.3) L'outil méthodologique : la grille d'entretien

a) Les entretiens exploratoires

Une première série d'entretiens non directifs a été réalisée auprès de six riverains de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine. Ces riverains ont été sélectionnés sans critère particulier, en fonction de leurs disponibilités. L'objectif était double. Il s'agissait d'une part de s'assurer que la méthode « entretiens » était pertinente.

Il était également question de saisir dans quelle mesure un discours sur le paysage est assimilable par une population non initiée, quels sont les termes à utiliser, jusqu'où l'analyse peut être poussée, quelle importance est accordée au paysage par les riverains. Ainsi, il s'agissait davantage d'une discussion que d'un entretien formel. Les thèmes abordés avec les riverains sont les suivants :

- ✗ Le paysage autour de chez eux, avant et après construction de la route ;
- ✗ Leurs habitudes et pratiques de vie dans ce paysage ;
- ✗ L'impact de la route, leur opinion sur sa construction ;
- ✗ Leur avis sur les mesures compensatoires en place ;
- ✗ Leur participation aux réunions de concertation ;
- ✗ Les relations qu'ils entretiennent avec les autres riverains.

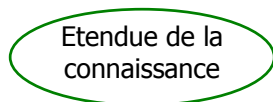
Ces entretiens exploratoires ont permis de soulever certaines limites, notamment en ce qui concerne le vocabulaire à utiliser et le degré de complexité des questions à poser. Ces limites ont été intégrées dans la grille d'entretien.

b) La traduction des questions de recherche en questions pour le riverain

Les questions de la recherche auxquelles les entretiens doivent permettre de répondre sont les suivantes :



■ Qui est ce riverain ?



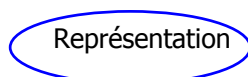
Etendue de la connaissance

- Le paysage existe-t-il partout et pour tous les riverains ?
- Qu'est ce qu'un paysage pour les riverains ?



Perception

- Quelle perception le riverain a-t-il du paysage ?
- Quel impact la construction de la route a-t-elle eu sur cette perception ?
- Les riverains ont-ils la même perception du paysage ?
- La route a-t-elle eu le même impact sur la perception des riverains ?
- Si la perception du paysage n'est pas la même pour tous les riverains, est-elle pour autant strictement individuelle ?



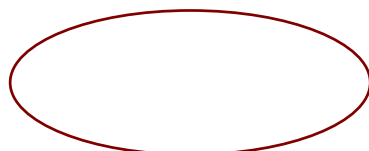
Représentation

- Quelle représentation le riverain a-t-il du paysage ?
- Quel impact la construction de la route a-t-elle eu sur cette représentation ?
- Les riverains ont-ils la même représentation du paysage ?
- La route a-t-elle eu le même impact sur la représentation des riverains ?
- Si la représentation du paysage n'est pas la même pour tous les riverains, est-elle pour autant strictement individuelle ?



Pratique

- Les riverains ont-ils une autre manière d'utiliser le paysage, en dehors du fait qu'ils y habitent ?
- Si oui, cela a-t-il une influence sur leur représentation de ce paysage ?



- Les riverains ont-ils une conscience de groupe ?
- La route a-t-elle contribué à faire émerger cette conscience de groupe ?
- Les riverains ont-ils une volonté commune en ce qui concerne le devenir du paysage ?



Mesures compensatoires

- Les mesures compensatoires sont-elles nécessaires pour tous les riverains et pour tous les paysages ? (Les riverains attendent-ils tous une compensation ?)
- Quelle doit être la nature de ces mesures compensatoires ? Les riverains connaissent-ils les mesures compensatoires en place, sont-ils capables de les identifier ? Et si oui, sont-elles suffisantes ?
- Par qui et comment doivent-elles être élaborées ? Ont-ils envie d'être associés à cette élaboration ?



Participation / Concertation

- Les riverains ont-ils participé à l'élaboration des mesures compensatoires ? Ont-ils été concertés ?
- Si oui, cela change-t-il leur vision des mesures compensatoires ? La participation fait-elle émerger une sorte de conscience paysagère ?

La seconde étape a consisté à traduire ces questions de recherche en questions les plus simples possibles pour le riverain, donnant lieu à la grille d'entretien annexée à ce mémoire.

B.1.4) Réalisation des entretiens

a) Prise de contact

Pour les deux études de cas, tous les riverains ayant plus de 18 ans, situés à une distance inférieure à 500 mètres de la route et l'apercevant depuis leur lieu d'habitation auraient dû être enquêtés. Il est évident que tous n'ont pas accepté, nous y reviendrons dans la partie « représentativité des résultats ». Sur une population totale (pour les deux études de cas) d'environ 40 habitants, 25 ont été interviewés.

	Sainte-Maure-de-Touraine	Richelieu-Champigny
Nombre total de maisons situées à moins de 500 mètres de la route	39	45
Nombre de maisons situées à moins de 500 mètres de la route et avec vue sur celle-ci	13	11
Nombre approximatif d'habitants des maisons situées à moins de 500 mètres de la route et avec vue sur celle-ci	30	25
Estimation population totale : Nombre d'habitants des maisons situées à moins de 500 mètres de la route et avec vue sur celle-ci ayant plus de 18 ans	21	18
Population enquêtée : Nombre d'habitants des maisons situées à moins de 500 mètres de la route et avec vue sur celle-ci ayant plus de 18 ans effectivement interviewés	14	11

Tableau n°1 : Population totale et population enquêtée

Une première visite de terrain avait pour but de présenter la recherche et ses objectifs, puis de fixer un rendez-vous avec le riverain dans les jours qui suivent ou, le cas échéant, de procéder directement à l'entretien si il était disponible. Dix neuf riverains sur les vingt cinq interrogés ont accepté de procéder directement à l'entretien.

b) Déroulement de l'entretien

Les entretiens ayant été réalisés durant le printemps et l'été, ils ont tous pu être menés à l'extérieur, face au paysage en question. Dans la majorité des cas, les entretiens se sont déroulés dans le jardin du riverain interrogé, à l'exception de deux d'entre eux qui ont été menés sur la voie publique, le riverain n'ayant pas souhaité me faire entrer chez lui.

Les entretiens ont duré entre 22 minutes et 1h45. En moyenne, la durée de l'entretien était de 35 minutes. Tous les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un magnétophone, aucun riverain n'ayant refusé.

c) Considérations éthiques de la recherche

Bien que la nature de la recherche ne devrait pas être à priori préjudiciable pour les riverains, quelques précautions ont été prises :

- ✗ L'interviewé a été informé du sujet et du contexte de la recherche.
- ✗ Pour tous les entretiens réalisés, l'interviewé a donné son accord au moment de la première prise de contact et juste avant de commencer l'entretien.
- ✗ L'interviewé a été informé qu'il dispose du droit de cesser l'entretien à tout moment et qu'il peut, s'il le souhaite, demander à ce que certains passages de l'entretien, ou même l'entretien tout entier, ne soit pas enregistré.
- ✗ Les informations sont confidentielles et ont été détruites après rédaction du mémoire.
- ✗ Le mémoire utilise des noms d'emprunt et fait en sorte qu'aucun interviewé ne soit reconnaissable, même de manière détournée.

d) Difficultés rencontrées pour mener les entretiens

La principale difficulté réside dans la difficile expression des riverains à propos du thème de la recherche. Yves Luginbühl explique que « *s'agissant de la sensibilité esthétique, affective, symbolique ou poétique, l'expression [du paysage] se heurte à la pudeur, qui masque les sentiments éprouvés, souvent formulés avec difficulté ; cette sensibilité fait partie de ce qui ne s'exprime pas aisément devant une tierce personne* »⁴². Dans le cas précis de cette recherche, il semble que cette difficulté des riverains à s'exprimer sur le paysage ne relève pas de la pudeur, mais d'un manque de connaissance et d'intérêt vis-à-vis de ce celui-ci. Nous y reviendrons dans les résultats.

⁴² Luginbühl Y., date inconnue. - Le paysage rural. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 121.

B.1.5) Fiabilité et représentativité des résultats

Tous les riverains des deux études de cas répondant aux critères ont été contactés. Tous n'ont pas accepté de se soumettre à l'entretien, mais un grand nombre d'entre eux ont néanmoins fourni quelques renseignements qui permettent de construire le tableau n°2 : profession, niveau d'études, composition familiale, locataire / propriétaire, tranche d'âge.

		Etude de cas n° 1 (Sainte-Maure-de-Touraine)		Etude de cas n° 2 (Richelieu-Champigny)	
		Pop. totale	Pop. enquêtée	Pop. totale	Pop. enquêtée
Nombre		21	14	18	11
Rapport de propriété ¹	Propriétaire	18 (86%)	10 (86%)	13 (72%)	11 (100%)
	Locataire	3 (14%)	2 (14%)	5 (28%)	0
Nombre d'habitants dans la maison	1	1 (5%)	0	3 (17%)	2 (18%)
	2	12 (57%)	8 (58%)	4 (22%)	2 (18%)
	3	4 (19%)	2 (14%)	9 (50%)	7 (66%)
	4	2 (10%)	2 (14%)	2 (11%)	0
	5 et +	2 (10%)	2 (14%)	0	0
Niveau d'études	Collège ou BEPC	9 (43%)	6 (43%)	6 (33%)	4 (37%)
	CAP – BEP	8 (38%)	6 (43%)	6 (33%)	4 (37%)
	Baccalauréat	2 (10%)	1 (7%)	3 (17%)	2 (18%)
	Bac + 2	1 (5%)	1 (7%)	1 (6%)	1 (9%)
	Bac + 3 et +	0	0	0	0
	Non renseigné	1 (5%)	0	2 (11%)	0
Profession	Agriculteur exploitant	2 (10%)	1 (7%)	3 (17%)	1 (9%)
	Artisan commerçant – chef d'entreprise	2 (10%)	2 (14%)	1 (6%)	1 (9%)
	Cadres ou profession intellectuelle supérieure	1 (5%)	0	0	0
	Profession intermédiaire	0	0	0	0
	Employé	3 (14%)	2 (14%)	2 (11%)	2 (18%)
	Ouvrier	1 (5%)	1 (7%)	2 (11%)	1 (9%)
	Etudiant	1 (5%)	1 (7%)	0	0
	Chômeur	1 (5%)	1 (7%)	1 (6%)	1 (9%)
	Retraité	8 (38%)	6 (43%)	7 (39%)	5 (45%)
	Non renseigné	2 (10%)	0	2 (11%)	0
Age	18-34 ans	5 (24%)	3 (21%)	5 (28%)	2 (18%)
	35-50 ans	6 (29%)	4 (29%)	4 (22%)	2 (18%)
	51-65 ans	4 (19%)	2 (14%)	4 (22%)	3 (27%)
	66 ans et +	6 (29%)	5 (36%)	5 (28%)	4 (37%)

Tableau n°2 : Fiabilité et représentativité des résultats

¹ Les enfants ayant plus de 18 ans mais vivant toujours chez leurs parents sont considérés comme ayant le même rapport de propriété que ces derniers

Le tableau précédent a une signification toute relative étant donnée la petite taille des échantillons concernés. Néanmoins, il donne une idée de la représentativité de la population échantillonnée au regard de la population mère. Il apparaît ainsi que les échantillons soient représentatifs car les écarts de pourcentages entre population enquêtée et population mère sont faibles, à l'exception peut-être du fait qu'aucun locataire de l'étude de cas n°2 n'est été interrogé. Il est donc possible d'analyser les données obtenues à partir des entretiens.

Remarque : Dans un premier temps, ce tableau avait été dressé à partir d'entretiens réalisés avec les riverains ayant acceptés de se soumettre à l'exercice dès la première prise de contact. Ces derniers n'étaient alors pas parfaitement représentatifs de l'ensemble de la population, notamment en ce qui concerne l'âge. C'est pourquoi une deuxième prise de contact un peu plus insistante a été opérée auprès de certains riverains (soit six entretiens supplémentaires) pour obtenir le tableau ci-dessus et pouvoir procéder à l'analyse des résultats.

B.2) L'analyse des résultats

B.2.1) Le choix méthodologique : l'analyse de contenu

L'entretien ne constitue pas une fin en soi. Il faut, avant de parvenir aux résultats de la recherche, effectuer une opération essentielle, qui est l'analyse de discours (le discours étant la production d'un locuteur dans toute situation d'interlocution).

« La place de l'analyse de contenu est de plus en plus grande dans la recherche, notamment parce qu'elle offre la possibilité de traiter de manière méthodique des informations et des témoignages qui présentent un certain degré de profondeur et de complexité, comme par exemple les entretiens semi-directifs. Mieux que tout autre méthode de travail, l'analyse de contenu (ou du moins certaines de ses variantes) permet, lorsqu'elle porte sur un matériau riche et pénétrant, de satisfaire harmonieusement aux exigences de la rigueur méthodologique et de la profondeur inventive qui ne sont pas toujours facilement conciliables »⁴³.

⁴³ L'Ecuyer R., mai 2003. – p. 52.

a) Différencier analyse de contenu et analyse de discours

L'analyse de contenu est un sous-ensemble de l'analyse de discours :

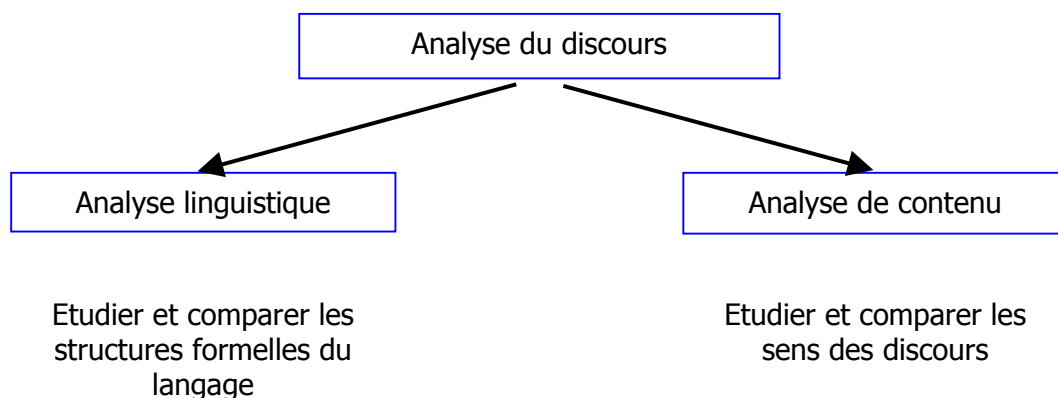


Figure n° 7 : Différencier analyse de discours et analyse de contenu
[Réalisation personnelle – Source : L'Ecuyer R., mai 2003]

b) L'analyse de contenu : présentation générale

L'analyse de contenu s'effectue sur le corpus, c'est-à-dire sur l'ensemble des discours produits par l'interviewer et l'interviewé. Elle concerne donc les textes écrits et non pas les enregistrements eux-mêmes. Ainsi, la retranscription des entretiens de manière littérale a constitué la première étape de l'analyse.

L'objectif de l'analyse de contenu ainsi réalisée est double : stabiliser le mode d'extraction du sens et produire des résultats répondant aux objectifs de la recherche.

On distingue quatre types d'analyse de contenu :

- ✗ L'analyse par entretien ;
- ✗ L'analyse thématique, qui sera retenue pour la présente recherche car elle est cohérente avec la mise en œuvre de modèles explicatifs de pratiques ou de représentations ;
- ✗ L'analyse proportionnelle du discours ;
- ✗ L'analyse des relations par opposition.

L'analyse thématique de contenu découpe transversalement ce qui, d'un entretien à l'autre, se réfère au même thème. Elle révèle ainsi les différentes formes sous lesquelles le même thème apparaît d'un entretien à l'autre.

c) Les étapes de l'analyse thématique de contenu

La première étape consiste à prendre connaissance du corpus en lisant les entretiens, un à un. Viennent ensuite l'identification des thèmes et la construction de la grille d'analyse à partir des hypothèses de recherche. Il s'agit alors de découper les énoncés correspondant et de les classer dans les rubriques. En fait, chaque fragment d'entretien est positionné (diagnostiqué) sur chacun des thèmes en codant la modalité qui apparaît pertinente.

Rappelons brièvement que chaque catégorie doit être :

- ✗ exhaustive : tout le discours, sauf le hors sujet, doit y entrer ;
- ✗ exclusive : les différentes parties du discours doivent entrer dans une et non pas dans deux catégories ;
- ✗ objective : deux personnes classant le même corpus doivent avoir des catégories identiques ;
- ✗ pertinente : elle doit être en rapport avec la recherche ;
- ✗ cohérente : les éléments doivent être liés entre eux et l'ensemble doit présenter une cohérence.

Le classement en catégories exhaustives offre l'avantage de mettre en exergue les différents points du discours mais il a pour inconvénient de le faire éclater. Cette démarche est cependant indispensable afin de décrypter son contenu. Il existe beaucoup de « hors sujet » dans les entretiens réalisés, il est cependant important de voir s'il est possible de lui donner un sens.

d) La théorie des représentations sociales appliquée à l'analyse de contenu

Pour ce qui est de la première sous-hypothèse, et donc de la représentation des riverains, quelques éléments de la théorie de l'étude des représentations sociales doivent être repris. Selon Serge Moscovici⁴⁴, une représentation est analysable selon plusieurs dimensions : l'attitude, l'information, et le champ de représentation.

✗ L'attitude

Elle exprime un positionnement, une orientation générale, positive ou négative, par rapport à l'objet de la représentation. Le Petit Robert précise qu'une attitude est « *une disposition, un état d'esprit (à l'égard de quelque chose ou de quelqu'un) ; un ensemble de jugements et de tendances qui pousse à un comportement* ».

⁴⁴ Bonardi C., Roussiau N., octobre 1999.

Le mot comportement renvoie à se comporter, c'est-à-dire se conduire, agir d'une certaine manière. Quant à l'opinion, c'est une façon de penser, de juger, une « *attitude de l'esprit qui tient pour vraie une assertion* » (toujours selon Le Petit Robert). Dans le mot attitude, on perçoit donc une intention de se conduire, mais on se rend compte aussi combien l'attitude et l'opinion sont liées, d'où les difficultés rencontrées pour percevoir cette première dimension.

✕ L'information

L'information renvoie à la somme des connaissances possédées à propos d'un objet social, à sa quantité et à sa qualité (plus ou moins stéréotypée, banale ou originale par exemple).

✕ Le champ de représentation

Il renvoie à l'organisation du contenu et aux propriétés proprement qualitatives, imageantes, de la représentation et constitue en cela l'élément principal qui validera ou infirmera l'hypothèse de recherche.

B.2.2) La grille d'analyse comme source de production de résultats

L'assimilation de la théorie de l'analyse de contenu permet de réaliser la grille d'analyse présentée en annexe 2. Cette grille, qui « classe » la production discursive des riverains est la dernière étape menant vers les résultats de cette recherche, qui suivent dans la deuxième partie de ce mémoire.

Cette grille a été remplie pour chaque entretien des deux études de cas. Chaque projet comporte ses propres spécificités : paysage, mesures compensatoires, riverains, concertation et participation. Pour autant, l'objectif de cette recherche n'est pas de comparer les projets, et encore moins les paysages. Aussi, les résultats, dès lors qu'ils sont identiques, seront regroupés.

2^{ème} PARTIE

RESULTATS, ANALYSE DES RESULTATS ET DISCUSSION

Cette deuxième partie a pour objet de transformer les hypothèses de recherche en résultats de recherche. Ces derniers sont obtenus en appliquant la méthode présentée précédemment.

Chacune des trois hypothèses de recherche, tout comme le raisonnement théorique qui a conduit à leur formulation, seront vérifiés puis discutés. Il s'agit de répondre à la question générale de recherche : Les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

Une discussion plus générale, relative à la compensation du paysage et non plus spécifiquement aux routes, riverains et mesures compensatoires, prendra ensuite le relais.

A) VERIFICATION DE L'HYPOTHESE SPECIFIQUE 2 LES RIVERAINS ONT LA PRATIQUE DU PAYSAGE : ILS L'HABITENT

A.1) Les pratiques du paysage des riverains

Il est évident que les riverains habitent le paysage puisque c'est ce qui les définit : leur lieu d'habitation principale est situé à moins de 500 mètres de la route. Pour autant, les entretiens révèlent deux éléments principaux : d'une part, la pratique habiter n'est jamais citée en tant que telle et, d'autre part, une seconde pratique, tout aussi importante, apparaît : « travailler ».

A.1.1) Deux types de discours autour de la pratique « habiter »

La pratique « habiter » des riverains est incontournable et irréfutable. Il apparaît donc peu utile, à première vue, de s'attarder dessus car les entretiens n'avaient pas pour objet de démontrer qu'elle existe mais bien de voir si elle est unique. Pour autant, l'analyse de contenu révèle que cette pratique « habiter », si évidente en théorie, n'est pas exprimée en tant que telle par les riverains, probablement parce qu'elle est trop évidente. En réalité, on distingue deux discours autour de la pratique « habiter », présentés ci-dessous.

a) Habiter n'est pas une pratique du paysage

Aucun des vingt-cinq riverains interviewés n'a cité la pratique « habiter » parmi les activités qu'ils effectuent dans le paysage. Il n'est pas besoin de se pencher davantage sur ce résultat, très logique, mais on peut simplement l'expliquer du fait que :

- ✗ d'une part, la pratique « habiter » est une évidence ;
- ✗ d'autre part, la maison ne fait pas partie du paysage qui entoure les riverains : pour eux, le paysage commence après leur jardin ;
- ✗ enfin, le terme « pratique du paysage », issu de la théorie des représentations sociales, n'a pas le même sens pour les riverains qui l'entendent davantage au sens « activité ». Par conséquent, « habiter » n'est pas une activité que l'on effectue dans le paysage et ce d'autant plus que le paysage est extérieur alors que l'habitation, elle, est intérieure.

Ainsi, il est important de préciser que ce n'est évidemment pas parce que les riverains ne la citent pas que la pratique « habiter » n'existe pas.

Parmi ces vingt-cinq riverains, cinq affirment n'effectuer strictement aucune activité dans le paysage. Pour ceux-ci, la première hypothèse spécifique est simplement validée. Ils ont en effet la même et unique pratique du paysage : ils l'habitent, un point c'est tout. Pour les vingt riverains restant, une analyse plus fine de leurs pratiques est nécessaire, et ce afin de confronter l'hypothèse de recherche aux discours.

b) Habiter le paysage sous-tend la pratique d'activités de détente et de loisirs

Les riverains citent de multiples pratiques du paysage qui sont, de manière exhaustive : se promener, jouer, cueillir des fleurs, se reposer, manger, regarder, écouter, téléphoner et lire. Chacune de ces pratiques, qui peuvent être regroupées sous le couvert du loisir et de la détente, sont bien liées au fait que les riverains habitent le paysage. Elles peuvent donc être qualifiées de pratiques secondaires ou de sous-pratiques. Elles sont diverses dans leur nature, variables dans leur fréquence et citées par dix neuf des vingt cinq riverains soumis à enquête. Certains riverains en citent plusieurs, d'autres n'en citent qu'une. Il n'est guère nécessaire de chercher à établir une cohérence entre riverains ou entre études de cas puisque toutes ces pratiques secondaires sont liées à la pratique principale « habiter » et concourent donc à valider la première hypothèse spécifique de recherche. Ces sous-pratiques sont en fait la transcription de la pratique « habiter » pour les riverains.

En revanche, une nouvelle pratique apparaît dans le discours de deux riverains qui, cette fois, ne peut être qualifiée de secondaire et doit être intégrée à part entière dans les résultats. Cette seconde pratique est celle des agriculteurs qui travaillent dans le paysage.

A.1.2) Une nouvelle pratique apparaît : « travailler »

Parmi les vingt cinq riverains, deux sont agriculteurs-exploitants et vivent sur leur lieu de travail. Evidemment, le travail de ces agriculteurs dans les champs bordant la route est une pratique du paysage tout aussi importante que celle d'«habiter » et peut donc être également qualifiée de principale. Pour ces deux agriculteurs, respectivement localisés dans chacune des études de cas, la pratique « travailler » ne se substitue pas à la pratique « habiter » mais vient s'y ajouter. Cette seconde pratique principale sous-tend elle-même de nombreuses pratiques secondaires qui sont, de manière non exhaustive, les suivantes : labourer, semer, cultiver, récolter, mettre de l'engrais...

A.2) L'hypothèse est validée mais elle doit être reformulée

Cette seconde pratique, « travailler », ne remet pas totalement en question la seconde hypothèse spécifique de recherche, mais doit juste amener à sa reformulation. En effet, s'il y a bien deux, et non pas une seule pratique principale du paysage, comme le sous-entendait le cadre théorique, ces dernières ne sont pas distinctes mais complémentaires. Les deux agriculteurs qui travaillent dans le paysage l'habitent également. Aussi, la seconde hypothèse spécifique doit être reformulée comme suit pour devenir résultat de recherche :

**Les riverains ~~ont la~~ même pratique du paysage : ils l'habitent
partagent une**

L'hypothèse ainsi formulée est validée : les riverains partagent une même pratique du paysage, ils l'habitent. Néanmoins, la « découverte » de la pratique « travailler » vient nécessairement compliquer la donne et sera donc intégrée dans la suite de ces propos. En effet, pour valider la première hypothèse spécifique, à savoir que la représentation du paysage est déterminée par sa pratique, il est nécessaire que la cumulation des pratiques par les deux agriculteurs-riverains vienne changer leur représentation. Nous y reviendrons dans la partie B.

A.3) Discussions

A.3.1) Les riverains constituent-ils un groupe social d'utilisateurs du paysage ?

Rappelons nous du cadre théorique : George Bertrand définit les « groupes sociaux d'utilisateurs du paysage » comme des groupes composés d'individus ayant une même pratique du paysage d'une part et ayant conscience d'en avoir la même pratique, d'autre part. Sur le premier point, les groupes constitués par les riverains des deux projets routiers correspondent à la définition. Interrogeons-nous à présent sur la conscience de groupe afin de savoir si, oui ou non, les riverains constituent un groupe social d'utilisateurs du paysage.

a) L'absence de conscience de groupe ou la non-conscience de groupe dans le contenu des discours

Les discours des riverains laissent le plus souvent transparaître une conscience de groupe dans la vie quotidienne, ce qui n'intéresse pas ici notre sujet. Citons par exemple le discours d'une habitante de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine, caractéristique de ce que l'on pourrait appeler une « conscience d'habitants » : *« Si les voisins sont partis en vacances par exemple, je jette un coup d'œil pour voir si tout se passe bien. C'est normal, ils le font aussi quand moi je pars. Et puis je vais nourrir leur chat ou arroser les plantes [...]. Quand on se croise on discute toujours cinq minutes, ou on se fait un signe de la main de loin [...] »*. Les discours sur les relations de voisinages ont été abondants. Ils sont relatifs aux relations classiques de voisinage et ne doivent pas être confondus avec une conscience de pratiquer le paysage de la même manière.

En effet, en ce qui concerne le paysage, on peut distinguer deux types de discours. Le premier, plus fréquent, transcrit l'absence de conscience de groupe et le second, plus rare, une conscience de non-groupe. L'absence de conscience de groupe, ou la non-conscience de groupe est repérable par des réponses telles que *« je ne sais pas »*, *« aucune idée »* ou encore par des longs silences à des questions telles que *« pensez-vous que vos voisins pratiquent le paysage de la même manière que vous ? »* ou encore *« pensez-vous que vos voisins aient répondu comme vous ? »*. La conscience de non-groupe s'illustre quant à elle par des réponses négatives aux questions précédentes. Ainsi, jamais une conscience de groupe ne s'est exprimée clairement en ce qui concerne la pratique du paysage dans le contenu des discours. Ceci n'est en rien étonnant car, comme nous avons pu le voir précédemment, les riverains n'ont jamais cité la pratique « habiter », même personnellement. En revanche, une certaine conscience de groupe transparaît parfois dans l'énoncé des discours.

b) La possible expression d'une conscience de groupe dans l'énoncé du discours

Lorsqu'ils évoquent leurs pratiques du paysage, les riverains utilisent parfois des pronoms tels que *« on »* ou *« nous »* qui peuvent laisser place à une certaine ambiguïté. Penchons-nous sur le discours suivant, par exemple, d'un père de famille proche de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine : *« Je sais qu'il y en a qui se promènent souvent, surtout maintenant qu'il fait beau. On aime bien, c'est agréable »*.

Il est impossible de savoir si le « *il y en a* » employé dans ces propos se réfère à des promeneurs lambda, ou plus spécifiquement aux habitants. De même, le « *on* » peut évoquer le cercle familial comme il peut évoquer, plus largement, l'ensemble des riverains.

Pour conclure, la pratique « habiter » du paysage ne peut pas être comprise collectivement puisqu'elle ne l'est déjà pas individuellement. Les riverains ont certes une même pratique du paysage mais ils n'en ont pas conscience et ne peuvent donc pas, pour cette raison, être qualifiés de « groupe social d'utilisateurs du paysage » entendu au sens de George Bertrand.

A.3.2) Pratique de paysage ou pratique de pays ?

A trop parler de pratique de paysage, le risque est grand de ne plus vraiment parler de paysage mais plutôt de pays, de territoire ou d'espace. Aussi, il convient de se demander si l'on peut réellement pratiquer un paysage ? Lorsque l'on parle de pratique d'un paysage, ne parle-t-on pas plutôt de pratique de pays ou de pratique de territoire ? Car si tel est le cas, alors oui, les riverains ont bien conscience d'habiter le même espace, et donc de l'utiliser de la même manière. Seul le vocabulaire ne leur est pas familier, car pour eux habiter un paysage n'est pas une pratique. En revanche, habiter un lotissement, une vallée, un hameau... en est une, qu'ils partagent et qu'ils ont conscience de partager. Cela apparaît particulièrement dans les discours relatifs à la construction de la route. Un retraité habitant à proximité de la déviation de la zone d'activité de Richelieu-Champigny disait : « *Une fois, sous sommes tous sortis pour aller dire aux ouvriers de faire moins de bruit. Ils continuaient les travaux, même le samedi. On habite dans un coin paisible et le week-end c'est fait pour se reposer* »*. Le « *on* » se réfère ici sans aucune ambiguïté à l'ensemble des riverains puisqu'il est suivi d'un « *tous* ». De même « *on habite un coin paisible* » transcrit bien le sentiment commun de vivre et de partager un même espace, un même « *coin* ». Dans le même sens, un autre riverain, cette fois de Sainte-Maure-de-Touraine, disait : « *Nous étions tous favorables à la construction de cette route. Il y a moins de bouchons et puis nous sommes plus en sécurité en ville maintenant car les poids lourds qui ne passent plus* ». Aussi, on peut dire que les riverains ont conscience d'utiliser et de partager l'espace de la même manière. La construction de la route a même contribué à faire émerger (ou du moins à consolider) - car elle a fait naître des discussions et des débats - une certaine conscience de « groupe social d'utilisateurs du pays », pour reprendre l'expression de George Bertrand.

* Note : Le projet était en retard.

B) VERIFICATION DE L'HYPOTHESE SPECIFIQUE 1 LES RIVERAINS ONT LA MEME REPRESENTATION DU PAYSAGE CAR ILS EN ONT LA MEME PRATIQUE

Les résultats obtenus précédemment amènent à reformuler dès le départ cette première hypothèse spécifique de recherche. A présent, considérons l'hypothèse suivante :

**Les riverains ont la même représentation du paysage
~~car ils en ont la même pratique~~
en partagent une même pratique**

La vérification de cette hypothèse sous-entend de déterminer d'une part si les riverains ont bien la même représentation du paysage et, d'autre part, si cette représentation est en lien avec la pratique « habiter ». En effet, l'hypothèse aurait également pu être formulée comme suit : « la pratique d'un paysage détermine sa représentation ».

B.1) Les trois volets de l'étude d'une représentation

Tous les riverains du monde de toutes les routes nouvellement construites dans de multiples paysages n'ont très probablement pas la même représentation du paysage qui les environne. Là n'est pas mon propos, ni même l'hypothèse de recherche. La question est bien de savoir si les riverains d'un même projet routier ont la même représentation. Il importe en effet peu pour l'aménagement et la mise en œuvre des mesures compensatoires qu'elle soit identique entre les projets.

Selon Jean-Claude Abric⁴⁵, lorsque l'on étudie une représentation (potentiellement) sociale, il faut également étudier les représentations interindividuelles. Il y a toujours des différences entre les individus mais il faut savoir si elles sont essentielles (« *divergences fondamentales concernant leur signification profonde* ») ou non (« *différences non essentielles et qui sont en plus produites à partir de principes organisateurs communs* »). Il ajoute que « *l'homogénéité d'une population n'est pas définie par le consensus entre ses membres, mais bien par le fait que leur représentation s'organise autour d'un même noyau central, du même principe générateur de la signification qu'ils donnent à la situation ou à l'objet auquel ils sont confrontés* ».

⁴⁵ Abric Jean-Claude, avril 2001. – p. 22-23.

Les résultats qui suivent doivent donc permettre de déterminer si la représentation du paysage des riverains est sociale (donc identique), au-delà des différences non significatives entre les individus. Pour se faire, reprenons une à une les trois dimensions de l'étude d'une représentation selon Serge Moscovici.

B.1.1) L'attitude générale

Rappelons que l'attitude exprime un positionnement, une orientation générale, positive ou négative, par rapport à l'objet de la représentation. De manière générale, les riverains sont peu loquaces lorsqu'il s'agit de s'exprimer à propos du paysage qui les environne. Les réponses sont courtes, peu précises et souvent accompagnées de longs silences. Seuls trois riverains se sont exprimés assez longuement sur le sujet mais cela ne dénote guère d'un intérêt particulier, les discours relatifs aux autres thèmes étant tout aussi volubiles. Si les riverains ont tant de difficultés à s'exprimer c'est parce que le paysage en question présente peu d'intérêt à leurs yeux, et ce pour les deux études de cas, et donc pour les deux paysages. L'opinion générale des riverains à propos de ceux-ci n'est pas pour autant mauvaise, elle est neutre. Les qualificatifs les plus employés dans les entretiens sont les suivants : « *banal* », « *pas extraordinaire* », « *pas génial* », « *comme partout* », « *sympa* », « *pas super* »... L'attitude générale des riverains à propos du paysage est sensiblement la même : le paysage n'est pas désagréable, il n'a juste rien de remarquable, il est ordinaire, banal, quotidien. Aucun riverain ne s'est enthousiasmé devant ce paysage tout comme aucun riverain n'a exprimé d'opinion strictement négative.

■ Discussion autour de la limite du « beau » et du « banal »

Les deux paysages des études de cas retenues sont jugés « banals » par l'ensemble des riverains. On peut donc penser qu'il aurait été pertinent de retenir une étude de cas au paysage « remarquable », et ainsi juger de l'influence du critère esthétique sur la représentation. Mais comme l'explique Jean-Claude Wieber, si le paysage est partout (et pourquoi pas à tout le monde), il n'y a plus de site unique ; on dispose de sites contigus, potentiellement tous aussi précieux et débarrassés des connotations esthétisantes. Ce qui est réputé banal est aussi signifiant que ce qui est dit remarquable : mon « remarquable » n'est peut-être que le « banal » d'autrui et vice versa⁴⁶. La qualité d'un paysage n'est pas toujours celle des autres et l'arbitrage est difficile.

⁴⁶ Wieber J-C., date inconnue. - Le paysage visible, un concept nécessaire. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. - p. 182-193.

B.1.2) L'information

a) L'étendue des connaissances des riverains à propos du paysage en général

■ Le paysage n'existe pas partout ni pour tout le monde

Le paysage n'existe pas partout et spontanément pour tous les riverains. Ce premier résultat, très surprenant, a amené à adapter le déroulement des entretiens. La majorité des riverains ne comprenaient pas pourquoi les questions qui leur étaient posées portaient sur le paysage, et ce simplement car à leurs yeux, il n'y a pas de paysage autour de chez eux. Et s'il n'y a pas de paysage, c'est justement parce que celui-ci est jugé banal, qu'il n'est « *pas super* », « *pas formidable* », « *pas extraordinaire* »... Un paysage n'est que s'il est « *super* », « *formidable* », « *extraordinaire* »... L'idée du paysage comme objet connu, immédiat, banal, quotidien ne semble donc pas être fondée. Ce résultat rejoint les écrits d'Henri Cueco qui affirme que « *le paysage est une notion d'universitaires, il n'existe pas pour tout le monde* »⁴⁷. On peut encore citer Alain Roger : « *La perception du paysage exige du recul et de la culture* »⁴⁸. Ainsi, Henri Cueco propose d'employer les termes « point de vue » ou « beau coup d'œil ». Mais de quel point de vue parle-t-on ? Est-ce le même pour tous les riverains ? De même, le terme « beau coup d'œil » renvoie à la notion de « beau » : et si le coup d'œil n'est pas beau ? Aussi, pour contourner cet obstacle sémantique, les entretiens ont été menés de manière à amener le riverain à utiliser son propre vocabulaire. Les questions étaient les suivantes :

- 1) « *Peut-on parler de paysage pour évoquer ce qui nous entoure ?* »
- 2) « *Si oui, pourquoi ? Et qu'est-ce qu'un paysage ? Qu'est-ce qui n'est pas paysage ?*
Si non, pourquoi n'en est-ce pas un ? Quel mot doit-on utiliser ici ? Et qu'est-ce qu'un paysage ? »

Pour les vingt-cinq entretiens, la sémantique utilisée a été la suivante :

« Paysage »	« Point de vue »	« Campagne »	« Champs »	« Nature »
18	1	3	2	1

Tableau n°3 : Mot utilisé lors des entretiens pour parler du paysage avec le riverain

⁴⁷ Cueco H., date inconnue. – Approches du concept de paysage. – in : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p. 312.

⁴⁸ Roger A., date inconnue. – Histoire d'une passion théorique ou comment on devient un Raboliot du paysage. – In : Berque A. et al., 1994. – p. 110.

Le terme « paysage » a donc été utilisé dans la majorité des entretiens, mais cela ne signifie en rien que les riverains reconnaissent le paysage des études de cas comme tel. La retranscription d'un fragment d'entretien avec une habitante de Richelieu parle d'elle-même :

- « - *Est-ce qu'on peut utiliser le mot paysage pour parler de ça, cette nature* [en montrant du doigt] *dans la suite de l'entretien ?*
- [Long silence]
- *Vous pensez que c'est un paysage ?*
- *Quoi ? Les champs là ?*
- *Oui*
- *... Il ne faut pas exagérer quand même, c'est quand même pas ce que j'ai vu de mieux*
- *Très bien, alors parlons de champs si vous préférez*
- *Non, non, cela m'est égal, paysage ça me va. C'est juste que ce n'est pas extraordinaire quand-même, si ?*
- [sourire]
- *Mais bon, parlons de paysage ça ira »*

Ce discours n'est qu'un exemple parmi d'autres. Même si cela est difficile à évaluer car éminemment sensible, dans environ quinze entretiens sur dix-huit, le terme « paysage » a été utilisé par défaut. Les riverains utilisent le mot paysage parce qu'il leur est suggéré. Ce résultat est confirmé après lecture des lettres et pétitions reçues par le Conseil Général d'Indre-et-Loire, maître d'ouvrage des deux routes nouvellement construites. La question du paysage n'apparaît dans aucune des vingt-deux lettres et deux pétitions reçues (pour les deux études de cas). Le paysage est loin d'être une préoccupation majeure. Il est prioritairement question du bruit, de la sécurité et de l'effet de coupure.

■ **Une définition stéréotypée du paysage**

Peu importe le nom qu'il porte, les définitions du paysage données par les riverains sont classiques et stéréotypées. Le paysage est nécessairement beau, on l'a vu, principalement en lien avec des milieux de mer ou de montagne. La Loire est également citée six fois comme « *beau paysage* ». La transcription des discours révèle que le terme « paysage » n'est presque jamais employé seul. Il est toujours question de « *beau paysage* », de « *paysage remarquable* », « *paysage magnifique* »...

Selon Anne Cauquelin, « *le paysage, compte tenu de toute une tradition picturale et poétique, est associé au beau* »⁴⁹. Donc s'il n'est pas beau, le paysage n'est pas. Non seulement le paysage est banal mais la route elle aussi est banale. Michel Barnier dans « *Le paysage, une idée neuve* » explique que « *Les glissières métalliques de sécurité et la gestion de leurs abords contribuent à banaliser de la même façon notre paysage routier* »⁵⁰. Néanmoins, l'étude sociologique réalisée par Françoise Dubost à partir de milliers de clichés reçus pour l'exposition « Mon paysage, nos paysages » tend à prouver le contraire. Les auteurs des clichés sont en majorité des citadins mais la campagne est omniprésente. Le paysage préféré des français est le plus familier, le plus ordinaire, le plus banal.

La somme des connaissances détenues par les riverains à propos du paysage en général est faible, parfois nulle.

b) L'étendue des connaissances des riverains à propos du paysage en question

■ Une description hétérogène du paysage, mais globalement peu précise

Les riverains éprouvent de grandes difficultés à décrire le paysage qui les environne. Les discours sont, de manière générale, peu abondants et vagues. Quatre riverains se démarquent du lot par des discours plus volubiles et précis. Notons, sans pour autant établir de lien entre bagage culturel et notion de paysage, que ce sont tous quatre des riverains ayant atteint un niveau d'étude au moins équivalent au baccalauréat. Ceci doit amener à repenser la démocratisation de la notion de paysage.

Les riverains décrivent le paysage de manière très hétérogène. Les éléments préférés varient d'un riverain à l'autre, sans pouvoir établir de lien avec l'âge, la profession, le niveau d'étude ou quoi que ce soit d'autre. Il semble que cela tienne davantage à des préférences purement esthétiques, aux sensibilités de chacun. En effet, les conditions dans lesquelles les entretiens ont été réalisés n'ont visiblement pas pu avoir grande influence sur la perception des riverains. Les entretiens ont tous été réalisés à la même saison. Ils n'ont pas été opérés aux mêmes heures de la journée, et ce en fonction de la disponibilité du riverain, mais aucun n'a été réalisé une fois le soleil couché. Sans trop entrer dans les détails, car cette recherche ne porte pas sur la perception du paysage mais bien sur sa représentation, les éléments préférés des riverains sont, par ordre de fréquence d'apparition :

⁴⁹ Cauquelin A., 1989. – p. 91.

⁵⁰ Barnier M., 1991. – *Le paysage, une idée neuve*. – In : Barnier M., 1991. – p. 167.

Pour Sainte-Maure-de-Touraine :

- ✗ La commune, le bourg
- ✗ Le relief et ses ondulations
- ✗ Les arbres

Pour Richelieu-Champigny :

- ✗ Le bois
- ✗ Les plantes, la végétation
- ✗ Le ciel et les nuages

Les entretiens montrent que la perception des riverains à propos du paysage est diverse et sans liens apparents avec quelques déterminismes sociaux que ce soit. En revanche, l'étude montre une corrélation entre la perception et l'opinion que les riverains portent sur la nature des mesures compensatoires en place, comme nous le verrons dans la partie C.

■ **Discussion : Est-il nécessaire de compenser quelque chose qui n'existe pas ?**

Dans la mesure où, on l'a vu précédemment, les deux paysages traversés par les deux routes ne semblent pas en être pour les riverains, on est en droit de se demander s'il est réellement nécessaire de compenser leurs transformations. Bien sûr en tant qu'aménageur, la réponse reste positive car les mesures compensatoires paysagères ne sont pas uniquement destinées aux riverains. Une nouvelle problématique est ainsi soulevée : faut-il compenser partout et pour tout le monde ? Et dès lors, où faut-il compenser et pour qui ? La question de la limite entre le « beau » et le « banal » est complexe, nous l'avons vu. Comment classer les paysages ? Pour les études de cas en question, les paysages traversés par la route pourraient être dits plutôt « péri-urbains », avec des enjeux propres qui ne seraient pas les mêmes en milieu rural ou urbain. Mais là encore, la notion de péri-urbain est une des plus floues et complexes qui soient. Où commence et où s'arrête le péri-urbain ? Tous les paysages péri-urbains, quand bien même on arriverait à les délimiter, sont-ils banals ?

B.1.3) Le champ de la représentation

Le champ de la représentation est la composante principale de l'étude d'une représentation et c'est aussi la plus délicate à aborder.

a) La ou les représentation(s) des riverains

■ **Le paysage comme continuité du jardin**

L'expression « continuité du jardin » est un peu forte. En fait, les riverains pratiquent le paysage quotidiennement, ne serait-ce qu'en le regardant. Mais la représentation qu'ils en ont va au-delà : le paysage alentour, c'est chez eux. Le paysage fait en quelque sorte partie de la maison ou du moins, il en est la continuité. En effet, si leur lieu d'habitation est ce qu'il est, c'est aussi grâce au décor dans lequel il est implanté. Ils le regardent tous les jours depuis leur fenêtre, en arrivant ou en partant de chez eux, quand ils sont dans leur jardin... Là encore, la frontière entre paysage et pays est sensible mais tâchons de comprendre par l'analyse de quelques discours.

✕ Julien – 19 ans – habitant de Sainte-Maure-de-Touraine : « *Je préfère vraiment, quand j'ouvre mes volets, avoir cette vue sur la campagne plutôt qu'une vue sur l'immeuble d'en face ou sur un centre commercial ou autre. Chez nous on a de l'espace, on voit à perte de vue, pas comme en ville [...]* »

Ce discours transcrit clairement, pour Julien, le sentiment que la vue dégagée fait partie de son cadre de vie. S'il apprécie vivre dans cette maison, c'est parce qu'elle n'est pas située en ville. Il se représente le paysage comme un élément à part entière de son lieu d'habitation, y ajoutant même une plus value, au même titre que le jardin, la piscine, ... Le paysage environnant c'est donc « chez lui ».

✕ Martine – 59 ans – habitante de Champigny : « *Souvent les enfants vont jouer dehors [elle parle de ses petits enfants]. Nous, on les laisse, on a pas peur ici c'est tranquille. Ils jouent tous ensemble avec les enfants des voisins, font des foots, jouent à cache-cache [...]* ».

Ici, le « dehors » est un espace ludique, de loisirs. Cette femme laisse ses petits-enfants jouer à l'extérieur de la maison, sans crainte, comme ils pourraient jouer dans le jardin. La représentation est ici plus ambiguë car il est sans doute davantage question de pays ou de territoire que de paysage. Pour autant, les éléments dont il est question, les arbres ou les haies pour se cacher ou les prairies pour faire des « foots », font partie intégrante du paysage. Il est donc probable que lorsque Martine regarde le paysage depuis sa fenêtre, elle le voit comme un endroit ludique, apercevant ou se rappelant de ses enfants jouant dedans.

Le paysage est donc dynamique, il n'est pas figé mais il reste en quelque sorte, la continuité de la maison, paysage ou espace dans lequel les enfants peuvent jouer sans crainte.

✕ Jean-Bernard – 45 ans – habitant de Sainte-Maure-de-Touraine : « *C'est quand même appréciable d'avoir autant d'espace. On est mieux ici qu'à la ville quand on a des enfants. Les enfants en ville ne s'amuse pas autant, ils vivent dans 40m² alors que nous, regardez* [il montre du doigt l'ensemble de la vue] ».

Ici, très clairement, l'espace environnant la maison de ce père de famille est un pays-paysage. Il emploie en effet le terme « *espace* », mais un espace qu'il regarde (« *regardez* »). Il possède cette espace (« *avoir* »). Sa maison n'est pas immense comparée aux « 40m² » dans lesquels vivent « *les enfants en ville* » mais elle lui apparaît comme telle, justement parce qu'elle ne s'arrête pas à sa délimitation cadastrale. Le pays-paysage lui est familier, parce qu'il le regarde tous les jours mais aussi parce qu'il le pratique tous les jours.

✕ Valérie – 33 ans – habitante de Sainte-Maure-de-Touraine : « *Moi, j'adore le soir, quand j'arrive chez moi en rentrant du travail, je prends un bouquin, je m'allonge dehors, je me promène, c'est reposant. Ça permet de faire une coupure, étant donné que je travaille à Tours* ».

Le « *chez moi* » de Valérie, cet espace où elle « *marche* », « *se promène* », ne fait pas référence à son jardin *strictosensus*, mais bien à la campagne environnante.

On voit donc bien, au travers de ces quelques exemples, que la limite entre pays et paysage est très sensible. Le pays (ou territoire) est perçu par les riverains comme la continuité de leur lieu d'habitation, comme un espace dans lequel ils se sentent « chez eux ». Mais, ce pays, qui devient paysage lorsqu'ils le regardent, et donc également vu comme cet espace où ils se promènent, où les enfants jouent, où ils se reposent... Ils se représentent donc le paysage comme « leur » paysage. Et, puisqu'il est « chez eux » (ne serait-ce que parce qu'il se manifeste au travers des fenêtres), il apporte même une plus value à leur parcelle de terrain et à leur maison. Eric, habitant retraité de Richelieu disait : « *C'est vrai que notre maison elle vaut bien plus cher aujourd'hui que quand nous l'avons acheté. Les espaces un peu à la campagne comme ça, ça se fait de plus en plus rare vu qu'on construit des pavillons partout. Nous, ça va encore pour le moment, mais bon je ne sais pas plus tard parce que ça se construit vite quand même* ».

Remarque : Notons tout de même que pour deux des vingt-cinq riverains interviewés, aucune représentation du paysage ne semble transparaître dans leurs propos. Cela ne saurait être pour autant imputé à l'absence de représentation, mais davantage à des difficultés d'expression.

■ **Le cas particulier de l'agriculteur-riverain**

Rappelons qu'une seconde pratique « principale » est apparue dans les discours de deux riverains. Ces deux riverains sont des agriculteurs vivant sur leur lieu d'exploitation. Ils sont donc à la fois riverains et agriculteurs. Ils habitent et travaillent dans le paysage. Cette seconde pratique du paysage en fait logiquement apparaître une nouvelle représentation. Cette nouvelle représentation, tout comme les pratiques, vient s'ajouter à la précédente mais ne la remplace pas. En plus de considérer le paysage comme étant « chez eux », les agriculteurs-riverains le considèrent comme étant « à eux ». Les agriculteurs se représentent le pays comme un outil de travail mais le paysage, lui, est la résultante de ce travail. Lorsqu'ils le regardent, ils y voient le fruit de leur travail. Les deux agriculteurs sont respectivement situés dans chacune des études de cas. Or, les deux paysages traversés sont essentiellement agricoles, on l'a vu. Aussi, les agriculteurs jouent un rôle majeur dans le façonnement de ces deux paysages : choix des cultures, entreposage du matériel, récoltes, entretien des haies...

Les propos de l'agriculteur interviewé à Sainte-Maure-de-Touraine sont éloquents : *« Moi, ce paysage j'y suis né, j'y vis, j'y travaille. [...] Quand je le regarde, je vois mon boulot. Nous, les agriculteurs, on fait les paysages des campagnes, on les entretient vous savez. [...] Hier par exemple, j'ai été labourer le champ là-bas [il montre du doigt], et bien ça se voit ! [...] »*.

b) L'impact de la route sur ces représentations

Il convient de se demander si la transformation d'un paysage, ici par la construction d'une route, peut avoir un impact sur sa représentation. Les entretiens révèlent que l'impact de la route sur la représentation des riverains est nul. Avant comme après construction, le paysage reste « chez eux » et « à eux » pour les agriculteurs. Tous les riverains s'accordent à dire que la route n'a pas ou n'a que très peu transformé le paysage. Pour les deux projets, l'ensemble des riverains se sont dits favorables et satisfaits de sa construction.

Ce résultat rejoint les propos de Michel-Louis Rouquette, qui explique qu' « *une représentation sociale bien formée est à la fois stable et stabilisatrice : stable car elle n'est pas facilement ébranlée par les événement extérieurs (changement de l'environnement ou des pratiques [Ici la route]) et stabilisatrice en ce qui concerne les rapports à l'environnement, puisque la représentation a précisément pour rôle majeur de guider le jugement de l'action, la compréhension du monde et l'emprise pratique de celui-ci* »⁵¹. La représentation des riverains peut donc être dite « stable » puisque la construction de la route ne semble pas l'avoir modifiée. Elle peut également être dite « stabilisatrice », les riverains s'étant unanimement prononcés en faveur de la construction de la route. L'opinion des riverains vis-à-vis de la route relève bien de la prise de position, et non pas d'un manque d'intérêt. Les entretiens révèlent en effet que certaines transformations du paysage soulèvent davantage de débats. En fait, il semble que la route fasse à leurs yeux partie du paysage. Elle est à eux parce qu'ils l'utilisent. Elle devient même, pour bon nombre d'entre eux, la limite de leur jardin étendu. Martine, 59 ans, habitante de Champigny explique : « *Les enfants peuvent aller jouer jusqu'à la route si ils le veulent, mais pas au-delà* ». En revanche, les constructions de nouveaux pavillons sont moins facilement acceptées. Solange, 67 ans, habitante de Sainte-Maure-de-Touraine depuis 25 ans raconte : « *Quand nous sommes arrivés ici, il n'y avait que trois maisons. Et puis, voyez le résultat en vingt-cinq ans [elle montre du doigt les autres maisons]. Pour l'instant ça va encore, mais là il y a un projet de construire un lotissement. Croyez-moi, ça ne va pas passer ça* ». En fait, les lotissements, du domaine du privé, sont perçus comme une intrusion. Solange a conscience qu'elle devra partager « son » paysage avec les nouveaux arrivants. Ces nouvelles maisons vont même aller jusqu'à le modifier. Il semble que les constructions publiques et utilisables, comme la route, soient acceptées alors que les constructions privées le sont plus difficilement. M. Pequignot, chargé de mission à la STA sud-est du Conseil Général d'Indre-et-Loire y voit une autre explication. Pour lui, les riverains sont par définition systématiquement opposés aux projets, en ce sens qu'ils apportent un changement dans leur environnement habituel. Une fois ce projet réalisé, il fait parti de l'environnement et devient donc à son tour habituel, quotidien. Paradoxalement, les riverains pourraient presque alors le défendre s'il devait être modifié ou supprimé. C'est ainsi que M^{me} Prunotto, responsable du service constructions à la STA sud-ouest du Conseil Général, m'affirmait lors d'un entretien que ces mêmes riverains, qui se sont tous prononcés en faveur de la nouvelle route lors des interviews, étaient loin de l'être avant sa construction.

⁵¹ Rouquette M-L., Rateau P., octobre 1998. – p. 56.

On retrouve ici le phénomène NIMBY : « Not In My Back Yard » (« pas chez moi »).

Les résultats de l'étude d'Yves Lunginbühl⁵² sont tout autres. Il est probable que si l'attachement au territoire des habitants de Sainte-Maure et Richelieu avait été plus fort, les revendications l'auraient été également. Yves Lunginbühl explique en effet que les habitants de la côte viticole beaunoise expriment un sentiment d'attachement extrêmement fort à l'égard de ces espaces de montagne, qui leur fait refuser toute forme d'aliénation que ce soit, même de protection (au nom de la liberté d'en user comme bon leur semble). Les habitants ont bien établi avec son histoire, sa nature et sa forme spatiale une relation d'ordre sensible, qui appartient à une culture différente de celle du paysage pictural et qui a donné une signification particulière.

B.2) L'hypothèse est validée

Les riverains se représentent le paysage comme la continuité de leur jardin. Le paysage, c'est chez eux. Les agriculteurs se représentent le paysage comme la partie visible de leur travail. Le paysage, c'est à eux. Ces deux représentations sont, à l'évidence, en lien avec les pratiques, respectivement « habiter » et « travailler ». La pratique « habiter » détermine bien une unique représentation pour les riverains, tout comme la pratique « travailler » pour les agriculteurs. La première hypothèse spécifique de recherche, « les riverains ont la même représentation du paysage car ils en partagent une même pratique » est donc validée mais pour être plus juste, elle doit être reformulée. En effet, on vient de le voir, les riverains n'ont pas une unique représentation du paysage. Il serait donc plus correct de dire que les riverains ont **une** (au lieu de la) même représentation du paysage car ils en partagent une même pratique. Et plus précisément, retenons le résultat suivant :

Résultat : Les riverains ont en commun une même représentation du paysage, liée à la pratique « habiter »

Remarque : Les deux pratiques en question (habiter et travailler) ne font pas que conditionner la représentation du paysage, elles font le paysage (les maisons et les champs sont des éléments à part entière du paysage).

⁵² Lunginbühl Y., date inconnue. - Le paysage rural. - In : Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – p.89-91.

B.3) Discussion : la pratique d'un paysage détermine-t-elle sa représentation ?

La présente recherche vient de démontrer que, dans le cadre des deux études de cas retenues, la pratique « habiter » détermine une représentation du paysage. Mais pour autant, peut-on dire que la pratique du paysage détermine sa représentation ? Qu'en est-il pour les autres pratiques, les autres paysages, les autres riverains ?

B.3.1) L'influence de la pratique

a) Y a-t-il une seule pratique « habiter » ?

Tous les riverains habitent-ils partout de la même manière ? Les sept entretiens réalisés dans la commune de Rimouski au Québec suffisent pour affirmer que ce n'est pas le cas. Au Québec, comme en Amérique du Nord plus largement, la ville et les espaces extérieurs en général sont davantage privatisés qu'en France. Certes, les champs entourant les deux routes des études de cas françaises ne sont pas davantage publics mais ils sont perçus et vécus comme tels. Les habitants interviewés à Rimouski, quant à eux, respectent les rapports de propriété. Leur « chez eux » se limite à la parcelle de terrain. Ceci se voit d'ailleurs par la délimitation outrancière des terrains : grillages et barrières sont systématiquement présents. Il n'y a donc pas une unique façon d'habiter, cette dernière étant influencée par les cultures et les modes de vie. Ainsi, il est probable qu'un habitant de Rimouski venu vivre en Touraine continuerait à se comporter comme au Québec. S'il avait alors été soumis à un entretien pour cette recherche, et donc avec un même paysage, il est possible que les résultats aient été différents.

Quand bien même la culture et les modes de vie seraient identiques, la nature du paysage n'influence-t-elle pas la pratique « habiter » ? Un habitant d'une vallée montagnarde pratique-t-il le paysage de la même manière qu'un habitant du bord de mer ou d'une cité HLM ?

Ne serait-ce qu'à l'échelle des études de cas, il convient également de se demander si la pratique « habiter » varie selon les saisons ? Pour un même territoire, le paysage change au cours de l'année : cultures céréalières, arbres en fleurs, ciel bleu... Les riverains de Sainte-Maure-de-Touraine et de Richelieu-Champigny utilisent-ils le paysage de la même manière durant l'hiver ?

b) A chaque pratique sa représentation ?

La représentation du paysage comme continuité de la maison, comme « chez moi » est-elle uniquement liée à la pratique « habiter » ? Il est possible que d'autres utilisateurs du paysage partagent cette représentation mais la présente recherche ne peut guère le démontrer puisque les entretiens se limitent à une catégorie d'utilisateurs : les riverains. On pourrait en effet imaginer qu'une personne, partie longtemps de son pays natal et n'ayant plus de pied-à-terre à son retour considère, en revenant, tous les paysages comme « chez elle » dès lors qu'ils sont français.

La représentation du paysage comme fruit d'un travail, comme « à moi » des agriculteurs est-elle uniquement liée à la pratique « travailler » ? Là encore on pourrait imaginer qu'une personne qui cultive un potager par loisir considère un paysage tel qu'un jardin ouvrier comme la face visible de son passe-temps.

La présente étude démontre donc que les pratiques « habiter » et « travailler » engendrent chacune leur propre représentation du paysage. En revanche, on ne peut affirmer que ces représentations sont uniquement liées à ces deux pratiques. De même, il est impossible de généraliser ce résultat aux autres pratiques.

B.3.2) L'influence du paysage

Quand bien même tous les riverains habiteraient de la même manière, y a-t-il une seule représentation de la pratique « habiter » pour tous les paysages ? Chaque paysage étant unique, avoir réalisé deux études de cas devrait en théorie permettre d'apporter un élément de réponse à cette question. Mais face à la diversité des paysages français, sans même parler du monde, ces deux paysages restent modestement des paysages « péri-urbains » d'Indre-et-Loire. Un habitant d'un territoire extrêmement dégradé ou pollué, par exemple, considérerait-il également le paysage comme « chez lui » ?

B.3.3) L'influence du riverain

Quand bien même tout le monde habiterait de la même manière dans un même paysage, y a-t-il un seul riverain ? Evidemment, chacun des vingt-cinq riverains interrogés possède sa propre sensibilité, ce qui s'est d'ailleurs traduit par des perceptions différentes du paysage. On l'a vu, tous n'ont pas la même réceptivité vis-à-vis des éléments qui composent le paysage.

Certains préfèrent les éléments végétaux, d'autres les parcelles agricoles, d'autres encore les prairies... Mais aucun des riverains enquêtés ne se démarque du lot en ayant, par exemple, une connaissance approfondie en écologie, ou même une sensibilité accrue à l'environnement et sa protection. Un aménageur ou un urbaniste habitant à proximité d'une des deux routes faisant l'objet de l'enquête (et principalement de la zone d'activités de Richelieu-Champigny) aurait pu se représenter le paysage comme étant un exemple parfait d'étalement urbain en pleine expansion. A son tour, un entrepreneur aurait sans doute pu se représenter le paysage comme un objet marketing.

Cette recherche permet de valider une hypothèse de manière spécifique. En revanche, la théorie de Moscovici à partir de laquelle elle a été formulée, à savoir que la pratique d'un paysage détermine sa représentation, ne saurait l'être au travers de cette simple étude. Il est simplement possible d'affirmer que : En Touraine, les riverains d'un projet routier ont une même représentation du paysage « péri-urbain », liée à la pratique « habiter ».

C) VERIFICATION DE L'HYPOTHESE GENERALE LES MESURES PREVUES PAR LES ETUDES D'IMPACT LORS DE LA CONSTRUCTION D'UNE ROUTE PEUVENT COMPENSER LA TRANSFORMATION DU PAYSAGE POUR LES RIVERAINS DU PROJET

Les deux hypothèses spécifiques de recherche, bien que reformulées, ont toutes deux été vérifiées. Or rappelons, de manière très synthétique, le raisonnement théorique :

Même pratique → Même représentation → Même attente en matière de mesures compensatoires

Cette partie a donc pour objet de vérifier si les riverains, parce qu'ils partagent une même représentation du paysage ont une même attente en ce qui concerne son devenir, et plus précisément en matière de mesures compensatoires. L'objectif est de répondre à la question générale de recherche : les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

C.1) La nature des mesures compensatoires

Pour connaître l'opinion des riverains sur la nature des mesures compensatoires, les entretiens se sont déroulés en trois ou quatre étapes, selon les niveaux de connaissances :

- ✕ Etape 1 : Le riverain identifie et décrit les mesures compensatoires paysagères qu'il connaît ;
- ✕ Etape 2 (facultative) : L'interviewer montre et explique aux riverains ne les connaissant pas, ou pas totalement, les mesures compensatoires existantes ;
- ✕ Etape 3 : Le riverain donne son opinion sur celles-ci ;
- ✕ Etape 4 : Le riverain propose les mesures qu'il aurait souhaitées, dans l'idéal.

C.1.1) La connaissance des riverains sur les mesures compensatoires existantes

Le niveau de connaissances des riverains à propos des mesures compensatoires paysagères en place est très hétérogène mais globalement faible ou nul. Les riverains sont en effet, dans la majorité des cas, incapables de les identifier. Seuls trois riverains sur les vingt-cinq soumis à enquête ont été capables de les reconnaître et de me les montrer.

Ce résultat tient à deux choses :

✕ d'une part, le terme « mesures compensatoires paysagères » est difficilement assimilable par un non initié,

✕ d'autre part, même lorsque le vocabulaire est simplifié et expliqué, les riverains ignorent qu'une telle compensation existe. Ils semblent agréablement surpris que des mesures aient été pensées et mises en œuvre. En fait, le paysage est tellement secondaire à leurs yeux que cela les étonne qu'il ne le soit pas pour le maître d'ouvrage ou le législateur.

C.1.2) L'opinion des riverains sur les mesures compensatoires existantes

A l'issu de l'étape 2, tous les riverains connaissent les mesures compensatoires paysagères existantes. Les habitants enquêtés s'estiment satisfaits de celles-ci, à l'exception de trois riverains de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine qui ne le sont pas pleinement.

Leurs discours ont été les suivants :

✕ Le riverain n°1, après lui avoir présenté les mesures mises en place : « *Très bien. Oui c'est pas mal, ça empêche de trop voir la route. Mais ils auraient pu mettre plus de plantes sur les collines parce que là c'est que de la terre presque [...]* ».

Ce discours ne traduit pas une désapprobation totale. Ce riverain aurait simplement souhaité que les talus (« collines ») soient plus végétalisés (« *mettre plus de plantes* »). Evidemment, la végétalisation des talus se fera de manière progressive au fil des années, selon le cycle de croissance des plantes.

✕ Le riverain n°2, qui connaissait déjà les mesures compensatoires : « *Je ne vois pas vraiment ce qu'elles ont de compensatoires ces mesures, comme vous les appelez. De toutes façons ce sont toujours les mêmes, à part enterrer la route et mettre des arbres, que voulez-vous faire d'autre ?* ».

Ce riverain soulève un point important : le manque d'originalité et la répétitivité des mesures compensatoires, dont nous discuterons ultérieurement. Il n'est donc, à l'évidence, pas entièrement satisfait des mesures existantes et ce pas tant pour ce qu'elles sont, mais plutôt par rapport à la manière dont elles ont été conçues.

✕ Le riverain n°3 : « [...] La route, elle ne me gêne pas. Je ne vois pas pourquoi vous voulez toujours mettre des fioritures autour. Une route c'est une route et ça, on ne peut pas le changer [...] ».

Les mesures compensatoires sont qualifiées de « fioritures » et donc, visiblement, inutiles du point de vue de ce riverain.

Ainsi, vingt-deux riverains n'ont exprimé aucune opinion négative à l'égard des mesures compensatoires d'ores et déjà existantes et ont affirmé en être satisfaits ou très satisfaits. Trois riverains ont exprimé un avis plus réservé, nous venons de le voir, sans pour autant les désapprouver entièrement. On peut donc dire que les riverains sont globalement satisfaits des mesures compensatoires qui ont été mises en place pour la déviation de la ZA de Richelieu-Champigny, et qu'ils le sont majoritairement pour le contournement de Sainte-Maure-de-Touraine. Ces résultats révèlent qu'il est à priori possible de compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier. Mais cette « compensation » est illusoire et ne saurait être satisfaisante car elle repose sur le manque de connaissance des riverains en matière de paysage.

C.1.3) Les mesures compensatoires que les riverains auraient souhaitées

La dernière étape consistait à demander aux riverains de parler des mesures compensatoires qu'ils auraient souhaitées, dans l'idéal. Les propositions spontanées et innovantes sont inexistantes. Ceci n'est guère étonnant puisque, nous l'avons vu, les riverains sont satisfaits des mesures compensatoires qui ont été mises en place. Quelques habitants proposent cependant de les corriger ou de les améliorer en accentuant la végétalisation des abords de la route ou des talus. Cette absence de propositions ne doit pas pour autant être comprise comme la résultante d'un contentement total des riverains. Elle est davantage liée au fait que :

- ✕ ils ne savent pas que proposer ;
- ✕ il n'existe pas, dans tous les cas, une infinité de mesures compensatoires paysagères.

Les quelques propositions faites aux riverains lors des entretiens (équipement semi-enterré ou totalement enterré, création d'espaces verts, choix des revêtements...) sont accueillies avec curiosité. Ils n'y avaient pas pensé par eux-mêmes mais semblent les apprécier. Ce résultat démontre bien la fragile « compensation » des mesures existantes : il semble que si elles avaient été d'une autre nature, les riverains en seraient tout autant satisfaits.

C.2) L'élaboration des mesures compensatoires

C.2.1) L'implication des riverains dans l'élaboration des mesures compensatoires

Les processus de participation et de concertation se sont déroulés comme suit :

✘ Déviations de Sainte-Maure : les deux variantes ont été présentées en mairie le 9 mars 1998 et une exposition s'est tenue du 10 au 20 mars. L'enquête publique s'est déroulée en parallèle, durant le mois de mars 1998.

✘ Désenclavement de la ZA de Richelieu-Champigny : la concertation publique a été menée entre les mois d'avril à mai 1998.

Seul un riverain, parmi les enquêtés, a participé au processus de concertation. Il s'agit d'un habitant de l'étude de cas de Sainte-Maure-de-Touraine qui s'était rendu à l'exposition tenue en mairie et s'était exprimé auprès du commissaire enquêteur. Il est à noter que ce riverain fait partie des trois qui avaient exprimé des réserves quant aux mesures compensatoires existantes. Ce résultat est difficilement interprétable parce qu'unique, mais il va dans le sens suivant : la concertation et la participation démocratisent la notion de paysage en rendant accessible une notion à priori complexe et « universitaire » (pour reprendre l'expression d'Henri Cuenot), le paysage. Quant aux vingt-quatre riverains restant, leur non-participation ne doit pas uniquement être imputée à un manque d'intérêt de leur part. D'une part, il faut prendre en considération le temps qui s'est écoulé entre cette recherche et le moment où les phases de concertation et de participation ont eu lieu. En effet, douze enquêtés, soit la moitié, n'habitaient pas encore là en 1998 (année des enquêtes publiques pour les deux études de cas) et trois venaient tout juste d'arriver. D'autre part, le rapport du commissaire enquêteur de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine fait état de nombreuses oppositions au projet de la part des habitants, ce qui laisse supposer d'une vive participation.

Aucun des arguments contre le projet ne fait pour autant référence au paysage. Il est difficile de retenir que les riverains n'ont pas participé aux phases de concertation. Ils n'ont pas pu, n'ont pas su et parfois même n'ont pas voulu participer en 1998 mais semblent néanmoins reconnaître la démarche comme nécessaire. En réalité, la réflexion des riverains est assez paradoxale. D'un côté, ils considèrent la participation comme inutile (puisque ne changeant pas la donne) et d'un autre côté, elle doit exister, elle est nécessaire. Ils ne veulent pas participer mais souhaitent en avoir la possibilité, si un jour l'envie ou le besoin leur en venait.

C.2.2) La personne compétente pour concevoir les mesures compensatoires selon les riverains

On vient de le voir, la nuance est subtile : les riverains ne veulent pas participer mais veulent pouvoir participer. Ils reconnaissent, soit directement ou soit par leur silence, la compétence des professionnels (aménageurs ou paysagistes). Les entretiens réalisés auprès des riverains légitiment l'intervention de spécialistes et la décision par le politique. Les habitants semblent conscients de leurs limites et de leur manque de connaissances en matière de paysage et font donc confiance aux aménageurs et paysagistes. Ce résultat est surprenant car, rappelons-le, les riverains se représentent le paysage comme étant « chez eux », si ce n'est pas « à eux ». Puisque le paysage leur appartient, on aurait légitimement pu s'attendre à ce qu'ils se considèrent compétents pour préjuger et décider de son devenir, or ce n'est pas le cas. Ce résultat doit être compris au regard de plusieurs éléments :

- ✗ D'une part, le paysage est considéré, pour les deux études de cas, comme banal par les riverains. Ces derniers se préoccupent donc peu de son devenir.

- ✗ D'autre part, huit riverains n'habitaient pas les lieux avant la construction des deux routes (2003). Le paysage actuel est donc celui qu'ils ont toujours connu, route comprise.

- ✗ Enfin, les questions relatives à l'élaboration des mesures compensatoires étaient posées en dernier lieu lors des entretiens. Or, il est très probable que les questions préalables sur le paysage aient fait prendre conscience aux riverains de leur faible niveau de connaissance dans le domaine. Un sentiment d'infériorité a pu naître, les amenant à reconnaître les professionnels comme plus compétents.

C.3) L'hypothèse est en apparence validée

La vérification de l'hypothèse générale de recherche offre des résultats mitigés. Elle est en apparence validée. Pour les deux études de cas en effet, les riverains sont satisfaits des mesures compensatoires existantes, tant dans leur nature que dans leur mode d'élaboration. Mais il est impossible d'occulter le fait que s'ils en sont satisfaits, cela tient au fait que :

- ✗ D'une part, la route ne dégrade pas le paysage, il n'est donc pas nécessaire de concevoir d'aménagements paysagers spécifiques. Les mesures compensatoires sont en quelque sorte un « bonus » à leurs yeux.

- ✗ D'autre part, les mesures compensatoires sont bien reçues car elles ont été définies par les professionnels de l'aménagement et du paysage.

L'hypothèse est validée mais sa formulation peut être discutée : « les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains du projet ». Gardons en effet à l'esprit, et ce sera l'objet d'une discussion dans la suite de ce rapport, que le terme « compensation » est équivoque. Y avait-il véritablement quelque chose à compenser dans les deux cas retenus ? Et quand bien-même ce serait le cas, y a-t-il compensation à partir du moment où les riverains sont satisfaits des mesures compensatoires ?

D'autre part, si l'hypothèse est vérifiée, le raisonnement qui avait abouti à sa formulation, lui, ne l'est pas. Il l'avait été jusqu'ici, la représentation des riverains étant effectivement commune, et qui plus est en lien avec leur pratique du paysage. En revanche, la représentation des riverains ne semble avoir aucune influence sur leurs ambitions et attentes en ce qui concerne le paysage, et plus particulièrement sur les mesures compensatoires et leur mode d'élaboration. Ce sont deux choses distinctes et parfois même contradictoires : le paysage est considéré par les riverains comme étant « chez eux » mais ils ne s'impliquent pas dans sa définition, reconnaissant les professionnels comme plus compétents. Michel Conan⁵³ compare, dans un foyer, le paysage aperçu depuis une fenêtre à un tableau qui serait accroché au mur. On aurait donc pu s'attendre à ce que les riverains s'impliquent dans le « choix » du paysage comme ils le feraient pour un tableau, puisqu'ils sont tous deux « chez lui ».

⁵³ Conan M., date inconnue. – *In* : Berque A. et al., 1994.

D) SYNTHESE ET DISCUSSION DES RESULTATS DE RECHERCHE

D.1) Des hypothèses aux résultats de recherche : synthèse

Le tableau présenté page suivante synthétise les principaux résultats. Sont récapitulées les hypothèses initiales de recherche et leur formulation finale qui correspond, in fine, aux résultats.

Hypothèse de recherche	De l'hypothèse au résultat : Principaux éléments des entretiens	Résultat de recherche
spécifique n°2	Les riverains ont la même pratique du paysage : ils l'habitent	Les riverains partagent une même pratique du paysage, ils l'habitent.
spécifique n°1	Les riverains ont la même représentation du paysage car ils en ont la même pratique	Les riverains ont en commun une même représentation du paysage, liée à la pratique habiter.
Général(e)	Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains du projet car ils en ont la même représentation.	Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains du projet.

D.2) Les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

Puisqu'elles le font au moins dans le cas des deux routes étudiées spécifiquement, la présente recherche vient de démontrer que les mesures prévues par les études d'impact peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier. La discussion qui suit va pourtant montrer que ce résultat n'est pas si simple, même pour les deux études de cas en question, et encore davantage en général : les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles **toujours** compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

D.2.1) Mesures compensatoires = Compensation ?

En ce qui concerne les deux études de cas, il convient en premier lieu de se demander s'il y avait effectivement quelque chose à compenser ? Cette question est plus complexe qu'il n'y paraît et fera donc l'objet d'une discussion plus générale dans la suite de ce mémoire. Occultons la pour le moment. Y a-t-il bien compensation pour les riverains à partir du moment où ils sont satisfaits des mesures compensatoires ? Le terme « mesures compensatoires » est-il un synonyme de « compensation » ? A partir de quel moment y a-t-il compensation ? La réponse la plus simple est la suivante : il y a compensation à partir du moment où le paysage postérieur (après construction de la route) est identique au paysage antérieur (avant construction). Mais la recherche de l'identique est impossible : la route transforme le paysage, c'est un fait. Il est donc plus juste de dire : il y a compensation à partir du moment où le paysage postérieur équivaut au paysage antérieur. Et c'est bien là où réside toute la difficulté, dans la recherche de l'équivalence. Un champ, une prairie ou une forêt dans le- ou laquelle passe une route enterrée, s'adaptant au relief du territoire et entourée d'arbre équivaut-il ou elle au champ, à la prairie ou à la forêt vierge ? Et encore une fois, pour qui cela est-il équivalent, pour quel champ, prairie ou forêt, pour quelle route et pour quel alignement d'arbres ?

Si l'on s'en tient strictement au paysage et à ses composantes objectives, je crois que la compensation est difficile à atteindre car elle n'est pas universelle, d'une part, et elle est difficilement palpable, d'autre part. Pour pouvoir affirmer qu'il y a bel et bien compensation, il faudrait alors mettre en place une sorte de grille de définition de la qualité paysagère d'un site.

Si l'on s'intéresse plutôt au spectateur ou à l'utilisateur du paysage, et c'est là l'objet de ce mémoire, alors il me semble que la recherche de la compensation est possible ou du moins essentielle. En effet, elle ne tient pas uniquement à la stricte équivalence de la qualité paysagère avant et après mais doit permettre de ne pas modifier les représentations. Aussi, si l'on peut parler de compensation dans les deux études de cas retenues, c'est parce que la représentation des riverains n'a pas été modifiée, ou plutôt parce que la route s'intègre dans cette représentation. Cette recherche tend à démontrer qu'il faut certes chercher à intégrer la route dans le paysage, mais qu'il faut aussi chercher à l'intégrer dans les représentations. En revanche, les résultats ont leurs limites : le rôle des mesures compensatoires dans cette intégration réussie est flou.

D.2.2) Quel résultat si les riverains étaient aptes à intégrer le débat ?

Les riverains ont un niveau de connaissance faible à propos du paysage en général, comme en particulier (celui des études de cas). Dans ces conditions, n'est-il pas trop facile pour le paysagiste ou l'aménageur d'élaborer des mesures compensatoires qui satisfassent les habitants ? Ces derniers ne semblent pas être aptes à intégrer le débat et pourtant, on l'a vu, ils ont montré un intérêt croissant pour le paysage au fil de l'entretien. Deux réponses sont alors possibles, j'ignore quelle est la meilleure.

D'un côté, il semble essentiel de démocratiser la notion de paysage, car c'est une condition essentielle pour que les mesures compensent pleinement, d'un point de vue paysager, la construction de la route. La participation et la concertation ne seront des outils démocratiques que lorsque les habitants pourront pleinement y participer, en toute connaissance de cause.

D'un autre côté, les riverains reconnaissent, peut-être à juste raison, que les professionnels sont les plus compétents pour élaborer les mesures compensatoires paysagères. Peut-être doit on alors se résigner à ce que les phases de participation et de concertation, sur ce thème, ne soient qu'illusion. Peut-être le paysage est-il, et doit rester, une notion de spécialistes.

D.2.3) Quel résultat si le débat était apte à intégrer les riverains ?

Les informations possédées par les riverains à propos du paysage sont limitées, on vient de le voir. Mais les informations transmises aux riverains à propos du paysage le sont tout autant, nous allons le voir. Le document à travers lequel les riverains sont censés être informés est très superficiel. Le résumé non technique de l'étude d'impact est un document rédigé de manière à être accessible au plus grand nombre et est donc probablement le document le plus lu par les riverains, dans la limite où ils le lisent, bien sûr. Dans ce document on peut lire, pour l'étude d'impact de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine par exemple : « *Il s'agira de réfléchir tout particulièrement à la conception et au modelage des talus de déblai et de remblai* »⁵⁴. Cette phrase est la seule qui concerne les mesures compensatoires paysagères. Que signifie « *réfléchir tout particulièrement* » ? Est-il seulement possible d'écrire une phrase encore plus vide de sens que celle-ci ?

Pour trouver des précisions, il faut dépasser le résumé non technique et en référer à l'étude d'impact elle-même. Voici ce qu'on peut alors y lire : « *Des plantations aux abords de la route pourront être créées, en utilisant des espèces locales* »⁵⁵. Seront-elles effectivement créées ? De quelles espèces locales parle-t-on ? Quel espacement ? Quel délai ?... Puisqu'il ne s'agit plus du résumé non technique, des précisions sont apportées sur les mesures compensatoires : « *Le projet sera accompagné de mesures compensatoires paysagères dont les objectifs seront de limiter l'effet de coupure du projet, de conforter le rôle majeur et structurant de l'axe routier et de valoriser les lignes de force du paysage. Les mesures paysagères envisagées permettront d'intégrer l'axe routier dans le paysage support tout en répondant aux exigences de sécurité, d'entretien et de maintenance du maître d'ouvrage* »⁵⁵. Qui ne serait pas d'accord avec ces « précisions » ?

Ces quelques citations ne sont pas des cas uniques. On trouve des documents similaires et donc aussi peu précis ailleurs, qu'il s'agisse de l'étude d'impact du désenclavement de la ZA de Richelieu-Champigny⁵⁶, mais aussi du contournement de l'agglomération lochoise⁵⁷ ou encore de l'aménagement de la RD58. Pour obtenir de vraies précisions, il faut consulter les études de détail, qui ne sont pas mises à disposition des riverains et qu'il est, en connaissance de cause, difficile d'obtenir.

⁵⁴ Ouest Infra Tours, octobre 1999 (modifié en mai 2000). – p. 22.

⁵⁵ Ouest Infra Tours, octobre 1999 (modifié en mai 2000). – p. 45.

⁵⁶ La Technologie Routière, octobre 1998.

⁵⁷ SCE Ingénieurs Conseils, octobre 1990.

D.2.4) Quel résultat si le paysage en question intéressait les riverains ?

La question est simple : y avait-il, pour les études de cas retenues, quelque chose à compenser pour les riverains ? En effet, les riverains semblent peu préoccupés par le paysage et son devenir. Pour eux, le paysage est banal et ne mérite guère qu'on y prête trop forte attention. Les résultats auraient-ils été identiques si le paysage en question avait été perçu comme « remarquable » ou « beau » ? Probablement pas, mais cela ne doit pas pour autant entraîner une complète remise en question du choix des études de cas. En effet, la limite entre le beau et le banal est difficile à déterminer et ce n'est pas là le sujet de cette recherche. Certes, il aurait été possible de retenir des études de cas au paysage reconnu unanimement comme « remarquable » mais cela aurait-il été souhaitable ? La force de cette recherche n'est-elle pas, justement, de s'intéresser aux paysages quotidiens et ordinaires ? Ce sont en effet les plus répandus et par conséquent les paysages concernés par le plus grand nombre d'aménagements, mais ce sont aussi les moins étudiés et donc les moins connus. D'autant que la loi « paysages » de 1993 s'intéresse désormais au « tout » paysage... Les mesures compensatoires n'ont-elles pas été pensées, à la base, pour tous ces paysages remarquables tant étudiés ? Et finalement, faut-il compenser partout ? Nous en discuterons dans la dernière partie de ce mémoire.

D.2.5) Quel résultat si l'atteinte au paysage (la route) avait été différente ?

Les routes ne représentent qu'une infime partie des aménagements soumis à étude d'impact. Et parmi celles-ci, les routes départementales étudiées dans ce mémoire sont probablement celles qui ont le moins d'incidence sur le paysage, ne serait-ce que comparativement aux autoroutes.

Revenons donc un peu sur les termes utilisés dans ce mémoire pour qualifier l'impact de la route sur le paysage. Il s'agit bien d'une « transformation », c'est un fait indiscutable : la route transforme le paysage. Ce terme n'est pas connoté négativement. Ainsi, le mot « dégradation », par exemple, n'a jamais été employé parce que, justement, rien ne dit que la route dégrade le paysage. Et cela n'est en effet pas le cas : pour les riverains, la route transforme le paysage, certes, et ils le reconnaissent, mais elle ne le dégrade pas. Et cela nous ramène encore à la question : y avait-il quelque chose à compenser ?

Cette fois, elle ne se pose pas en terme de paysage mais au niveau de l'impact sur celui-ci : fallait-il compenser cet impact, cette route ? Là encore, la réponse est délicate car paysage et nature de l'impact sont extrêmement liés. L'impact d'une même route (celles des études de cas) dans un paysage plus « beau » devrait être compensé. Et dans les paysages en question (ceux des études de cas), une compensation s'avérerait nécessaire à partir du moment où l'ouvrage dégrade le paysage et ne se contente plus de le transformer (en étant plus imposant par exemple). On pourrait même compliquer un peu les choses en imaginant un ouvrage qui ne transforme ni ne dégrade le paysage mais l'améliore. Le viaduc de Millau, par exemple, est perçu par beaucoup comme une œuvre d'art. Faut-il là aussi compenser ? La compensation dépend donc de la nature de l'atteinte au paysage et du paysage lui-même. Difficile dans ces conditions d'établir des règles pour l'aménageur, et encore plus si l'on considère que les limites entre amélioration, transformation et dégradation sont personnelles, tout comme la limite du beau et du banal pour le paysage. Face à un tel degré de complexité, n'est-il pas légitime que le paysagiste œuvre en suivant ses propres limites et ses propres repères ?

Cette recherche a montré que, en ce qui concerne les études de cas retenues, les riverains étaient satisfaits des mesures compensatoires en place. Mais au vu de la discussion qui précède, il est difficile de dire s'il s'agit bel et bien de compensation. De la même manière, il faut accepter ce résultat comme éminemment limité car il n'est pas question de le généraliser aux autres riverains, routes, paysages et mesures compensatoires.

E) DISCUSSION GENERALE : PEUT-ON COMPENSER LA TRANSFORMATION D'UN PAYSAGE ?

La discussion proposée à présent ne se limite plus aux riverains, aux routes et aux mesures compensatoires. Il s'agit de voir ce que cette recherche peut apporter à un thème de réflexion plus général: peut-on compenser la transformation d'un paysage ?

E.1) Faut-il compenser pour tout le monde ?

Compenser peut être très coûteux. C'est une obligation législative certes, mais cela passe, pour être véritablement efficace, par l'affirmation d'une réelle volonté politique. Ainsi, lorsqu'on compense, on compense pour quelqu'un. Et les riverains de l'aménagement, quel qu'il soit, sont loin d'être les seuls que la compensation concerne : associations de protection de l'environnement, écologistes, promeneurs, habitants en général qu'ils soient proches de l'aménagement ou non, futurs utilisateurs... Donc, même quand la compensation ne semble pas être une nécessité absolue pour les riverains, il convient de se demander pour qui elle doit être mise en œuvre. C'est là une des limites de la méthode de cette recherche : elle ne s'intéresse qu'à un seul groupe d'utilisateurs et ignore donc les autres points de vue. Ainsi, qui doit-être associé à l'élaboration des mesures compensatoires ? Si tous les groupes sociaux précédemment cités jugent la compensation nécessaire, il est alors probable que naisse un désaccord. Est-il alors possible de satisfaire tous les paysages et toutes les représentations ? L'aménageur ou le paysagiste ne doit-il pas finalement compenser son paysage ?

E.2) Faut-il compenser partout ?

Appuyons-nous dans un premier temps sur les études de cas retenues. Le paysage en question ne semble pas intéresser les riverains, on l'a vu, mais il ne semble pas intéresser davantage les spécialistes. Pour la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine, on peut lire dans le paragraphe « synthèse des contraintes » de l'étude d'impact : « *Pour ce qui est du paysage, il n'y a pas de contraintes particulières à retenir. Depuis ces points hauts, la zone d'étude offre des points de vue remarquables sur le bourg qu'il conviendra de valoriser (mise en place d'une table d'orientation par exemple). Le projet devra s'intégrer du mieux que possible dans l'environnement grâce à des aménagements adaptés* »⁵⁸.

⁵⁸ Ouest Infra Tours, octobre 1999 (modifié en mai 2000). – p. 65.

Au-delà de la superficialité de ce discours, déjà évoquée, ce qui est frappant c'est le manque d'intérêt que représente le paysage, presque devenu « *contrainte* ». Il fait l'objet d'un paragraphe car cela est une obligation. Pour le désenclavement de la zone d'activités de Richelieu-Champigny, la question du paysage est traitée en 13 lignes dans le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, sur un total de 120 pages. Faut-il, face à un paysage qui semble présenter si peu d'intérêt pour les riverains comme pour les spécialistes, compenser tout de même ?

En poussant encore à l'extrême, faudrait-il également compenser un paysage perçu comme « laid » et non plus comme « banal » ? Là encore, la réponse est délicate car la limite entre « laid » et « banal » n'est pas plus précise que celle existante entre « banal » et « beau ».

Finalement, faut-il compenser tous les paysages ? D'un point de vue personnel, la réponse est oui, qu'il soit « laid », « banal » ou « remarquable » car s'il y a bien là quelqu'un qui ne peut parler ni s'exprimer, c'est l'environnement lui-même et plus précisément en ce qui nous concerne, une de ses composantes : le paysage. Les mesures compensatoires paysagères s'intègrent d'ailleurs, à juste titre, dans un terme plus générique : celui de « mesures environnementales ». Aussi, il apparaît nécessaire, même lorsque tous les acteurs pouvant s'exprimer jugent la compensation comme superficielle ou inutile de la mettre tout de même en œuvre car on ignore ce que l'environnement, lui, aurait à dire. Les mesures compensatoires sont alors des mesures préventives qui, dans tous les cas, ne feront qu'améliorer la qualité du site.

E.3) Faut-il tout compenser ?

Faut-il compenser toutes les atteintes au paysage, c'est-à-dire toutes les routes et plus généralement tous les aménagements ? Cette question est intéressante mais il semble que, en définissant les projets soumis ou non à étude d'impact, le législateur y ait déjà répondu. La suite consiste à mettre en relation nature de l'impact et paysage : faut-il compenser tel aménagement dans tel paysage ?

E.4) Peut-on et comment peut-on compenser ?

Cette recherche s'est intéressée spécifiquement aux mesures prévues par les études d'impact comme outil permettant de compenser la transformation d'un paysage. Mais est-ce le seul outil et est-il le plus adapté ?

On pourrait imaginer quantité d'outils pour compenser l'impact paysager d'un aménagement mais, qu'ils s'appellent « mesures compensatoires » ou autres, il s'agira toujours de plantations d'arbres, de talus, de revêtement de sol, de murs végétaux... Ce qui pourrait les différencier, en revanche, c'est la façon dont ils sont définis et élaborés. En effet, la manière dont ces mesures sont élaborées semble tout aussi importante que leur nature.

Les mesures compensatoires paysagères souffrent cruellement d'un manque d'inventivité de la part des bureaux d'études qui privilégient trop souvent l'efficacité et le « copier-coller ». Le dossier d'étude d'impact du contournement de Sainte-Maure-de-Touraine contient, à la fin, une partie intitulée « analyse des méthodes d'évaluation », partie qui consiste à décrire les moyens mis en œuvre pour réaliser l'étude. Sur quatre pages, voilà ce qu'on peut y lire concernant le paysage, en tout et pour tout : « *Des investigations sur le terrain permettant de récupérer la structure du parcellaire, l'utilisation des sols, l'évaluation et l'appréciation du paysage* »⁵⁹. Finalement, le degré d'importance accordé au paysage dans de tels projets laisse-t-il réellement la place à une véritable compensation ?

⁵⁹ Ouest Infra Tours, octobre 1999 (modifié en mai 2000). – p. 89.

Conclusion

La question générale de recherche, qui se pose au regard d'un contexte législatif de plus en plus stricte en ce qui concerne la prise en compte de la dimension paysagère en aménagement, est la suivante : les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ? Face à l'impossibilité de formuler spontanément une réponse provisoire à cette question, il s'est avéré nécessaire de puiser dans la théorie relative au paysage. Celle-ci nous apprend alors, notamment au travers des écrits de Roger Brunet et Michel Conan, que la réaction d'un individu face à la transformation d'un paysage est difficile à mesurer car elle est symbolique : elle dépend de la représentation que celui-ci se fait du paysage. Le raisonnement théorique est donc simple : si les riverains ont une même représentation du paysage alors il est probable qu'ils adoptent une même réaction face à la transformation de celui-ci, c'est à dire face à la construction de la route, ce qui englobe l'élaboration des mesures compensatoires. La question spécifique de recherche est la suivante : Les riverains ont-ils la même représentation du paysage ? Dans l'affirmative, l'hypothèse générale de recherche est donc formulable et constitue une réponse positive à la question générale. Mais il faut encore ajouter un degré de complexité au raisonnement théorique car il est, à ce stade de la réflexion, impossible de savoir si, oui ou non, les riverains ont une même représentation du paysage. La théorie relative aux représentations sociale nous apprend, et c'est l'opinion de Bouvois et Joule (reprise plus tard par Moscovici), que, dans le cas où les acteurs sont engagés dans des pratiques qui résultent de l'environnement physique, alors les pratiques déterminent les représentations. Se pose ainsi une deuxième question spécifique de recherche : les riverains ont-ils la même pratique du paysage ? Cette fois, une hypothèse est formulable : les riverains ont une même pratique du paysage puisque, par définition, ils l'habitent. Cette réponse provisoire conditionne la formulation des deux hypothèses précédentes manquantes : d'une part, les riverains ont la même représentation du paysage car ils en ont la même pratique (hypothèse spécifique n°1) et, d'autre part, les mesures compensatoires peuvent satisfaire l'ensemble des riverains d'un projet routier car ils ont la même représentation du paysage (hypothèse générale).

La vérification de l'hypothèse générale seule suffisait pour répondre à la question principale de recherche. Mais, afin de vérifier également le raisonnement théorique, il s'est avéré nécessaire de concevoir une méthodologie permettant de soumettre les trois hypothèses à une vérification pragmatique. S'agissant d'un sujet éminemment sensible, le choix s'est tourné vers la réalisation d'entretiens auprès de riverains. Le discours libre apparaît en effet être la forme la plus adaptée pour produire des résultats relatifs au champ des représentations, de la perception et du ressenti. Deux études de cas ont ainsi été retenues, toutes deux en Indre-et-Loire : la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine et le désenclavement de la Zone d'Activités Richelieu-Champigny. Pour ces deux routes, construites en 2003, vingt-cinq riverains, au total, ont été interviewés. Les entretiens ont été retranscrits par écrit afin de procéder à une analyse de contenu. Celle-ci constitue une étape essentielle car elle permet de transformer, le cas échéant, les hypothèses en résultats.

La vérification des hypothèses doit se faire dans l'ordre inverse du raisonnement théorique qui a permis de les élaborer, justement afin de s'assurer que celui-ci est correct.

La seconde hypothèse de recherche est assez aisément vérifiée, à condition tout de même de la reformuler. Le résultat est le suivant : les riverains partagent une (et non plus la) même pratique du paysage : ils l'habitent. Est en effet apparue une seconde pratique pour deux riverains qui se trouvent être également agriculteurs-exploitants. Ces derniers ne se contentent pas d'habiter le paysage, ils y travaillent aussi. Cette seconde pratique, « travailler », n'annule pas la pratique « habiter », mais vient s'y ajouter. C'est pourquoi on peut dire que les riverains ont bel et bien une pratique en commun. Il convient d'apporter une nuance à ce résultat : à trop parler de pratique de paysage, le risque est grand de ne plus réellement parler de paysage mais plutôt de pays, d'espace ou de territoire.

La première hypothèse de recherche est également vérifiée, tout comme le raisonnement qui a conduit à sa formulation. Elle doit, elle aussi, être reformulée en raison du résultat précédent. On obtient donc le résultat final suivant : les riverains ont une (et non plus la) même représentation du paysage, qui est en lien avec la pratique « habiter ». Cette représentation commune transforme le paysage, dans l'imaginaire des riverains, en un élément à part entière de leur lieu d'habitation. Le paysage, ne serait-ce que parce qu'ils l'aperçoivent depuis leurs fenêtres, est considéré par les riverains comme étant « chez eux ».

Cela va même au-delà : puisque les enfants jouent dehors, puisque les riverains s'y promènent..., le paysage est à leurs yeux un élément faisant partie intégrante de leur cadre de vie, une sorte d'extension de leur jardin. Si ces exemples relèvent davantage du pays que du paysage, il n'empêche que, lorsque les riverains regardent le pays (qui est alors paysage), celui-ci reste dans leur imaginaire le lieu où, justement, ils se sont promenés et où leurs enfants ont joué...

La construction de la route ne transforme pas cette représentation. En tant qu'élément à part entière du paysage, elle s'intègre à la représentation et devient même, pour bon nombre de riverains, une sorte de limite, de barrière à cet espace qu'ils pratiquent. Il semble que si, pour la majorité d'entre eux, les riverains se disent favorables à la construction de la route c'est justement parce que celle-ci s'intègre dans leur représentation du paysage, avant même de savoir si elle s'intègre dans le paysage.

Pour les deux agriculteurs-riverains, une nouvelle représentation apparaît, logiquement en lien avec le fait qu'ils travaillent dans le paysage. Cette représentation, tout comme les pratiques, ne remplace pas la précédente mais vient s'y ajouter. Les agriculteurs se représentent le paysage comme la face visible de leur travail. Ils font le paysage, ce qui est particulièrement vrai pour les deux études de cas retenues, situées dans des espaces essentiellement agricoles. Ainsi, en plus d'être « chez eux », le paysage est aussi « à eux ».

Cette recherche démontre donc que, à deux pratiques distinctes sont associées deux représentations distinctes. Mais pour autant, peut-on corroborer la théorie de Beauvois et Joule en affirmant que la pratique d'un paysage détermine sa représentation ? Difficile de répondre dans les limites de cette recherche : il faudrait pour cela s'assurer que ces deux représentations, que l'on peut nommer maladroitement « chez moi » et « à moi », sont uniquement liées, respectivement, aux pratiques « habiter » et « travailler ». Cela sous-entend la connaissance des représentations des autres groupes sociaux qui utilisent le paysage.

La vérification de l'hypothèse générale s'avère plus délicate. Ce qui est certain c'est que le raisonnement qui a conduit à sa formulation n'est pas validé : l'opinion des riverains sur les mesures compensatoires n'est pas en rapport avec leur représentation du paysage. L'hypothèse, quant à elle, est en apparence vérifiée : dans la mesure où les riverains se disent satisfaits des mesures compensatoires existantes, on peut dire que celles-ci peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier. Ils en sont satisfaits tant par leur nature et que par leur mode d'élaboration.

« En apparence » car la formulation est douteuse. Pour être strictement exact, retenons plutôt le résultat suivant : Il est possible d'élaborer des mesures compensatoires paysagères qui satisfassent l'ensemble des riverains d'un projet routier. Le terme « compensation » est en effet plus équivoque : y a-t-il véritablement compensation à partir du moment où les riverains sont satisfaits des mesures compensatoires ? Je l'ignore, mais ce qui est certain c'est que, pour que la recherche soit utile à la pratique de l'aménagement, il faudra pour le moment se contenter de cela car les mesures compensatoires sont le seul outil dont les aménageurs disposent.

D'autre part, ce résultat repose sur des bases peu solides, ce qui constitue à la fois la force et la faiblesse de la recherche.

Premièrement, l'intérêt que portent les riverains au paysage est bien mince. Celui-ci est décrit comme « *banal* », « *quotidien* », « *ordinaire* »... On peut alors se demander s'il y avait véritablement, à leurs yeux, quelque chose à compenser ? Il est toutefois important de s'intéresser, enfin, à ces paysages dits « banals » car le législateur, particulièrement depuis la loi « paysages », impose leur prise en compte dans la pratique de l'aménagement.

Deuxièmement, les riverains ont un niveau de connaissance globalement faible à propos du paysage. Dans ces conditions, n'est-il pas trop facile d'élaborer des mesures compensatoires paysagères qui satisfassent les riverains ? Sont-ils vraiment aptes à intégrer le débat et le débat cherche-t-il réellement à intégrer les riverains ? En pratique, deux solutions. La première tend vers la démocratisation de la notion de paysage. La seconde, qui sera sans doute davantage soumise à controverse, consiste à reconnaître le paysage comme une notion de spécialistes et à laisser les paysagistes libres d'élaborer les mesures compensatoires paysagères, au même titre que les ingénieurs du bruit, les écologues... Seraient alors remis en question les principes de concertation et de participation.

Enfin, ces résultats sont difficilement généralisables car chaque paysage, chaque atteinte au paysage, chaque riverain, chaque mesure compensatoire, chaque réunion de concertation... est unique. On ne peut donc pas affirmer que les mesures compensatoires paysagères peuvent toujours satisfaire les riverains, mais simplement se contenter de dire qu'elles le peuvent.

Et finalement, peut-on compenser la transformation d'un paysage ? Difficile, si ce n'est impossible de répondre à cette question. En tout cas, difficile de généraliser la réponse car elle dépend éminemment de celui pour qui l'on compense, de l'aménagement que l'on compense et du paysage dans lequel on compense. Aussi, peut-être faudrait-il à présent dépasser cette question et le sens du mot « compenser », en se demandant plutôt comment compenser ? Cette recherche offre des premières pistes de réflexion : Intégrer le projet dans les représentations semble tout aussi important que de l'intégrer strictement dans le paysage « physique ». Finalement, la manière dont sont conçues les mesures compensatoires importe autant que leur nature.

Bibliographie thématique

■ Paysage

Ouvrages :

- ✕ Barnier M., 1991. – Le défi écologique : chacun pour tous. – Ed : Hachette, collection Pluriel. – p. 156-178.
- ✕ Berque A. et al., 1994. – Cinq propositions pour une théorie du paysage. – Ed : Champ Vallon, Paris. – 128 p.
- ✕ Bossé P-Y., septembre 2002. – Perception du paysage et aménagement, en milieu périurbain : Vers une protection des espaces agricoles ? Les cas de Montréal et Rennes. – Mémoire de recherche de troisième année de Magistère, Centre d'Etudes Supérieures en Aménagement, Tours – p. 9-43.
- ✕ Brunet R. et al., avril 1998. – Les mots de la géographie : dictionnaire critique. – Ed : Reclus, la Documentation Française, collection Dynamiques du territoire, Paris. – p. 195, 373-376.
- ✕ Cadieu P. et al., avril 1995. – La loi « Paysages ». – Ed : Dossier d'experts, la lettre du cadre territorial, Voiron – 145 p.
- ✕ Cauquelin A., 1989. – L'invention du paysage. – Ed : Plon, Paris. – 181 p.
- ✕ Châteaureynaud P., avril 2003. – Dictionnaire de l'urbanisme : 800 mots, actes et procédures. – Ed : Le Moniteur, Paris. – p. 588-590.
- ✕ Choay F., Merlin P., mai 2003. – Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. – Ed : Presses Universitaires de France, Paris. – p. 582-585.
- ✕ Corbin A., septembre 2001. – L'homme dans le paysage. - Entretien avec Jean Lebrun – Ed : Textuel, Paris. – 190 p.
- ✕ De Ravignan F., Lizet B., 1987. – Comprendre un paysage : guide pratique de recherche. – Ed : INRA, collection Ecologie en aménagement rural, Paris. – 150 p.
- ✕ Donadieu P., mars 2002. – La Société Paysagiste. – Ed : Actes Sud, école nationale supérieure du paysage, Lourai – 150 p.
- ✕ Fortin M-J., 2001. – Le paysage comme lieu d'expression de l'identité rurale : le cas de la communauté du Petit-Saguenay. – Mémoire de maîtrise en études régionales, Université du Québec à Chicoutimi. – Ed : Groupe de recherche et d'intervention régionales, Chicoutimi. – 150 p.
- ✕ Kessler M., septembre 1999. – Le paysage et son ombre. – Ed : Presses Universitaires de France, Paris. – 85 p.

✕ Lévy J., Lussault M. (sous la direction de), 2003. – Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. – Ed : Berlin, Paris. – p. 697-701.

✕ Roger A. (sous la direction de), octobre 1995. – La théorie du paysage en France (1974-1994). – Ed : Champ Vallon, Seyssel. – 464 p.

Article :

✕ Marchand D. (sous la direction de), 1993. – Le projet de paysage au Québec. – Article paru dans la revue « Trames », n°9. – Ed : Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, Montréal. – p. 45-52.

Loi :

✕ Loi n° 93-24 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques, 8 janvier 1993. – Parue au Journal Officiel du 9 janvier 1993. – Disponible sur Internet :.

■ **Pratiques et représentations sociales**

Ouvrages :

✕ Abric J-C., avril 2001. – Pratiques sociales et représentations. – Ed : Presses universitaires de France, Collection Psychologie sociale, Paris. – 252 p.

✕ Abric J-C. (sous la direction de), 2003. – Méthodes d'étude des représentations sociales. – Ed : Erès, Ramonville. – 295 p.

✕ Bonardi C., Roussiau N., octobre 1999. – Les représentations sociales. – Ed : Dunod, collection Les Tops, Paris. – 124 p.

✕ Cohen-Scali V., Moliner P., Rateau P., 2002. – Les représentations sociales : pratiques des études de terrain. – Ed : Presses Universitaires de Rennes, collection Didact psychologie sociale, Rennes. – p. 25-39, 56-75.

✕ Jodelet D., 1989. – Représentations sociales : un domaine en expansion. – Ed : Presses Universitaires de France, Paris. – p. 21-59.

✕ Lebrun M. (sous la direction de), 2001. – Les représentations sociales : des méthodes de recherche aux problèmes de société. – Ed : Outremont, collection Théories et Pratiques, Québec. – 304 p.

✕ Moscovici S., 1976. – La psychanalyse, son image et son public. – Ed : Presses Universitaires de France, Paris – p 45-56.

✕ Robic M-C. (sous la direction de), 1992. – Du milieu à l'environnement : Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance. – Ed : Economica, Paris. – 254 p.

✕ Rouquette M-L., Rateau P., octobre 1998. – Introduction à l'étude des représentations sociales. – Ed : Presses Universitaires de Grenoble, collection La psychologie en plus, Grenoble. – 156 p.

■ ***Routes, mesures compensatoires et études d'impact***

✕ Association Française des Ingénieurs Ecologues, février 1996. – Les mesures compensatoires dans les infrastructures linéaires de transport. – Ed : AFIG, Paris. – 141 p.

✕ Boudvin C., septembre 1999. – Déviations de Sainte-Maure-de-Touraine : Plantations. – 39 p.

✕ DAU/STU, 1993. – Infrastructures routières et aménagement de l'espace : éléments de méthodologie pour une meilleure coordination. – Ed : DAU Ville et Territoire, Paris. – 76p.

✕ La Technologie Routière, octobre 1998. – Désenclavement de la zone d'activités Richelieu-Champigny : Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'utilité publique. – 104p.

✕ Ministère de l'équipement, et de l'aménagement du territoire – Direction des routes et de la circulation routière, janvier 1978. – Etude d'impact des projets routiers : instruction provisoire. – 22 p.

✕ Ministère de l'environnement et du cadre de vie, ministère des transports, avril 1991. – Etudes d'environnement et d'impact. – 32 p.

✕ Ministère de l'équipement, des transports et du tourisme, septembre 1994. – Guide pratique : routes et environnement. – 23 p.

✕ Ouest Infra Tours, octobre 1999 (modifié en mai 2000). – Aménagement de la déviation de la RD760 à Sainte-Maure-de-touraine : Dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. – 92 p.

✕ SCE Ingénieurs Conseils, octobre 1990. – RD760 Déviation de l'agglomération lochoise : Etude d'impact, document provisoire. – 59 p.

✕ SETRA CERTU, août 1996. – Guide méthodologique : le dossier d'étude d'impact. – 19 p.

■ **Méthodologie**

✕ Beaud M., janvier 2003. – L'art de la thèse : comment préparer et rédiger une thèse de doctorat, un mémoire de DEA ou de maîtrise ou tout autre travail universitaire. – Ed : La Découverte, collection guides repères, Paris. – 197 p.

✕ Blanchet A., 1990. – L'entretien dans les sciences sociales : l'écoute, la parole et le sens. – Ed : Dunod, collection Sciences humaines, Paris. – p. 86-102.

✕ Blanchet A., Gotman A., 2006. – L'enquête et ses méthodes : l'entretien. – Ed : Armand Colin, Collection 128, Paris. – 127 p.

✕ L'Ecuyer R., mai 2003. – L'analyse de contenu : notion et étapes. – In : Deslauriers J-P. (sous la direction de), Les méthodes de la recherche qualitative. – Ed : Presses Universitaires du Québec, Sherbrooke. – p. 50-65.

✕ Quivy R., Van Campenhoudt L., 1995. – Manuel de recherche en sciences sociales. – Ed : Dunod, collection Psycho Sup, Paris. – 287 p.

Table des matières

Remerciements

Sommaire

Introduction.....1

1^{ère} partie : Cadre contextuel et conceptuel.....3

A) Le sujet de la recherche.....4

A.1) La question générale de recherche : Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?.....4

A.1.1) Pourquoi une telle question ?.....4

a) L'histoire du paysage.....4

■ *Le paysage n'existe pas partout, pour tout le monde et à toutes les époques.....4*

■ *Aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, le paysage est un tableau.....5*

■ *Au XVIII^{ème} siècle, le paysage est un outil stratégique.....5*

■ *Le XIX^{ème} siècle est un tournant majeur, une nouvelle sensibilité aux paysages apparaît.....5*

b) Une demande sociale en paysage.....6

■ *Une demande de tous les français, et donc des riverains.....6*

■ *Une demande pour tous les paysages, et donc même les plus banals.....7*

c) entraînant progressivement sa prise en compte dans les projets d'aménagement...8

■ *D'abord une prise en compte du patrimoine bâti... 8*

■ *... puis une protection des sites exceptionnels.....8*

■ *... qui tend aujourd'hui vers une politique du paysage ordinaire.....8*

d) Le paysage est une notion personnelle, subjective.....10

e) Pourtant, des mesures compensatoires sont prévues dans les études d'impact.....11

A.1.2) Définition des termes généraux de recherche.....12

a) Paysage.....12

b) Etude d'impact.....14

c) Mesures compensatoires.....15

d) Projet routier.....17

e) Riverain.....17

A.1.3) L'impossibilité de formuler une hypothèse générale de recherche.....18

A.2) La première question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils une même représentation du paysage ?.....18

A.2.1) Pourquoi une telle question ?18

a) L'atteinte portée par un aménagement sur le paysage est difficile à mesurer car elle est symbolique.....18

b) Ainsi, la représentation du paysage conditionne la réaction face à un aménagement19

A.2.2) Définition des termes spécifiques de recherche (1/2).....	20
a) Représentation / Perception.....	20
b) Représentation sociale.....	21
A.2.3) L'impossibilité de formuler une première hypothèse spécifique de recherche	21
A.3) La seconde question spécifique de recherche : Les riverains ont-ils la même pratique du paysage ?.....	22
A.3.1) Pourquoi une telle question ?.....	22
A.3.2) Définition des termes spécifiques de recherche (2/2).....	23
a) Pratique d'un paysage.....	23
b) Groupe social d'utilisateurs du paysage.....	23
A.3.3) La seconde hypothèse spécifique de recherche : Les riverains ont la même pratique du paysage, ils l'habitent.....	24
A.4) Le bilan de la recherche : Raisonnement théorique, questions et hypothèses correspondantes.....	24
B) La méthodologie de recherche.....	26
B.1) La production de données : procéder par études de cas.....	26
B.1.1) Le choix méthodologique : des entretiens auprès des riverains.....	26
a) la source principale de production de données : les entretiens auprès des riverains	26
■ La théorie de l'analyse des représentations sociales.....	26
■ Le choix de procéder par entretien.....	28
b) Les sources secondaires de production de données.....	30
■ Les entretiens avec les professionnels.....	30
■ La littérature grise.....	30
■ Une étude de cas au Québec.....	31
B.1.2) Les études de cas retenues.....	31
a) Les limites du sujet et de l'objet d'étude.....	31
■ Le sujet de l'étude : les riverains.....	31
■ L'objet de l'étude : le paysage.....	32
b) Le choix des études de cas.....	32
■ Les critères de sélection.....	32
■ Le nombre d'études de cas retenues.....	33
■ Discussion autour des critères de sélection.....	33
c) Localisation des études de cas retenues.....	34
d) Etude de cas n°1 : Déviation de Sainte-Maure-de-Touraine.....	35
■ Le projet.....	36
■ Le tracé.....	36
■ Le paysage.....	37
■ Les mesures compensatoires.....	38
■ Les riverains.....	40

e) Etude de cas n°2 : Désenclavement de la Zone d'Activités Richelieu-Champigny...	41
■ Le projet.....	41
■ Le tracé.....	42
■ Le paysage.....	43
■ Les mesures compensatoires.....	44
■ Les riverains.....	46
B.1.3) L'outil méthodologique : la grille d'entretien.....	46
a) Les entretiens exploratoires.....	46
b) La traduction des questions de recherche en questions pour le riverain.....	47
B.1.4) Réalisation des entretiens.....	49
a) Prise de contact.....	49
b) Déroulement de l'entretien.....	50
c) Considérations éthiques de la recherche.....	50
d) Difficultés rencontrées pour mener les entretiens.....	50
B.1.5) Fiabilité et représentativité des résultats.....	51
B.2) L'analyse des résultats.....	52
B.2.1) Le choix méthodologique : l'analyse de contenu.....	52
a) Différencier analyse de contenu et analyse de discours.....	53
b) L'analyse de contenu : présentation générale.....	53
c) Les étapes de l'analyse de contenu.....	54
d) La théorie des représentations sociales appliquée à l'analyse de contenu	54
B.2.2) La grille d'analyse comme source de production de résultats.....	55
2ème partie : Résultats, analyse des résultats et discussion.....	56
A) Vérification de l'hypothèse spécifique 2 : Les riverains ont la même pratique du paysage, ils l'habitent.....	57
A.1) Les pratiques du paysage des riverains.....	57
A.1.1) Deux types de discours autour de la pratique « habiter ».....	57
a) Habiter n'est pas une pratique du paysage.....	57
b) habiter le paysage sous-tend la pratique d'activités de détente et de loisirs.....	58
A.1.2) Une nouvelle pratique apparaît : « travailler ».....	58
A.2) L'hypothèse est validée mais elle doit être reformulée.....	59
A.3) Discussions.....	59
A.3.1) Les riverains constituent-ils un groupe social d'utilisateurs du paysage ?.....	59
a) L'absence de conscience de groupe ou la non-conscience de groupe dans le contenu des discours.....	60
b) La possible expression d'une conscience de groupe dans l'énoncé du discours.....	60
A.3.2) Pratique de paysage ou pratique de pays ?.....	61

B) Vérification de l'hypothèse spécifique 1 : Les riverains ont la même représentation du paysage car ils en ont la même pratique.....	62
B.1) Les trois volets de l'étude d'une représentation.....	62
B.1.1) L'attitude générale.....	63
■ Discussion autour de la limite du « beau » et du « banal ».....	63
B.1.2) L'information.....	64
a) L'étendue des connaissances des riverains à propos du paysage en général.....	64
■ Le paysage n'existe pas partout ni pour tout le monde.....	64
■ Une définition stéréotypée du paysage.....	65
b) L'étendue des connaissances des riverains à propos du paysage en question.....	66
■ Une description hétérogène du paysage, mais globalement peu précise.....	66
■ Discussion : Est-il nécessaire de compenser quelque chose qui n'existe pas ?.....	67
B.1.3) Le champ de la représentation.....	67
a) La ou les représentation(s) des riverains.....	68
■ Le paysage comme continuité du jardin.....	68
■ Le cas particulier de l'agriculteur-riverain.....	70
b) L'impact de la route sur ces représentations.....	70
B.2) L'hypothèse est validée.....	72
B.3) Discussion : la pratique d'un paysage détermine-t-elle sa représentation ?.....	73
B.3.1) L'influence de la pratique.....	73
a) Y a-t-il une seule pratique « habiter » ?.....	73
b) A chaque pratique sa représentation ?.....	74
B.3.2) L'influence du paysage.....	74
B.3.3) L'influence du riverain.....	74
C) Vérification de l'hypothèse générale : Les mesures prévues par les études d'impact lors de la construction d'une route peuvent compenser la transformation du paysage pour les riverains du projet.....	76
C.1) La nature des mesures compensatoires.....	76
C.1.1) La connaissance des riverains sur les mesures compensatoires existantes.....	76
C.1.2) L'opinion des riverains sur les mesures compensatoires existantes.....	77
C.1.3) Les mesures compensatoires que les riverains auraient souhaitées.....	78
C.2) L'élaboration des mesures compensatoires.....	79
C.2.1) L'implication des riverains dans l'élaboration des mesures compensatoires.....	79
C.2.2) La personne compétente pour élaborer les mesures compensatoires selon les riverains.....	80
C.3) l'hypothèse est en apparence validée.....	81

D) Synthèse et discussion des résultats de recherche.....	82
D.1) Des hypothèses aux résultats de recherche : synthèse	82
D.2) Les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?.....	84
D.2.1) Mesures compensatoires = compensation ?.....	84
D.2.2) Quel résultat si les riverains étaient aptes à intégrer le débat ?.....	85
D.2.3) Quel résultat si le débat était apte à intégrer les riverains ?.....	86
D.2.4) Quel résultat si le paysage en question intéressait les riverains ?.....	87
D.2.5) Quel résultat si l'atteinte au paysage (la route) avait été différente ?.....	87
E) Discussion générale : Peut-on compenser la transformation d'un paysage ?.....	89
E.1) Faut-il compenser pour tout le monde ?.....	89
E.2) Faut-il compenser partout ?.....	89
E.3) Faut-il tout compenser ?.....	90
E.4) Peut-on et comment peut-on compenser ?.....	90
Conclusion.....	92
Bibliographie.....	97
Table des matières.....	101
Table des illustrations.....	106
Table des figures.....	106
Table des tableaux.....	106
Annexe 1 : Grille d'entretien.....	I
Annexe 2 : Grille d'analyse.....	III
Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées.....	VI

Table des illustrations

✕ Photo n°1 : Un relief légèrement ondulé.....	37
✕ Photos n°2 et 3 : Parcelles agricoles parsemées de bosquets.....	38
✕ Photos n°4 et 5 : Talus de déblai et de remblai végétalisés.....	39
✕ Photo n°6 : Plantations aux abords de la route.....	39
✕ Photos n°7 et 8 : Traitement paysager du giratoire de la RN10.....	40
✕ Photo n°9 : Vastes parcelles agricoles à perte de vue.....	43
✕ Photo n°10 : Boisements au nord de la route.....	44
✕ Photo n° 11 : Traitement urbain du giratoire de la RD 757.....	45
✕ Photo n°12 : Quelques arbres plantés pour masquer un bassin tampon.....	45
✕ Photo n°13 : Vallon le long de la route.....	45
✕ Photo n°14 : Un merlon devant la maison d'un riverain de la déviation.....	45

Table des figures

✕ Figure n°1 : Schéma de synthèse du raisonnement de la recherche.....	24
✕ Figure n°2 : Carte de localisation, dans le département d'Indre-et-Loire, des communes concernées par les études de cas.....	35
✕ Figure n°3 : Présentation du tracé de la déviation de Sainte-Maure-de-Touraine.....	36
✕ Figure n°4 : Schéma de localisation des maisons des riverains enquêtés pour l'étude de cas n°1.....	40
✕ Figure n°5 : Présentation du tracé de désenclavement de la ZA Richelieu-Champigny.....	42
✕ Figure n°6 : Schéma de localisation des maisons des riverains enquêtés pour l'étude de cas n°2.....	46
✕ Figure n°7 : Différencier analyse de discours et analyse de contenu.....	53

Table des tableaux

✕ Tableau n°1 : Population totale et population enquêtée.....	49
✕ Tableau n°2 : Fiabilité et représentativité des résultats.....	51
✕ Tableau n°3 : Mot utilisé lors des entretiens pour parler du paysage avec le riverain.....	64

ANNEXE 1

Grille d'entretien

■ **Consigne initiale**

- Sujet de la recherche
- Objectifs de l'entretien
- Droits de l'interviewé

■ **Thème 1 : Sémantique – Définition du paysage**

- Mot à utiliser pour parler du paysage (à utiliser dans la suite de l'entretien)
[Paysage, point de vue, vue, environnement, coup d'œil, nature...]
- Définition paysage
 - Qu'est-ce qu'un paysage en général
 - En quoi ici c'est / c'est pas un paysage
 - Ce qu'il faudrait ajouter / ce qu'il manque

■ **Thème 2 : Perception et représentation du paysage**

- Description du paysage par le riverain
 - Qualité [Beau, remarquable, moche, banal,...]
 - Ce qu'il préfère / aime moins [Ciel, parcelle agricoles, bourg, plateau, forêt, bois, bosquets, haies, arbres isolés, pelouses, relief, plateau, couleurs, saisons, jour/nuit, route...]
- Nature de la représentation
 - Sens du paysage
 - Importance pour le riverain
 - Rôle
 - Fonction
 - Symbolique
 - Lien entre paysage et riverain
 - Sensibilité au paysage [Membre d'une association de protection, ...]

■ **Thème 3 : La route**

- Avis sur le projet
 - Pour / Contre
 - Raisons [Paysage, Accessibilité ou effet de coupure, Sécurité, Trafic, bruit, pollution, odeurs...]
- Impact de la route sur la perception / Représentation
 - Oui / Non
 - Nature de l'impact : ce qui a changé

■ **Thème 4 : Conscience de groupe**

- Solidarité
 - Même avis / Avis différent
 - Discussion entre eux [Devenir du paysage, cadre de vie, environnement, constructions...]
- Sujets de préoccupation [Paysage, bruit, effet de coupure, concertation, travaux, prix du terrain...]
- Impact de la route
 - Discussion du projet avant / pendant / après travaux
 - Sujets de discussion
 - Pétition commune, réunions... ?

■ **Thème 5 : Mesures compensatoires**

- Elaboration des mesures compensatoires
 - Nécessaires / Facultatifs / Inutiles
 - Participation du riverain [envie / pas envie]
 - Concertation
 - Question du paysage dans les réunions [Oui / Non, ce qu'il en retient]
 - Expression pendant les réunions [Oui / Non, entendu / pas entendu, utile / inutile]
 - Besoin d'être plus associé [Oui/non, Pour changer quoi]
 - Personne compétente pour le faire [Riverain, écologistes, aménageurs, paysagiste, politique, associations ...]
- Nature des mesures compensatoires
 - Connaissance des mesures en place [Nature, localisation, utilité...]
 - Besoins [Suffisantes ou non, nature, localisation...]

■ **Thème 6 : Pratique du paysage**

- Autres activités pratiquées dans le paysage [Promenade, course à pied, football, peinture, lecture, chasse, ...]

■ **Thème 7 : Connaissance du riverain**

- Age
- Niveau d'études
- Profession
- Famille [Composition, nombre de personnes vivant dans la maison]
- Locataire / Propriétaire
- Depuis combien de temps ils habitent ici

ANNEXE 2

Grille d'analyse

Pour une meilleure compréhension : Chaque entretien a été retranscrit par écrit. Par la suite, les portions de discours ont été replacées dans les cases correspondantes de cette grille d'analyse.

Pour vérifier l'hypothèse spécifique 2 : la pratique du paysage

■ La pratique des riverains en elle-même

Pratique principale	Pratique liée			
		Majeure	Secondaire	Non pratiquée
Aucune				
Loisir, détente	Se promener			
	Jouer			
	Cueillir des fleurs			
	Se reposer			
	Manger			
	Regarder, écouter			
	Téléphoner			
	Lire			
Travail	Semer, labourer, récolter...			

■ Le groupe social d'utilisateurs du paysage et la conscience de groupe

		Discours retranscrivant une conscience de groupe	Discours retranscrivant une conscience de "non groupe"	Discours retranscrivant l'absence de conscience
Dans la vie quotidienne				
Au sujet du paysage	Sa pratique			
	Sa perception			
	Sa représentation			
Au sujet de la route	Sa construction			
	Son impact			
Au sujet des mesures compensatoires	Leur élaboration			
	Leur nature			

Pour vérifier l'hypothèse spécifique 1 : la représentation du paysage

■ *L'attitude générale des riverains à propos du paysage*

✗ L'intérêt porté à parler du paysage

Discours retranscrivant un manque d'intérêt à parler du paysage	Discours retranscrivant un intérêt pour parler du paysage
---	---

✗ Le point de vue du riverain sur le paysage

Discours retranscrivant une mauvaise opinion	Discours retranscrivant une opinion neutre
--	--

■ *La somme d'informations possédées par le riverain à propos du paysage*

✗ La sémantique et la définition générale du paysage

Discours sur le mot à utiliser pour parler du paysage de l'étude de cas					Définition du paysage en général	
"paysage"	Autre mot prononcé et raisons pour lesquelles on ne peut pas parler de "paysage"				Discours retranscrivant un niveau de connaissance limité	Discours retranscrivant un niveau de connaissance nul
	"point de vue"	"campagne"	"champ"	"nature"		

✗ La perception du paysage de l'étude de cas

Discours décrivant le paysage	Discours décrivant l'impact de la route sur ce paysage	
	Impact nul	Impact faible

■ *Le champ de la représentation*

Nature de la représentation	Aucune	
	"Plus value"	
	Lieu de loisirs et de détente	
	"chez eux"	
	"à eux"	
	Outil de travail	
Impact de la route sur cette représentation	Nul	
	Très faible	

Pour vérifier l'hypothèse spécifique 3 : les mesures compensatoires

■ *L'opinion générale sur la route et sa construction*

Opinion sur la route et sa construction		
Bonne	Neutre	Mauvaise

■ *La nature des mesures compensatoires paysagères en place*

		Niveau de connaissance à propos des mesures compensatoires en place		
		Nul	Faible	Bon
Opinion sur les mesures compensatoires en place	Neutre / Aucune			
	Mauvaise			
	Bonne			

■ *La nature des mesures compensatoires paysagères « idéales »*

Discours proposant d'autres mesures compensatoires	Discours montrant l'absence de propositions pour d'autres mesures compensatoires

■ *L'élaboration des mesures compensatoires*

Discours sur la non implication dans les phases de concertation et de participation	Discours sur la volonté d'être davantage associés dans l'élaboration des mesures compensatoires	Discours sur l'absence de volonté d'être davantage associés dans l'élaboration des mesures compensatoires

ANNEXE 3

Liste des personnes rencontrées

✕ M. Beaudry, docteur en sociologie et enseignant-chercheur en maîtrise en développement régional à l'université du Québec à Rimouski ;

✕ M. Calenge, professeur en section géographie à l'université François Rabelais de Tours ;

✕ Mme Lambert, juriste au service urbanisme et environnement de la préfecture d'Indre-et-loire ;

✕ M. Pequignot, chargé de mission à la STA sud-est du Conseil Général d'Indre-et-Loire ;

✕ Mme Prunotto, responsable du service constructions à la STA sud-ouest du Conseil Général d'Indre-et-Loire ;

✕ M. Saucier, docteur en géographie et enseignant-chercheur en maîtrise en développement régional à l'université du Québec à Rimouski ;

✕ M^{me} Teissier, responsable des études paysagères au bureau d'études « équipement Bas-Saint-Laurent Gaspésie » (Québec, Canada) ;

✕ M. Veilleux, paysagiste à la Municipalité Régionale de Comté Rimouski-Neigette (Québec, Canada) ;

RÉSUMÉ

INTEGRER LA DIMENSION PAYSAGERE DANS LES PROJETS D'AMENAGEMENT

Peut-on compenser la transformation d'un paysage ?

Et plus particulièrement, les mesures prévues par les études d'impact peuvent-elles compenser la transformation du paysage pour les riverains d'un projet routier ?

Cette recherche s'intéresse à l'opinion que les riverains d'un projet routier portent sur les mesures compensatoires paysagères prévues par les études d'impact face à de tels aménagements, tant en ce qui concerne leur nature que leur mode d'élaboration.

Il s'agit, au travers de deux études de cas, de comprendre spécifiquement si ces mesures sont capables, ou non, de compenser pour l'ensemble des riverains une dimension reconnue unanimement comme subjective et personnelle, le paysage. C'est pourquoi elle aborde notamment les questions de la pratique et de la représentation du paysage.

Plus généralement, ce mémoire propose une réflexion sur les notions de compensation et de paysage, au delà des riverains, des routes et mesures compensatoires.

Mots clés :

Paysage – Pratique – Représentation – Représentation sociale – Compensation – Mesures compensatoires – Etude d'impact – Route – Projet routier – Riverain – Habitant.